

RAPPORT ANNUEL
ANNUAL REPORT
2019



U N I O N D E B A N Q U E S A R A B E S E T F R A N Ç A I S E S



RAPPORT ANNUEL
ANNUAL REPORT
2019

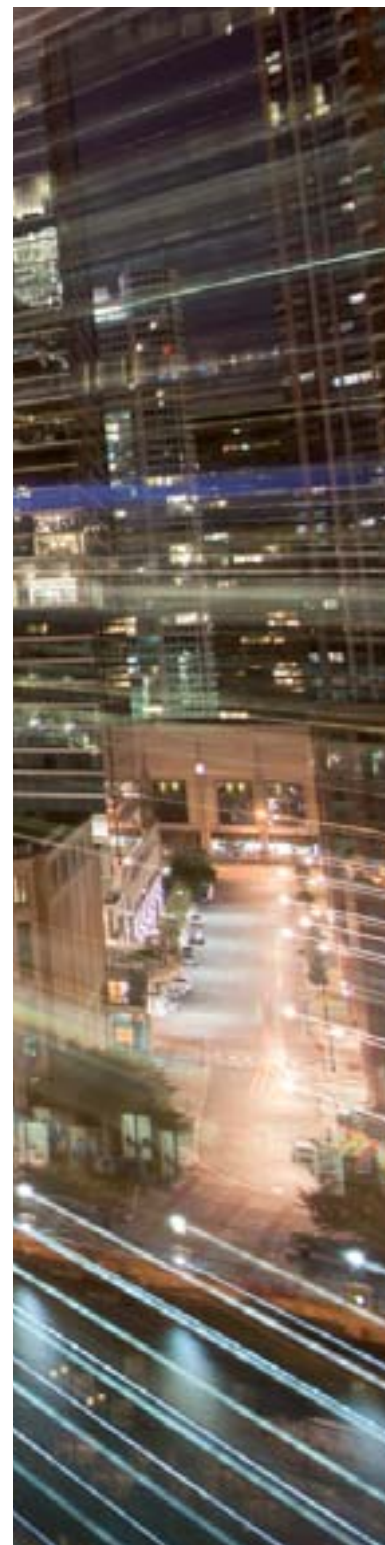






SOMMAIRE SUMMARY

- 04 Message du Président
du Conseil d'Administration
Message from the Chairman
of the Board of Directors
- 06 Répartition du Capital
Capital Structure
- 08 Organisation de la Banque
Governance
- 10 Message du Directeur Général
Message from
the Chief Executive Officer
- 12 Notre Mission
Our Mission
- 14 Contacts
Contacts
- 17 **Éléments Financiers**
- 65 **Financial Information**





MESSAGE

du Président du Conseil d'Administration
from the Chairman of the Board of Directors



Farouk EL-OKDAH

Président du Conseil
d'Administration
Chairman of
the Board of Directors

À bien des égards, le panorama général qui se dégage de l'année 2019 a été riche en contradictions qui ont constitué autant de vecteurs favorables pour certaines composantes du commerce international, cœur de métier de l'UBAF, que de sources de risques avérés ou latents qui perdureront bien au-delà de cet exercice.

La lecture globale de l'environnement économique et politique de l'année écoulée, toutes géographies et activités confondues, dépeint de prime abord une image peu propice à promouvoir des avancées commerciales significatives. En effet, l'inventaire des sources structurelles ou conjoncturelles des faiblesses économiques présente apparemment un vaste choix : une croissance mondiale qui a perdu 0,7 % pour s'accrocher avec difficulté au timide seuil de 3 %, de multiples rebondissements sur les tractations douanières et tarifaires entre les USA, la Chine et l'Europe qui ont fortement perturbé les marchés financiers mondiaux tout en occultant le fait que cet exercice de style protectionniste est désormais couramment pratiqué par d'autres pays, des convulsions à répétition sur la mise en œuvre rapide d'un Brexit sans réel compromis préalable d'exécution, une perte de vitesse de l'incontournable économie allemande qui ne progresse que d'un indigent 0,5 % tandis que son homologue chinoise touche son plus bas niveau depuis trente ans avec 6,1 %.

In many ways, the overall picture that emerges of 2019 is awash with contradictions, which, as much as they benefit some components of international trade, UBAF's core business, also constitute sources of confirmed or latent risk that will continue to exist long after this financial year is over.

Looking at the past year's economic and political environment across all regions and activities, the first impression is hardly conducive to significant growth in trade. Indeed, when it comes to structural and cyclical sources of economic weakness, we seem spoilt for choice: global growth down 0.7% and struggling to reach the modest 3% threshold, back-and-forth customs and tariff negotiations between the United States, China and Europe causing havoc in the world's financial markets while obscuring the fact that protectionist measures are now being widely adopted in other countries too, ongoing turbulence in talks on a swift implementation of Brexit, with no real compromise reached at this prior stage, and a slowdown in Germany's powerhouse economy, which edged up a meagre 0.5%, while China's growth hit a 30-year low of 6.1%.



Il convient aussi d'y ajouter des facteurs sociétaux et géopolitiques qui ont apporté leur lot d'incertitudes et de ruptures. Des contestations sociales sans précédent ont indifféremment agité des pays émergents et développés, de Hong Kong au Chili en passant par le Liban et la France pour ne citer qu'eux. Les conflits directs ou par procuration ont continué leur œuvre de déstabilisation au Moyen-Orient et dans certaines zones de l'Afrique, parfois accompagnés de situations humanitaires affligeantes.

Ces aléas se sont reflétés dans les variations de prix des principales marchandises échangées sur les marchés, qu'elles soient exprimées par leur tendance directionnelle ou par leur volatilité. Sur les principaux flux traités par l'UBAF, nous consignons un écart de l'ordre de 35 % entre le cours le plus bas et le plus haut du pétrole Brent et de l'ordre de 20 % sur celui du blé tendre, deux exemples parmi tant d'autres qui laissent augurer de multiples conséquences favorables ou pénalisantes sur les économies exportatrices et importatrices, les intermédiaires négociants et, au final, sur les populations consommatrices.

On ne saurait être surpris dans ce contexte de constater une baisse de 0,4 % de la valeur agrégée du commerce international en 2019, sa plus mauvaise performance depuis dix ans, faisant suite à une encourageante mais éphémère progression de 3 % en 2018.

Cependant, des situations porteuses de croissance et d'avenir se sont matérialisées en 2019 ou ont poursuivi une évolution favorable amorcée depuis déjà quelques années. Elles se sont avérées très favorables à l'UBAF dont le modèle d'activité est principalement orienté vers les marchés émergents du Monde arabe, de l'Afrique et de l'Asie du sud. Ainsi, un taux de croissance économique supérieur à 5 % associe en tant que dénominateur commun des pays africains comme la Côte d'Ivoire, le Bénin, l'Éthiopie, le Ghana, le Niger, la Mauritanie à des pays arabes comme l'Égypte ou, plus loin encore, le Bangladesh et le Vietnam, générant ainsi des flux commerciaux en très forte progression, notamment dans les secteurs de l'énergie, des produits alimentaires et des biens d'équipement.

Du fait de son actionnariat et de politiques commerciales déployées au cours de cinquante années de présence sur la plupart de ces territoires et marchés, l'UBAF entretient des relations privilégiées avec les principaux acteurs économiques locaux, principalement par l'intermédiaire d'un réseau très dense de correspondances bancaires. Ce dispositif constitue un gage de diversification des risques et d'identification de relais de croissance dans un environnement mondial qui restera fortement perturbé par les rivalités subtiles ou plus frontales entre les grandes puissances qui ont bien compris l'enjeu d'un accès le plus exclusif possible à des contrées qui associent ressources en matières premières et fort dynamisme démographique, deux composantes porteuses de débouchés industriels et commerciaux devenus rares dans les pays développés.

Added to this, societal and geopolitical factors also came into play, bringing their own share of uncertainty and disruption. Social protests on an unprecedented scale erupted in emerging and developing countries alike, from Hong Kong to Chile, by way of Lebanon and France, to name but a few. Direct conflicts and proxy wars continued to destabilise the Middle East and parts of Africa, causing distressing humanitarian situations in some areas.

These uncertainties were reflected in prices of key traded commodities in the form of directional trends or volatility. As regards the main flows handled by UBAF, the difference between the lowest and highest price recorded was in the region of 35% for Brent crude and around 20% for soft wheat, to give just two of many possible examples of sources of multiple positive or negative implications for exporting and importing economies, traders and, ultimately, consumers.

Against this backdrop, it is hardly surprising that the overall value of global trade fell 0.4% in 2019, the worst performance in ten years, after a promising but short-lived 3% increase in 2018.

However, 2019 also saw situations that augur well for growth and for the future, whether they emerged during the year or, established a few years earlier, continued to enjoy positive developments. These situations proved very favourable to UBAF, whose business model is geared mainly towards emerging markets in the Arab world, Africa and South Asia. For instance, economic growth rates above 5% across the board in African countries such as Côte d'Ivoire, Benin, Ethiopia, Ghana, Niger and Mauritania, together with Arab countries such as Egypt and countries even further afield like Bangladesh and Vietnam, generated very strong growth in trade flows, especially in the energy, food and capital goods sectors.

Through its shareholding structure and the commercial policies implemented during its fifty years of presence in most of these regions and markets, UBAF has built special relationships with the most important local economic actors, mainly via its very dense correspondent banking network. This structure underpins the diversification of our risks, together with the growth drivers we identify, in a global environment in which subtle or head-on rivalry between the major powers will continue to cause serious disruption. These powers have clearly recognised the gains to be had from obtaining the most exclusive access possible to countries offering commodity resources combined with strong demographic momentum, two components that create industrial and commercial opportunities rarely seen in developed countries today.

CAPITAL

€250,727,220

Répartition du Capital

CACIB (Crédit Agricole Corporate & Investment Bank) détient 47,01 % du capital, le reste étant détenu directement ou indirectement par des institutions financières ou banques centrales du Monde arabe.

Capital Structure

CACIB (Crédit Agricole Corporate & Investment Bank) holds 47.01% of the share capital, the remaining portion being held directly or indirectly by the financial institutions or central banks of the Arab world.

FRANCE - Crédit Agricole CIB

€117,867,375

47.01%

Principaux actionnaires arabes Main Arab Shareholders	Actionnariat direct Direct Shareholding	Via/Through * UBAC Nederland B.V.	Participation totale Total Shareholding
UBAC Nederland B.V.	23.12%	-	23.12%
Banque Extérieure d'Algérie	9.35%	12.03%	12.13%
Central Bank of Egypt	5.91%	12.94%	8.90%
Libyan Foreign Bank	5.57%	12.94%	8.56%
Arab African International Bank Egypt	3.76%	11.19%	6.34%
Banque Centrale Populaire Maroc / Morocco	4.99%	-	4.99%
Riyad Bank Arabie Saoudite / Saudi Arabia	0.29%	2.42%	0.85%
TOTAL	52.99%		

* En cours de restructuration avec une liquidation courant 2020 - Under ongoing restructuring with liquidation in 2020

MONDE ARABE
(banques et institutions) /
Banks and institutions from
the Arab world

€132,859,845

52.99%

ORGANISATION DE LA BANQUE GOVERNANCE

Farouk EL-OKDAH
Président du Conseil
Chairman of the Board

Jean-Yves HOCHER
Vice Président du Conseil
Deputy Chairman of the Board

Jean-Claude GELHAAR
Directeur Général
Chief Executive Officer

Khaled DESSOUKI
Directeur Général Délégué
Deputy Chief Executive Officer

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION MEMBERS OF THE BOARD OF DIRECTORS

Crédit Agricole CIB
représenté par/represented by James WEBB

Jean-François BALAY (Crédit Agricole CIB)

François KANOUI (Crédit Agricole CIB)

Banque Extérieure d'Algérie
représenté par/represented by Lazhar LATRECHE

Central Bank of Egypt
représenté par/represented by Lobna KHALIL

Libyan Foreign Bank
représenté par/represented by Rabie ABUSHAWASHI

Arab African International Bank
représenté par/represented by Sherif ELWY

Banque Centrale Populaire
représenté par/represented by Mohamed Karim MOUNIR

UBAC Nederland B.V.
représenté par/represented by Abdellatif JOUAHRI

Ali Ibrahim MARAFI (Al Ahli Bank of Kuwait)

COMITÉ EXÉCUTIF EXECUTIVE COMMITTEE

Farouk EL-OKDAH
Président
Chairman

Rabie ABUSHAWASHI
Libyan Foreign Bank

Lazhar LATRECHE
Banque Extérieure d'Algérie

James WEBB
Crédit Agricole CIB

Jean-François BALAY
Crédit Agricole CIB

COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES AUDIT AND RISK COMMITTEE

François KANOUI
Président
Chairman

Rabie ABUSHAWASHI
Libyan Foreign Bank

Mohamed Karim MOUNIR
Banque Extérieure d'Algérie

COMMISSAIRES AUX COMPTES AUDITORS

Ernst & Young et Autres

**PricewaterhouseCoopers
Audit**

MESSAGE

du Directeur Général
from the Chief Executive Officer



Jean-Claude GELHAAR
Directeur Général
Chief Executive Officer

Les développements commerciaux et les évolutions techniques visant à améliorer les processus opérationnels de l'UBAF ont progressé à un rythme soutenu en 2019, confirmant ainsi une tendance résolument engagée dès l'exercice précédent.

Au plan commercial, l'environnement économique sur lequel reposent nos activités de négoce international et d'émission de garanties de marché a été favorable sur presque tous les pays constitutifs de notre périmètre d'exploitation. Nous avons pu maintenir et souvent faire progresser nos positions sur des zones où nous sommes présents depuis de nombreuses années comme le Monde arabe, l'Afrique de l'ouest et centrale et le sous-continent indien tout en démarchant avec succès de nouveaux débouchés sur l'Afrique orientale et anglophone. Cette couverture géographique diversifiée sur plusieurs dizaines de pays émergents nous a permis d'être plus sélectif vis-à-vis des opportunités commerciales qui se sont présentées, tout en accompagnant nos clients exportateurs qui ont besoin d'un partenaire apte à les soutenir dans la durée sur des terrains souvent perçus comme complexes par l'industrie bancaire.

Les sous-jacents traités par l'UBAF n'ont pas connu d'évolution majeure en 2019 et restent concentrés sur le domaine énergétique (pétrole et dérivés, GNL), des produits agro-alimentaires et des biens d'équipement. Les véhicules techniques très classiques que nous utilisons (crédits documentaires import et export, SBLC, garanties de marché,

The commercial developments and technical upgrades implemented to improve UBAF's operating processes advanced steadily in 2019, cementing the trend set firmly in motion the previous year.

Commercially, the economic environment underpinning our activities - international trade and the issuance of transaction guarantees - was favourable across almost all the countries in which we operate. We were able to sustain, and in many cases increase our positions in regions in which we have operated for many years, such as the Arab world, West and Central Africa and the Indian sub-continent, while successfully targeting new opportunities in Eastern and English-speaking Africa. This diversified geographical coverage spanning dozens of emerging countries has allowed us to be more selective in terms of the business opportunities we pursue, while continuing to assist our exporting customers, who need a partner able to provide long-term support in regions often perceived as complex by the banking industry.

In 2019, no major developments affected the underlying commodities handled by UBAF, which remain concentrated in the energy (oil and its derivatives, LNG), agribusiness and capital goods sectors. The very traditional instruments we use (import and export documentary credit, SBLC, transaction guarantees, transactional finance, Islamic finance)



financements transactionnels, finance islamique) se sont eux aussi inscrits dans la continuité. Les données chiffrées contenues dans ce rapport annuel confirment que les volumes traités et les encours de fin d'année connaissent une relative stabilité sur deux exercices, à l'exception d'un développement plus marqué observé sur les lettres de crédit stand-by et les garanties de marchés, ces dernières s'appliquant à des projets d'infrastructure principalement localisés dans les pays arabes.

Les processus de traitement des opérations et de pilotage des risques ont poursuivi ou amorcé, selon les cas, les travaux d'optimisation et de recherche d'efficacité que l'UBAF a consignés dans un plan à moyen terme 2019-2021 requis et validé par son Conseil d'Administration. La dématérialisation de certaines instances de gouvernance, la refonte complète de notre site Internet, l'acquisition à l'extérieur d'une nouvelle plateforme de notation des contreparties, la réorganisation de nos fonctions de back et de middle-office accompagnant le remplacement de notre principal outil de gestion des crédits documentaires et garanties, tout comme la mise à jour constante des outils de criblage et de gestion des KYC dans le domaine de la sécurité financière, constituent autant d'illustrations des progrès accomplis.

Les résultats opérationnels 2019 reflètent l'association des efforts commerciaux aux évolutions fonctionnelles de l'UBAF. Ils traduisent une approche plus sélective des transactions et une politique commerciale favorisant les contreparties et clients récurrents avec une présence plus marquée d'éléments financés associés à des opérations de hors-bilan. Du point de vue prudentiel, les actifs pondérés de l'UBAF progressent de 10 % sur l'exercice tout en nous permettant de stabiliser le ratio de solvabilité CRD IV sur une moyenne annuelle de 13,3 %. La situation de liquidité est, elle aussi, restée satisfaisante avec un ratio LCR moyen de 183 %.

Le PNB de l'UBAF progresse ainsi de plus de 20 % par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution très satisfaisante nous fait renouer avec le niveau atteint cinq ans auparavant. La diversification de nos sources de revenus a pleinement joué son rôle car cette progression se constate de manière étalée sur toutes les zones d'activités de l'UBAF, sans effet de concentration sur un pays ou une activité spécifique.

La bonne maîtrise de nos frais généraux nous permet de dégager un résultat brut d'exploitation plus de trois fois supérieur à celui de l'exercice précédent. Le coût du risque a fait l'objet d'une évolution significative ; un risque opérationnel matérialisé par une fraude externe de grande ampleur ayant impacté plusieurs banques de la place de Singapour est à l'origine de la dégradation de notre résultat net. Conformément à notre politique de gestion, nous avons passé en provision la totalité du préjudice afin de réserver pour l'avenir le bénéfice d'une éventuelle reprise de cette dotation.

also experienced business as usual. As the figures in this annual report confirm, volumes of flows processed and year-end outstandings have remained relatively stable for two years, apart from the more pronounced development seen in standby letters of credit and transaction guarantees, the latter relating to infrastructure projects mainly in the Arab world.

Work has begun or continued on optimising our transaction processing and risk management processes in a quest for efficiency documented by UBAF in its 2019-2021 medium-term plan, as requested and approved by its Board of Directors. The year's achievements include introducing paperless procedures for some governance bodies, redesigning our website, acquiring a new counterparty rating platform externally and reorganising our back- and middle-office functions to support the replacement of our main tool for managing documentary credits and guarantees. We also enhanced our financial security by continuously updating our screening tools and KYC procedures.

The operating results achieved in 2019 reflect our commercial efforts coupled with functional developments across UBAF. They are the result of a more selective approach to transactions and a commercial policy geared towards regular customers and counterparties, with a greater focus on financed assets associated with off-balance sheet transactions. From a prudential standpoint, UBAF's weighted assets increased 10% during the year, allowing our CRD IV solvency ratio to stabilise at an annual average level of 13.3%. Our liquidity position also remained satisfactory, with an average LCR of 183%.

UBAF's NBI thus increased more than 20% over the year. This highly satisfactory performance marks a return to the level reached five years previously. The diversification of our revenue sources was fully effective, since the growth achieved was spread across all the areas in which UBAF operates, without being concentrated in a specific country or activity.

With general expenses firmly under control, we were able to generate gross operating income more than three times that of the previous year. The cost of risk rose significantly, due to the operational risk that materialised in a case of large-scale external fraud affecting several banks in the Singapore financial market. This was behind the deterioration in our net income. In accordance with our management policy, we recognised provisions to cover the loss in full, so that we can benefit in the future should these provision be reversed.

NOTRE MISSION OUR MISSION

Établie en 1970, l'UBAF a pour mission d'accompagner et de sécuriser les flux commerciaux internationaux entre l'Europe, l'Asie, le Monde arabe et l'Afrique.

Le soutien stratégique des actionnaires de l'UBAF, constitué de banques et institutions financières originaires de 19 pays du Monde arabe et du Crédit Agricole CIB pour la France, lui a permis de développer une activité de trade finance, tant au Moyen-Orient qu'en Afrique, en Asie et dans le sous-continent indien.

Opérant à la fois à partir de son siège basé à Paris et de son réseau dans le Monde arabe (Alger, Dubaï, Le Caire) et en Asie (Dhaka, Séoul, Singapour, Tokyo), l'UBAF est devenue au fil des années un acteur de référence pour le financement des échanges commerciaux à l'international.

Grâce à son organisation commerciale segmentée par secteur d'activité et par zone géographique, l'UBAF accompagne efficacement ses clients dans le développement de leurs activités commerciales en leur proposant des solutions sur-mesure.

Established in 1970, UBAF's mission is to facilitate and secure international trade flows between Europe, Asia, the Arab world and Africa.

The strategic support of UBAF shareholders, banks and financial institutions from 19 countries in the Arab world and Crédit Agricole CIB in France, has allowed it to develop trade finance activities in the Middle East, Africa, Asia and the Indian subcontinent.

Operating both from its head office in Paris and its network in the Arab world (Algiers, Dubai, Cairo) and in Asia (Dhaka, Seoul, Singapore, Tokyo), UBAF has become a key player in trade finance between Europe, Asia, the Arab world and Africa.

Thanks to its sales organization that is segmented by sectors and by region, UBAF effectively supports its customers in developing their business in these geographical areas.



NOTRE EXPERTISE OUR EXPERTISE



Depuis près de 50 ans, l'UBAF a ainsi acquis une expertise reconnue dans les métiers du trade finance et une connaissance approfondie des marchés où elle intervient. Grâce à ses experts métiers et ses commerciaux multilingues, l'UBAF s'adresse à trois types de clientèle :

Banques et Institutions Financières

L'UBAF dispose d'un réseau mondial de plus de 800 correspondants bancaires, assurant ainsi les transactions de financement des opérations commerciales, de change et de trésorerie.

Acteurs industriels de l'Export

L'UBAF travaille à la fois avec des exportateurs et des importateurs qui bénéficient ainsi de sa connaissance des marchés locaux et à qui elle offre des produits et services adaptés.

Négociants en Matières Premières

L'UBAF est un acteur reconnu dans le domaine du négoce international (produits agroalimentaires, énergie et métaux).

For nearly 50 years, UBAF has acquired a recognized expertise in trade finance and a thorough knowledge of the markets where it operates. Through its business experts and multilingual sales teams, UBAF addresses three types of clientele:

Banks and Financial Institutions

UBAF enjoys a well established correspondent banking network with more than 800 banks worldwide providing them with trade finance and treasury products and services.

Exporting Industrial Players

UBAF works closely with exporters and importers who benefit from the bank's knowledge of local markets and tailor-made products and services.

Energy and Commodity Traders

UBAF is a recognized player in the field of Energy, Agribusiness and Metals.

NOTRE OFFRE DE SERVICES OUR RANGE OF SERVICES



Depuis sa création, l'UBAF a développé une gamme de produits et de services dédiés au financement du commerce international. À ce titre, elle offre à ses clients des services liés aux :

- crédits documentaires (émission, confirmation, escompte),
- garanties internationales,
- pré et post financements des opérations commerciales,
- prêts et emprunts de trésorerie,
- couverture de change au comptant,
- ouverture de comptes,
- mobilisation de créances clients, forfaiting,
- pré-financements export, financements relais, bilatéraux et syndiqués,
- financements structurés,
- financements islamiques.

Since its inception, UBAF has developed a range of products and services dedicated to international trade financing. As such, it offers its clients services related to:

- documentary credits (issuance, confirmation and discount),
- international guarantees,
- pre and post financing of trade transactions,
- money market placements and borrowing,
- foreign exchange hedging (spot transactions)
- account openings,
- trade receivable financing, forfaiting,
- pre export, bridge, bilateral and syndicated financing,
- structured financing,
- islamic finance.

CONTACTS

UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES UBAF

Société Anonyme – Capital EUR 250 727 220

R.C.S. Nanterre B702 027 178

www.ubaf.fr

Email: ubaf.paris@ubaf.fr

Tour EQHO – 2, avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex - France

Tel. 33 (0)1 46 40 61 01

Fax 33 (0)1 47 38 13 88

SWIFT UBAFFRPP

Jean-Claude GELHAAR,
Chief Executive Officer

BRANCHES

UBAF SEOUL

C.P.O. Box 1224
Ace Tower - 3rd Floor
Tongil-ro 92, Jung-Gu
(1-170 Soonhwa-Dong)
Seoul 04517
Korea
Tel. (822) 3455 5300
Fax (822) 3455 5353
Swift UBAFKRSX

Olivier TOPUZ
General Manager

UBAF SINGAPORE

7 Temasek Boulevard
Unit 07-04/05
Suntec Tower One
Singapore 038987
Tel. (65) 6333 6188
Fax (65) 6333 6789
Swift UBAFSGSX

Eric REINHART
General Manager

UBAF TOKYO

Sumitomo Fudosan Kudanshita Bldg.
4th Floor
3-5, Kanda Jimbocho, Chiyoda-ku
Tokyo 101-0051
Japan
Tel. (813) 3263 8821/4
Fax (813) 3263 8820
Swift UBAFJPJX

Koichi EBARA
General Manager

REPRESENTATIVE OFFICES

UBAF ALGIERS

4 bis rue du Hoggar
Hydra 16035
Algiers
Algeria
Tel. (213 21) 69 41 21/22
Fax (213 21) 69 23 83

Youcef El-Amri
BOUHARAOUA
General Representative

UBAF CAIRO

4 Baehler Street (Kasr El Nil)
Flat 5
Cairo
Egypt
Tel. (202) 2393 3678/2924
Fax (202) 2392 4654

Hamed HASSOUNA
General Representative

UBAF DHAKA

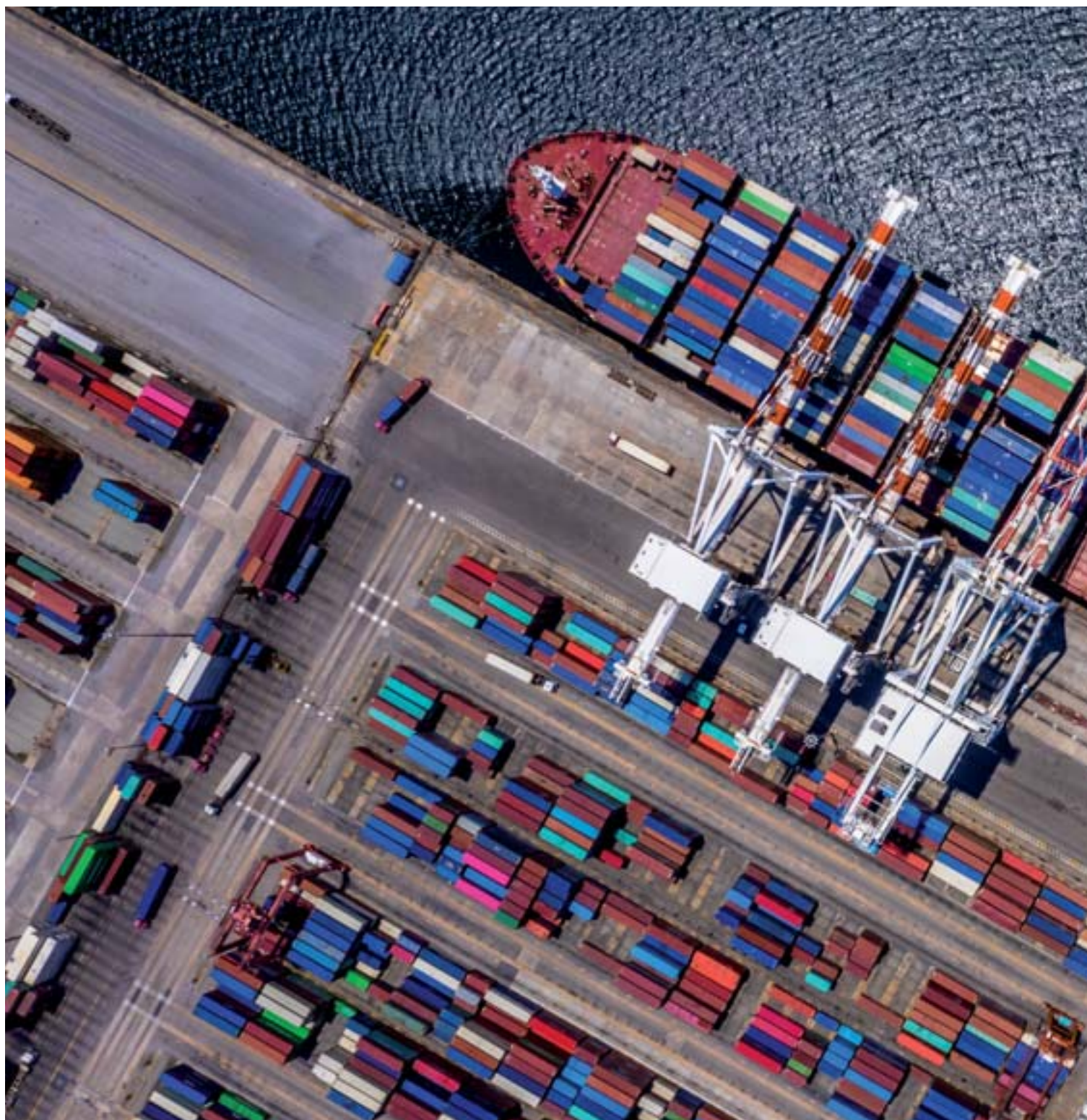
Business 48, 8th Floor,
Plot 48
Road 11, Block F, Banani
Dhaka - 1213
Bangladesh
Tel. (88) 02 987 2476
Fax (88) 02 987 2490

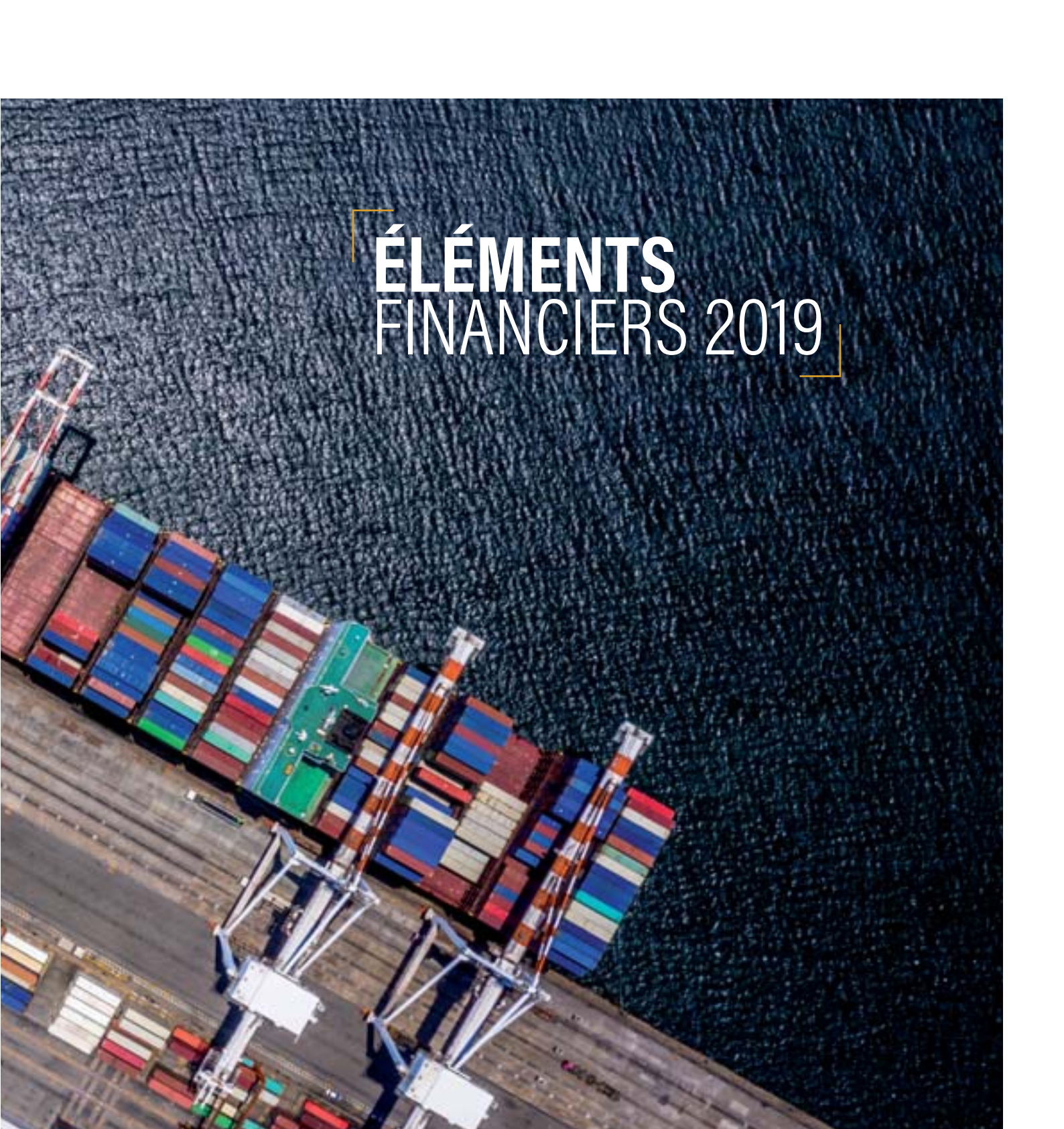
Sharek KADER
General Representative

UBAF DUBAI

P.O. Box 29885
Nassima Tower
Office N°1801
Sheikh Zayed Road
Dubai
United Arab Emirates
Tel. (971 4) 3587 880
Fax (971 4) 3587 885

Raza ALI KHAN
General Representative





ÉLÉMENTS FINANCIERS 2019

1. Rapports du Conseil d'Administration	18
1.1 Extrait du Rapport de Gestion	
1.2 Rapport sur le Gouvernement d'Entreprise	
2. Rapports des Commissaires aux Comptes	34
2.1 Sur les Comptes Annuels	
2.2 Sur les Comptes Consolidés	
3. Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires	41
4. Extrait des Comptes Consolidés	45
5. Extrait des notes annexes aux Comptes Consolidés	47

1 RAPPORTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

à l'Assemblée Générale des Actionnaires du 29 mai 2020

Exercice clos le 31 décembre 2019

1.1 Extrait du Rapport de Gestion

Le conseil d'administration, après avoir entendu les commentaires du Directeur Général sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019, a arrêté le 11 mai 2020 le total du bilan social à 1 853 776 milliers d'euros et le résultat négatif de 12 768 milliers d'euros contre un résultat positif de 5 917 milliers d'euros en 2018.

Les comptes consolidés qui intègrent globalement la filiale de Hong Kong font apparaître un total de bilan de 1 844 285 milliers d'euros et un résultat négatif de 12 887 milliers d'euros dont 12 833 milliers d'euros de perte pour la part du Groupe.

Le résultat part du Groupe pour l'exercice 2019 ressort à -12 883 milliers d'euros contre 979 milliers d'euros en 2018.

Le résultat net de l'exercice 2019 s'avère négatif suite à la constitution post-clôture d'une provision de 20,5 millions d'euros impactant le coût du risque qui s'établit à 20,7 millions d'euros. Ce résultat comptable masque un résultat brut d'exploitation avant coût du risque et impôts de 8,3 millions d'euros versus 2,4 millions

en 2018, réalisé dans un environnement politique international instable et une croissance économique mondiale atone.

Les principaux éléments marquants au cours de l'exercice 2019 sont :

- Un résultat d'exploitation positif tiré par une bonne dynamique commerciale et une meilleure rotation de nos actifs ;
- Le maintien d'une vigilance accrue sur les risques pays et géopolitiques nous permettant de réagir rapidement au regard de la maturité courte de nos opérations ;
- Le maintien d'un mix géographique équilibré ;
- Et dans la continuité des années précédentes, le renforcement continu de nos dispositifs de conformité et de contrôles opérationnels nous permettant d'approcher un coût du risque opérationnel proche de zéro, hors le dossier provisionné à 100 % de manière conservatrice au regard de ce sinistre pouvant s'apparenter à une fraude externe majeure.

Résultat consolidé

[Produit net bancaire]

Le produit net bancaire de 2019 a augmenté de 20,8 %, il ressort à 51 773K€ comparé à celui de 2018 qui était de 42 852K€ grâce à une activité commerciale dynamique et une prise de risque adaptée.

La contribution de nos trois principaux centres d'activité au produit net bancaire est la suivante :

(En milliers d'euros)

ACTIVITÉS	2019	2018	Variation
Commercial	47 333	37 309	+ 26,9 %
Trésorerie	1 385	1 956	-29,2 %
Centre de direction	3 055	3 586	-14,8
TOTAL	51 773	42 852	+ 20,8 %

COMMERCIAL

Les commissions perçues sur les crédits documentaires en hors bilan, notre cœur de métier ont augmenté par rapport à l'exercice précédent avec 25 298 milliers d'euros contre 21 786 milliers d'euros, reflétant un fort dynamisme de notre activité commerciale, dynamique également constatée dans les émissions de garanties de marché dont les commissions se sont élevées à 7 718 milliers d'euros contre 5 737 milliers d'euros en 2018.

Dans le même temps, les marges d'intérêt liées à nos activités de financement ont augmenté de 44 %, le portefeuille de prêts a atteint en moyenne 1 087 125 milliers d'euros en 2019 contre 951 288 milliers en 2018, soit une augmentation de 14 %.

Les dépôts de nos clients ont également progressé en volumes et en marges en 2019 nous permettant d'adosser nos emplois avec des ressources adaptées et diversifiées.

TRÉSORERIE

La trésorerie intervient quasi exclusivement en support des activités commerciales et n'effectue aucun *trading* pour compte propre.

Le portefeuille titre est composé pour près d'un tiers d'un fonds éligible au buffer du ratio de liquidité LCR (Liquidity Coverage Ratio), de titres d'État des pays où nous sommes implantés et de sicav monétaires destinées à placer nos excédents de liquidité. A fin 2019, notre LCR s'établissait à 183 % en moyenne annuelle versus une contrainte réglementaire fixée à 100 % minimum.

Le portefeuille LCR, comme indiqué précédemment, présente une moins-value potentielle de 354 milliers d'euros.

Les contraintes du LCR, maintien d'un HQLA élevé et un environnement de taux d'intérêt faible voire négatif pèsent sur le résultat de la trésorerie.

Compte tenu de ces éléments, le produit net bancaire de l'activité trésorerie a diminué en 2019 pour atteindre 1 385 milliers d'euros contre 1 956 milliers en 2018.

CENTRE DE DIRECTION

Le centre de direction connaît une baisse par rapport à 2018 de 531 milliers d'euros.

[Frais généraux]

Nos frais généraux ont augmenté de 7 %, soient 2 950 milliers d'euros et s'élèvent à 43 441 milliers d'euros en 2019 contre 40 491 milliers en 2018.

Hors effet de change, la hausse est de 2 598 milliers d'euros, évolution essentiellement due à :

- Des frais de personnel en augmentation suite à l'entrée de collaborateurs experts et un effectif moyen supérieur à 2018. Cette augmentation reste très en deçà de l'évolution de nos revenus permettant à l'UBAF d'améliorer son coefficient d'exploitation avant coût du risque ;
- Des charges d'exploitation sous contrôle avec une hausse de 505 milliers d'euros hors effet de change.

Détail des frais généraux
(en milliers d'euros)

	2019	2018	Variation
Frais de personnel	26 803	24 423	+2 380
Impôts et taxes	1 288	1 391	-103
Autres charges d'exploitation*	15 350	14 678	+679
TOTAL	43 441	40 491	+2 950

(*) Y compris dotation aux amortissements

[Résultat brut d'exploitation]

Du fait de l'augmentation du PNB et d'une hausse maîtrisée des frais généraux, le résultat brut d'exploitation s'affiche positif de 8 331 milliers d'euros marquant le retour d'une dynamique commerciale enclenchée en 2018 associée à une meilleure rotation du portefeuille, générateur de revenus complémentaires.

[Coût du risque]

PROVISIONS COLLECTIVES

Nos provisions collectives sont déterminées depuis 2015 à partir d'une estimation des pertes attendues résultant des probabilités de défaut liées au *rating* de nos contreparties.

En 2019, notre stock a augmenté de manière significative de 5 644 milliers d'euros pour atteindre 42 337 milliers contre 36 694 milliers en 2018 en lien avec le volume d'opérations traitées.

CRÉANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES

Au cours de l'exercice 2019, nos provisions pour créances douteuses ont diminué de 3 859 milliers d'euros, suite au recouvrement de certaines créances.

Un évènement post-clôture survenu dans une de nos unités en Asie, défaut d'un négociant, a amené l'UBAF à provisionner dans ses livres à l'arrêté de décembre 2019 un montant 20 519 milliers d'euros représentant 100 % de notre engagement sur cette contrepartie.

À fin décembre 2019, en intégrant l'évènement post-clôture, les créances douteuses s'élèvent à 50 997 milliers d'euros contre 32 264 milliers d'euros fin 2018 et les dépréciations atteignent 50 124 milliers d'euros contre 32 259 milliers fin 2018.

RISQUES SUR LITIGES

Une reprise de 1 235 milliers d'euros est constatée suite à une résolution en notre faveur d'un litige.

RISQUE JURIDIQUE EXCEPTIONNEL AVEC LES AUTORITÉS AMÉRICAINES

L'Office of Foreign Assets Control (OFAC), le Department of Justice (DOJ), le bureau du District Attorney du Comté de New York (DANY) ainsi que d'autres autorités gouvernementales américaines («autorités américaines») veillent au respect des sanctions économiques et mesures restrictives relatives aux activités bancaires, imposées par les lois et règlements des États-Unis d'Amérique à l'encontre de certains pays étrangers, personnes physiques ou morales ou entités.

L'UBAF a conduit, de sa propre initiative, une revue interne, avec l'assistance de cabinets internationaux spécialisés, pour identifier l'existence potentielle de paiements libellés en dollars américains susceptibles d'impliquer directement ou indirectement ces pays, personnes physiques ou entités sous sanctions pour la période comprise entre mai 2009 et mai 2014 avec l'objectif de coopérer pleinement avec les autorités américaines.

Les conclusions préliminaires de cette revue qui portent sur des montants substantiels ont été partagées en 2014 et 2015 avec les Autorités Américaines et les discussions les concernant sont toujours en cours. Le DOJ a toutefois confirmé qu'il ne prendra aucune mesure à l'encontre de l'UBAF.

Il n'est actuellement pas possible de connaître l'issue de cette revue ni la date à laquelle elle se terminera. Toutefois, si les constatations effectuées à l'occasion de cette investigation l'y conduisent, l'OFAC pourrait imposer, comme il l'a fait pour d'autres institutions financières, une amende susceptible d'avoir un impact financier significatif ainsi que la mise en place d'un programme renforcé de conformité.

La banque a d'ores et déjà constitué, au fil des ans et à titre conservatoire, une provision de 20 millions d'euros qui pourrait être ajustée au fur et à mesure des discussions avec les Autorités Américaines. Elle a également renforcé son dispositif de contrôle interne pour s'assurer du strict respect des sanctions internationales.

[Résultat net]

Le résultat net consolidé de l'exercice s'élève à -12 887 milliers d'euros, le résultat part du Groupe s'élève à -12 833 milliers d'euros.

Ce résultat est inférieur au budget approuvé de 5 055 milliers d'euros.

Hors l'évènement postérieur à la clôture impactant nos comptes, le résultat aurait été largement positif (+ 7 528 milliers d'euros) affichant une surperformance budgétaire de plus de 50 %.

Le résultat opérationnel affiché reflète une activité satisfaisante dans un contexte pourtant très difficile. Des performances à noter : actions commerciales positives qui amènent une croissance de notre PNB de l'ordre de 20 % et des frais généraux maîtrisés en hausse modérée de 7 %.

Bilan consolidé

Le total du bilan social atteint 1 853 776 milliers d'euros et le bilan consolidé 1 844 285 milliers d'euros. Le total du bilan de notre filiale de Hong Kong, consolidé par intégration globale, s'élève à 2 357 milliers d'euros.

La ventilation du bilan consolidé par activité est la suivante :
(en milliers d'euros)

ACTIF	2019	2018
Trésorerie et titres	803 831	1 049 982
Commercial	1 015 510	912 874
Centre de direction	24 944	26 231
TOTAL	1 844 284	1 989 088
PASSIF	2019	2018
Trésorerie	846 189	586 117
Ressources commerciales	567 564	963 370
Provisions et régularisation	124 747	118 205
Fonds propres	318 671	320 381
Résultat	-12 887	1 015
TOTAL	1 844 284	1 989 088

Nos actifs de trésorerie enregistrent en fin d'exercice 2019 une baisse, nos prêts commerciaux une hausse. En termes de capitaux moyens, les prêts commerciaux ont augmenté de 14 %. Les ressources se sont également accrues, la hausse des dépôts interbancaires compensant la baisse des dépôts commerciaux.

Les ressources commerciales restent une source importante de financement. À fin décembre 2019, près de 51 % de ces dépôts proviennent des garanties reçues de nos contreparties pour les crédits documentaires que nous confirmons ; ils sont donc relativement stables indépendamment de leur échéance contractuelle.

[Solde des dettes à l'égard des fournisseurs]

Conformément aux dispositions de l'article L 441-6-1 du Code de commerce, nous confirmons que notre société ne pratique aucun délai de règlement auprès de ses fournisseurs.

Engagements de hors bilan

Nos engagements de hors bilan apparaissent en hausse par rapport à la fin de l'exercice précédent :

- Opérations documentaires : 1 475 347 milliers d'euros contre 1 381 302 milliers ;
- Garanties : 911 898 milliers d'euros contre 661 025 milliers.

Les risques

[Liquidité]

La liquidité est suivie par le département de la trésorerie du siège qui assure la quasi-totalité des besoins de financement des diverses entités du Groupe.

En 2019, le ratio réglementaire de liquidité LCR (Liquidity Coverage Ratio) est resté à un niveau élevé, 183 % en moyenne mensuelle.

[Taux]

Les opérations à plus d'un an à taux fixe restent marginales. Elles sont systématiquement couvertes lorsqu'elles atteignent un montant significatif. Au 31 décembre 2019, les positions significatives sur un horizon d'un an sont celles générées par les fonds propres du siège et des agences :

- En EUR, la position atteint en consolidé environ 61.4 millions euros à fin 2019 contre 76 millions euros à fin 2018 ;
- En USD, la position atteint en consolidé environ 6.5 millions USD à fin 2019 contre 5,4 millions USD à fin 2018.

Ces positions font l'objet de couvertures automatiques sur la base d'un modèle validé par le comité ALM et le conseil d'administration.

[Crédit]

Le ratio international de solvabilité est calculé selon la méthode standard. Il se situe à 12,62 % au 31 décembre 2019.

(en milliers d'euros)

ENCOURS BRUTS	2019	%	2018	%
Bilan	1 889 595	42,3 %	2 017 522	47,6 %
Hors bilan	2 558 923	57,3 %	2 214 858	52,2 %
Instruments financiers	16 837	0,4 %	9 430	0,2 %
TOTAL	4 465 355		4 241 810	

(en milliers d'euros)

CATÉGORIES D'EXPOSITION BÂLE III	Montant brut de l'exposition 2019 (Bâle III)	Montant brut de l'exposition 2018 (Bâle III)
Souverain	606 909	760 892
Institutions	1 601 670	1 558 829
Court terme (Institutions)	643 497	477 650
Entreprises	1 530 178	1 360 578
Clientèle de détail	53	99
Actions	2 145	2 108
Actifs autres	40 360	40 896
Douteux	40 543	40 758
TOTAL	4 465 355	4 241 810

[Opérationnel]

La gestion du risque opérationnel est du ressort en premier niveau des responsables des unités opérationnelles et contrôlée en second niveau par le Département Contrôle Permanent via l'élaboration et la mise à jour de cartographies de risques thématiques élaborées de manière transverse.

[Réglementaire]

Les évolutions de la réglementation applicable au groupe UBAF sont suivies au sein du Comité de la Conformité.

[Événements significatifs postérieurs à la clôture]

DÉCISION JUDICIAIRE FAVORABLE

Fin avril 2020, la cour d'appel de Versailles a rendu un arrêt confirmant le jugement de première instance et rejetant entièrement les demandes de paiement d'un ancien client, d'un montant de 69,6 millions de USD à la suite de compensation de lettres de crédit par l'UBAF en 2011.

FRAUDES EXTERNES

Un évènement post-clôture survenu le 16 janvier 2020 dans une de nos unités en Asie a impacté nos comptes de 2019. Les conséquences de cet évènement ont été retracées dans les comptes 2019.

Plus récemment, une suspicion de fraude a également été identifiée chez l'une de nos contreparties située au Moyen-Orient. Les investigations sont toujours en cours pour déterminer le montant réel de l'endettement de la société et les éventuels

schémas de fraude. Certaines poursuites criminelles ont d'ores et déjà été engagées et la société est sous administration judiciaire. S'agissant d'un actif très stratégique pour toute la région, il existe une assurance raisonnable sur sa préservation au moyen d'une restructuration structurellement équilibrée.

En conséquence, il est encore trop tôt pour déterminer l'ampleur et les conséquences potentielles pour notre exposition.

LIBAN

Le Liban a annoncé son premier défaut de paiement le 7 mars 2020. Il convient de noter que 7 % du PNB commercial 2019 de l'UBAF a été généré au Liban. En conséquence, les contreparties bancaires avec lesquelles l'UBAF est en relation commerciale font l'objet d'un suivi rigoureux et proactif. L'essentiel de ces banques honorent leurs engagements à leur date d'échéance 2020 ou selon les termes de paiement contractuellement convenus.

COVID-19

Cette situation inédite contient trois composantes distinctes : une composante sanitaire, une composante technique visant à assurer la continuité des activités et une composante économique et financière qui perdurera après la résolution de ces deux premiers éléments.

Les modalités de gestion de la composante sanitaire résultent pour l'essentiel des dispositions gouvernementales prises le 13 mars imposant la fermeture des établissements d'enseignement et des commerces, la réduction des services de transport, le maintien à domicile des salariés lorsque le télétravail est possible et l'application de principes d'hygiène et de distanciation sociale. L'UBAF s'est insérée sans difficultés dans ce dispositif et avait déjà pris au préalable des mesures allant dans ce sens.

La continuité des activités visant à maintenir un équilibre entre la sécurité des opérations et le maintien d'une activité commerciale a constitué et constitue toujours une étape cruciale dans la gestion de cette crise au siège central. Il est à noter que nos deux

principales succursales du réseau (Singapour et Corée) ont adopté un mode de fonctionnement spécifique mettant en œuvre leur plan de secours tout en maintenant un dispositif sur site principal.

La composante économique et financière sera certainement la plus pérenne et la plus intense. Les prévisions économiques globales s'annoncent très pessimistes et les conséquences à craindre sur les flux du négoce international seront à l'avenant. Une réduction sensible en valeur est à attendre en 2020, avec une reprise progressive à partir de 2021. Des impacts multiples sur la résilience des acheteurs, des vendeurs et des banques intermédiaires est à craindre, sans omettre des décisions étatiques pouvant temporairement limiter les flux de devises. L'UBAF a intégré ces paramètres et a ajusté son plan de travail 2020 en proposant à son Conseil d'Administration de se concentrer sur des activités dites essentielles (énergie, agro-alimentaire, santé, équipements et industrie...) en excluant celles qui relèvent plus de l'accessoire (loisirs, luxe, services, habillement...) et en les déroulant sur une chaîne de valeur bien éprouvée : connaissance du vendeur, de l'acheteur, des intermédiaires financiers, limitation des financements en durée et selon leur finalité. Les pays émergents sur lesquels intervient l'UBAF sont certainement

fragiles du point de vue sanitaire et opérationnel mais présentent aussi des besoins fondamentaux à l'import comme à l'export qui ne peuvent être satisfaits en dehors du commerce international. En conséquence, la crise liée à l'épidémie de Covid-19 pourrait donc avoir des conséquences financières importantes pour l'UBAF qu'il est difficile de mesurer à ce jour.

[Perspectives]

L'année 2019 fut une année de consolidation tant dans la poursuite de l'amélioration de ses processus opérationnels et de contrôle qu'en matière de dynamique commerciale engagée depuis fin 2017, de conquête sélective de nouveaux marchés et clients.

En 2020, l'UBAF vise la poursuite de son développement commercial tout en améliorant la qualité de ses processus opérationnels. La conquête de nouveaux clients et l'accompagnement de clients stratégiques sur leurs besoins globaux demeurent sélectifs et au regard de contexte géopolitique encore nombreux.

L'UBAF vise peu ou prou à réitérer ses performances opérationnelles de 2019 et sortir au mieux du sinistre détecté en janvier dernier.

Informations complémentaires

[Sommes distribuées au titre de l'article 243 bis du Code général des impôts]

(en milliers d'euros)

	2016	2017	2018	2019
Dividendes	0	0	0	0
Autres revenus nets ⁽¹⁾	171	225	255	237

(1) non éligibles à l'abattement de 40 %

[Délégations accordées par l'Assemblée générale au conseil d'administration art. L 225-100 al.7]

Aucune délégation n'a été accordée.

[Activités en matière de Recherche et de Développement]

Eu égard à l'article L 232-1 II du Code de commerce, nous vous informons que la Société n'a pas effectué d'activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

[Liste des succursales existantes]

Eu égard à l'article L 232-1 II du Code de commerce, les succursales du groupe UBAF sont implantées au Japon, Corée du Sud et Singapour.

[Informations sur les délais de paiement à l'égard des fournisseurs et des clients (C. com. art. L 441-6-1 et D 441)]

Les factures sont payées dans le délai de règlement fixé au 30^e jour suivant la réception des marchandises ou l'exécution de la prestation. Nous précisons que les informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes.

Factures (HT) reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D. 441-4)

	Article D.441 I.- 1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D.441 I.- 2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) TRANCHES DE RETARD DE PAIEMENT												
Nombre de factures concernées	0					0	0					0
Montant total des factures concernées												
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice												
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice												
(B) FACTURES EXCLUES DU (A) RELATIVES À DES DETTES ET CRÉANCES LITIGIEUSES OU NON COMPTABILISÉES												
Nombre des factures exclues												
Montant total des factures exclues												
(C) DÉLAIS DE PAIEMENT DE RÉFÉRENCE UTILISÉS (CONTRACTUEL OU DÉLAI LÉGAL - ARTICLE L. 441-6 OU ARTICLE L. 443-1 DU CODE DE COMMERCE)												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	Les factures sont payées dans le délai de règlement fixé au 30 ^e jour suivant la réception des marchandises ou l'exécution de la prestation											

[Tableau Financier des 5 derniers exercices – Social]

	2015	2016	2017	2018	2019
1. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social (en K€)	250 727	250 727	250 727	250 727	250 727
Nombre d'actions émises	1 638 740	1 638 740	1 638 740	1 638 740	1 638 740
Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
Nombre d'obligations avec bons de souscription d'actions	0	0	0	0	0
2. OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE (EN K€)					
Produit Net Bancaire	44 618	40 281	51 594	42 287	51 717
Bénéfices avant impôts, amortissements et provisions	-4 279	-1 244	11 066	8 399	9 446
Impôt sur les bénéfices	-879	-208	209	-810	-558
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	2 698	7 764	3 057	5 917	-12 768
Montant des bénéfices distribués	0	0	0	0	0
3. RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT À UNE SEULE ACTION					
Bénéfice net par action (en €)	1,65	4,74	1,87	3,61	NS
Dividende versé sur chaque action (en €)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4. PERSONNEL					
Nombre de salariés	316	287	283	283	290
Montant de la masse salariale	18 529	18 977	18 351	17 394	19 094
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc.) (en K€)	7 533	6 070	6 512	6 245	6 780

1.2 Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'Entreprise

à l'Assemblée Générale des Actionnaires du 29 mai 2020
(Articles L. 225-37 et L. 225-37-4 du Code de commerce)

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En complément du rapport de gestion établi par le conseil d'administration, nous vous rendons compte, dans le présent rapport, de l'organisation de la gouvernance (I), des délégations en matière d'augmentation de capital (II), des conventions réglementées (III) et modalités de participation aux assemblées générales (IV) de l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF.

I. Organisation de la gouvernance

Les principes de gouvernance de l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF résultent notamment des articles du Code monétaire et financier, du Code de commerce et des statuts.

Les fonctions de président du conseil d'administration et de Directeur Général sont dissociées.

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée par le conseil d'administration. Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

En matière de risque de crédit, ces pouvoirs sont précisés dans le règlement intérieur du conseil d'administration tel qu'adopté lors de sa réunion du 16 septembre 2015.

1. Présentation du conseil d'administration

La composition du conseil d'administration, l'organisation de ses travaux, l'indépendance réciproque et le niveau de compétence de ses membres contribuent efficacement à la qualité du gouvernement d'entreprise de la société.

1.1 COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A la suite de la décision de l'assemblée générale du 29 avril 2010 et en application des statuts, le conseil d'administration comprend 12 administrateurs, dont la durée du mandat est de quatre ans.

Le degré élevé des compétences techniques et comportementales, des qualifications académiques et professionnelles et des expériences éprouvées des membres de l'organe de surveillance qui sont des banquiers centraux ou dirigeants d'établissements de taille systémique ou d'importance significative sont de nature à garantir leur indépendance et à satisfaire aux principes généraux qui structurent le bon fonctionnement d'un organe de surveillance, à savoir l'équilibre de sa composition ainsi que la compétence et l'éthique de ses membres.

Liste des administrateurs au 31 décembre 2019 :

Nom des administrateurs	Qualité
Farouk El-Okdah	Président du conseil d'administration
Jean-Yves Hoher	Vice-président du conseil d'administration
Crédit Agricole Corporate and Investment Bank	Administrateur (représenté par M. James WEBB)
UBAC Nederland B.V.	Administrateur (représenté par M. Abdellatif JOUAHRI, Gouverneur de la Banque Centrale du Maroc)
Banque Extérieure d'Algérie	Administrateur (représenté par M. Brahim SEMID)
Libyan Foreign Bank	Administrateur (représenté par M. Rabie ABUSHAWASHI)
Banque Centrale Populaire	Administrateur (représenté par M. Mohamed Karim MOUNIR)
Arab African International Bank	Administrateur (représenté par M. Sherif ELWY)
Central Bank of Egypt	Administrateur (représenté par Mme Lobna KHALIL)
Ali Ibrahim MARAFI	Administrateur (Alalhi Bank of Kuwait)
Jean-François BALAY	Administrateur (Crédit Agricole Corporate and Investment Bank)
François KANOUI	Administrateur (Crédit Agricole Corporate and Investment Bank)

Par ailleurs, assistent aux séances du Conseil d'administration, deux salariés, membres du Comité d'Entreprise.

1.2 MOUVEMENTS AU SEIN DU CONSEIL

Prénom - NOM	Fonction	Date de nomination	Fin de mandat	OBSERVATIONS
Jean-François BALAY	Administrateur	21/02/2019	29/05/2020	Nomination lors de l'assemblée générale du 21 février 2019, en remplacement de M. Paul de LEUSSE, dont le mandat a pris fin le 15 mai 2018.
François KANOUI	Administrateur	21/02/2019	29/05/2020	Nomination par cooptation par le Conseil d'Administration le 21 février 2019 en remplacement de M. Jean-Claude Gelhaar, nommé Directeur Général de la Banque le 7 décembre 2018.

1.3 INDÉPENDANCE - ABSENCE DE CONFLIT D'INTÉRÊTS

Il n'existe aucun conflit d'intérêt entre l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF et les membres du conseil d'administration, aussi bien au titre de leurs intérêts professionnels que privés.

La politique de prévention et de gestion du risque de conflit d'intérêts de la société (texte de gouvernance 2.1.6 Gestion des conflits d'intérêts), incorpore les mesures et règles appropriées pour prévenir ou gérer tous risques de conflits d'intérêts, y compris dans le cadre de l'exercice des fonctions des administrateurs, destinées, en toute hypothèse, à préserver l'intégrité des décisions ou avis du conseil d'administration.

Les administrateurs maintiennent en toutes circonstances leur indépendance d'analyse, de jugement, de décision et d'action. Ils s'engagent à ne rechercher ou accepter aucun avantage susceptible de compromettre leur indépendance.

Les administrateurs de l'UBAF veillent à agir en tout temps et exclusivement dans l'intérêt social et ont en outre les qualités essentielles requises à la fois par le Code AFEP-MEDEF et les Orientations Communes ESMA/EBA (EBA/GL/2017/12) du 21 mars 2018 relatives à l'aptitude des membres de l'organe de direction notamment :

- Une qualité de jugement avérée des risques, stratégies et diverses situations y compris l'adéquation des ressources et des moyens humains et techniques/technologiques reposant sur leurs solides expériences ;
- Une capacité d'anticipation permettant l'identification de l'ensemble des catégories de risques et des principaux enjeux stratégiques ; et
- Une totale intégrité alliée à une forte implication dans l'efficacité et l'efficacité de la gouvernance.

1.4 INTÉGRITÉ - HONORABILITÉ - DÉONTOLOGIE

Aucune condamnation pour fraude n'a été prononcée à l'encontre de l'un des administrateurs de l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF au cours des dix dernières années.

Aucun administrateur n'a été associé à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation d'une quelconque société au cours des dix dernières années, ni incriminé ou sanctionné, à titre individuel, par une autorité administrative ou judiciaire.

Aucun administrateur de l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF n'a été empêché par un quelconque tribunal de l'exercice, à quel titre, des fonctions de membre d'un organe d'administration, de surveillance ou de direction, voire d'intervenir dans la gestion et la conduite des affaires d'une société au cours des dix dernières années.

Enfin, chaque administrateur s'abstient de tout acte susceptible de porter directement ou indirectement atteinte aux intérêts de la société ou de nuire à son image ou à sa réputation.

1.5 COMPLÉMENTARITÉ ET EXPÉRIENCE

Les membres du conseil d'administration disposent des aptitudes nécessaires à la supervision de la gestion d'une institution financière et satisfont aux exigences requises en termes de formations académiques, d'expériences professionnelles et de compétences techniques et comportementales. Ils justifient ainsi :

- De solides connaissances et des expériences éprouvées dans la surveillance et la gestion des institutions financières en raison de leur statut de gouverneur ou d'ancien gouverneur d'une banque centrale, de Directeur Général ou de cadre de haut niveau de grandes banques ;
- Du respect des grands principes qui encadrent les fonctions d'un dirigeant effectif et d'un mandataire social d'une institution financière : intégrité, probité, honorabilité et indépendance d'esprit ;
- De l'expérience pratique et professionnelle suffisante dans le cadre des fonctions de supervision ou d'encadrement assurées sur des périodes suffisamment longues ;
- De la capacité à consacrer suffisamment de temps aux travaux du conseil d'administration et de ses comités spécialisés.

Le conseil d'administration constitue donc un organe de supervision avec des outils nécessaires pour émettre efficacement et effectivement des critiques constructives sur les décisions de la fonction exécutive et assurer une surveillance efficace de l'exécution de son mandat.

1.6 LA DISPONIBILITÉ

Les administrateurs consacrent le temps nécessaire à l'exercice de leurs fonctions au sein de la banque, ce qui est démontré par un taux de présence aux séances du Conseil proche de 100 %.

1.7 LA LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4 du Code de commerce, il est rappelé que les mandataires sociaux de l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF détiennent les mandats suivants :

FAROUK EL-OKDAH

Entité	Nature du Mandat
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Président du conseil d'administration, Président du comité exécutif
UBAC CURAÇAO N.V.	Membre du conseil
NATIONAL BANK OF EGYPT (LONDRES)	Président du conseil d'administration
UNION DES BANQUES ARABES - UAB	Membre honoraire
ARAB BANKING CORPORATION - ABC (BAHRÉÏN)	Membre du conseil d'administration

JEAN-YVES HOCHER

Entité	Nature du Mandat
CA INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT GROUP S.A.	Président, Administrateur
CA INDOSUEZ WEALTH SWITZERLAND S.A.	Président, Administrateur
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Vice-président du conseil d'administration

M. ABDELLATIF JOUAHRI

Entité	Nature du Mandat
BANK AL-MAGHRIB	Gouverneur
CAISSE DE DÉPÔT ET DE GESTION - CDG (MAROC)	Président de la commission de surveillance
FONDS HASSAN II POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (MAROC)	Membre du conseil
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Représentant permanent d'UBAC NEDERLAND B.V.
UBAC CURAÇAO N.V.	Président du conseil d'administration
UNIVERSITÉ AL-AKHAWAYNE (MAROC)	Chancelier
INSTITUT ROYAL DES ÉTUDES STRATÉGIQUES (MAROC)	Membre du comité d'orientation
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL CESE (MAROC)	Membre
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY – CFCA	Président du conseil d'administration
CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE – CSEFRS (MAROC)	Membre du Conseil
FONDATION MOHAMMED V POUR LA SOLIDARITE (MAROC)	Membre du Conseil

MOHAMED KARIM MOUNIR

Mandats groupe BCP

Entité	Nature du Mandat
BANQUE CENTRALE POPULAIRE - BCP (MAROC)	Président Directeur Général
VIVALIS SALAF (MAROC)	Président du conseil d'administration Président du comité des nominations et des rémunérations
MAROC LEASING (MAROC)	Président du conseil d'administration Président du comité des nominations et des rémunérations
MAROC ASSISTANCE INTERNATIONALE (MAROC)	Président du conseil d'administration
BANK AL YOUSR	Président du conseil d'administration, Président du comité des nominations et des rémunérations
BP SHORE GROUP HOLDING	Président du conseil d'administration
MUTUELLE ATTAMINE CHAABI (MAROC)	Président du conseil de surveillance
BCP INTERNATIONAL (MAROC)	Président du conseil d'administration
OFFICE CHÉRIFIEN DES PHOSPHATES - OCP S.A.	Représentant permanent de la BCP Membre du comité d'audit
MAMDA RE	Administrateur
ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL (COTE D'IVOIRE)	Administrateur, Président du comité des nominations et des rémunérations
BANQUE CHAABI (FRANCE)	Président du conseil d'administration, Président du comité des nominations et des rémunérations
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Représentant permanent de la BCP Membre du comité d'audit et des risques
ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA (MAROC)	Administrateur, Président du comité des nominations et des rémunérations
UPLINE GROUP (MAROC)	Administrateur
CHAABI CAPITAL INVESTMENT (MAROC)	Président du conseil d'administration, Membre du comité d'investissement
BCP BANK MAURITIUS	Administrateur
ATTAWFIQ MICRO-FINANCE (MAROC)	Président du conseil d'administration, Président du comité des nominations et des rémunérations
FONDS H PARTNERS (MAROC)	Vice-président du conseil de surveillance
H PARTNERS GESTION (MAROC)	Administrateur
BP REAL ESTATE MANAGEMENT (MAROC)	Président du conseil d'administration
PAYMENT CENTER FOR AFRICA (MAROC)	Président du conseil d'administration
BANQUE DES MASCAREIGNES (MAROC)	Administrateur
INFRA MAROC CAPITAL (MAROC)	Administrateur
UNIVERSITE INTERNATIONALE DE RABAT (MAROC)	Administrateur Membre du Comité Stratégique
BCP TECHNOLOGIES (MAROC)	Président du Conseil d'Administration

Mandats hors groupe BCP

Entité	
CENTRE DES TRÈS PETITES ENTREPRISES SOLIDAIRES	Administrateur
MCMA (MAROC)	Membre du Conseil de Surveillance
FONDS MAROCAIN DE PLACEMENT	Administrateur
CENTRE MOHAMED VI DE SOUTIEN À LA MICROFINANCE SOLIDAIRE	Président du Conseil d'Administration
CAISSE INTERPROFESSIONNELLE MAROCAINE DE RETRAITE	Administrateur
UNIVERSITÉ AL AKHAWAYN (MAROC)	Administrateur
GROUPEMENT PROFESSIONNEL MAROCAIN DES BANQUES	Administrateur
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY (MAROC)	Administrateur
INSTITUT SUPÉRIEUR DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES (MAROC)	Administrateur
SOCIÉTÉ MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE DES DÉPÔTS BANCAIRES	Administrateur
INVOLYS	Administrateur

SHERIF ELWY

Entité	Nature du Mandat
ARAB AFRICAN INTERNATIONAL BANK (ÉGYPTE)	Vice-président et Directeur Général
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Administrateur
UBAC CURAÇAO N.V.	Administrateur
ARAB AFRICAN INVESTMENT HOLDING COMPANY (ÉGYPTE)	Président du conseil
SANDAH FOR MICROFINANCE COMPANY (ÉGYPTE)	Administrateur

JAMES WEBB

Entité	Nature du Mandat
CRÉDIT AGRICOLE CIB - CACIB	Responsable souverains et pays, portefeuille clients établissements financiers
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Administrateur Membre du comité exécutif

FRANÇOIS KANOUI

Entité	Nature du Mandat
CRÉDIT AGRICOLE CIB - CACIB	Head of Operational Risk Management / RPC / MRO
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Administrateur Président du comité d'audit

JEAN-FRANÇOIS BALAY

Entité	Nature du Mandat
CRÉDIT AGRICOLE CIB - CACIB	Directeur Général Adjoint en charge des Métiers de Financement
CRÉDIT AGRICOLE CIB - CACIB CHINA	Membre du conseil d'administration
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Administrateur, Membre du comité exécutif

LOBNA KHALIL

Entité	Nature du Mandat
UBAC CURAÇAO N.V.	Administrateur
CREDIT GUARANTEE COMPANY (EGYPTE)	Présidente non exécutive du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ ÉGYPTIENNE DE COMMUNICATIONS (EGYPTE)	Administrateur
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Représentant permanent de la Banque Centrale d'Égypte
EGYPTIAN MORTGAGE REFINANCE	Présidente non exécutive du Conseil d'Administration

RABIE ABUSHAWASHI

Entité	Nature du Mandat
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Administrateur, Membre du comité exécutif, Membre du comité d'audit et des risques, Membre du comité des rémunérations
UBAC CURAÇAO N.V.	Membre du conseil d'administration
LIBYAN FOREIGN BANK	Président de la Commission d'inventaire des coffres Président de la Commission pour la création d'une direction de services à la clientèle

ALI MARAFI

Entité	Nature du Mandat
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Administrateur
UBAC CURAÇAO N.V.	Membre du conseil d'administration
ALAHLI BANK OF KUWAIT (KOWEÏT)	Membre du conseil d'administration
ALAHLI BANK OF KUWAIT (ÉGYPTE)	Président du conseil d'administration
COMMERCIAL FACILITIES COMPANY (KOWEÏT)	Président du conseil d'administration
AL NOOR HOLDING (KOWEÏT)	Fondé de pouvoir
IBRAHIM HUSSEIN MARAFI SONS COMPANY (KOWEÏT)	Directeur Général

BRAHIM SEMID

Entité	Nature du Mandat
BANQUE EXTÉRIEURE D'ALGÉRIE	Président Directeur Général
BANQUE INTERNATIONALE ARABE (FRANCE)	Président Directeur Général
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Administrateur, Membre du comité exécutif
BRITISH ARAB COMMERCIAL BANK - BACB (LONDRES)	Membre du conseil d'administration

2. Rôle et organisation du conseil d'administration

Le conseil d'administration est régulièrement informé de l'évolution de l'activité de la banque, des risques de taux, de marchés et de conformité ainsi que des grands risques de crédit et il procède à l'arrêté des comptes.

Plus généralement, la mise en œuvre du droit de communication des administrateurs ne fait l'objet d'aucun obstacle. Leur accès à une information sincère et suffisamment précise sur la vie de la banque, le formalisme de leur convocation et les modalités pratiques d'exercice de leurs pouvoirs d'organe collégial délibérant de la société (au sens de la réglementation bancaire) sont autant de garanties de l'exercice effectif des compétences du conseil d'administration et des mécanismes assurant un équilibre des pouvoirs et une surveillance rigoureuse de la gestion de la société.

Le conseil d'administration s'est réuni à 4 reprises au cours de l'année 2019. L'ordre du jour des séances est arrêté par le président du conseil d'administration en concertation avec le Directeur Général, en tenant compte, d'une part, des sujets à examiner par le conseil d'administration en vertu de la loi et des réglementations applicables y comprenant les instructions ou recommandations des autorités de surveillance et, d'autre part, les sujets permettant de rendre compte aux administrateurs de l'activité et des choix stratégiques de la banque : résultats, risques et activité des fonctions de contrôles.

Les administrateurs sont informés de l'ordre du jour 8 à 10 jours avant la tenue du conseil d'administration.

Les sujets sont présentés par le président du conseil d'administration, le Directeur Général, le Directeur Général délégué ou le responsable en charge du dossier (directeur des risques, directeur de l'audit, directeur des opérations, directeur de la conformité, directeur juridique...). Il est ensuite procédé à des échanges de vues à l'issue desquels le conseil d'administration se prononce en tant que de besoin.

Un projet de procès-verbal de la réunion est rédigé par la secrétaire du conseil d'administration qui le soumet au président, au Directeur Général ainsi qu'aux différents intervenants pour la partie les concernant. Ce projet de procès-verbal est soumis à l'approbation du conseil d'administration au début de chaque réunion suivante.

Au cours de l'année 2019, ont été soumis notamment pour information ou décision du Conseil d'administration au cours d'une ou plusieurs séances, les principaux dossiers suivants :

- Le suivi et l'analyse de l'activité commerciale de la banque ;
- La validation du budget annuel ;
- Les résultats financiers trimestriels et annuels ;
- L'arrêté des comptes sociaux et consolidés ;
- Le suivi régulier des risques de crédit, opérationnels, de conformité et juridiques ;
- Le suivi des principaux risques de contrepartie ;
- L'approbation des limites pays ;
- La validation du dispositif d'appétence aux risques ;
- La validation des rapports de contrôle interne et le suivi du dispositif du contrôle interne ;
- Le renforcement du dispositif LCB-FT et du respect des sanctions internationales, de son suivi ainsi que des recommandations des régulateurs, de l'audit interne et externe ;
- La validation de l'ordre du jour et des projets de résolutions à l'Assemblée générale ainsi que des différents rapports obligatoires du Conseil ou de son Président ;
- La validation de la charte de conformité et sécurité financière, des textes de gouvernance et procédures pertinents pour l'encadrement notamment du dispositif global de maîtrise des risques de conformité ;
- L'autorisation des conventions réglementées ; et
- Toutes questions d'intérêt majeur pour la banque.

Ainsi, au cours de l'exercice, le Conseil a été tenu informé à plusieurs reprises de la situation financière de la banque et d'un état actualisé de ses principaux risques.

Les Commissaires aux comptes participent aux réunions au cours desquelles les comptes annuels sont arrêtés par le Conseil d'administration, permettant ainsi aux administrateurs de recueillir leurs observations et de poser toutes questions utiles.

Le conseil d'administration dispose, dans le respect du principe de collégialité des prises de décision et de l'implication de tous les administrateurs, de comités spécialisés afin de répondre aux exigences légales et réglementaires de surveillance approfondie de certains domaines clés. Ces comités soumettent pour information ou décision du Conseil d'administration les principales thématiques. Le détail de leurs missions est exposé ci-après.

LE COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES

Il a été ainsi constitué, conformément à l'arrêté du 03 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et conformément à l'article L.823-19 du Code de commerce, un comité d'audit et des risques. Il est composé de deux administrateurs représentant les actionnaires titulaires d'action de catégorie A et un administrateur représentant les actionnaires titulaires d'action de catégorie B qui en assume la présidence.

Le comité d'audit et des risques peut s'adjoindre une personnalité extérieure à la société et à ses actionnaires directs ou indirects, choisie pour sa compétence. Il se réunit aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par semestre, sur convocation de son président ou à la demande du président du conseil d'administration.

Il a notamment pour mission, sous l'autorité du conseil d'administration :

- Le suivi des questions relatives à l'élaboration et à l'examen des comptes sociaux et consolidés, à l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques en ce qui concerne l'information financière et comptable, des travaux des Commissaires aux comptes sur ces questions et les garanties de leur totale indépendance ;
- De s'assurer de la cohérence de la stratégie globale de la société et son appétence aux risques tant actuels que futurs ; et
- D'examiner les procédures et les systèmes de gestion des risques, ainsi que le dispositif de contrôle interne et porter une appréciation sur sa qualité du dispositif, notamment la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques et proposer si nécessaire des actions complémentaires ou correctrices.

Le comité d'audit et des risques ne se réunit valablement que si au moins les deux tiers de ses membres (dont le président) sont présents. Les décisions sont prises à la majorité simple, en cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

LE COMITÉ EXÉCUTIF

Il est composé de deux administrateurs représentant les actionnaires titulaires d'action de catégorie B et trois administrateurs représentant les actionnaires titulaires d'action de catégorie A dont l'un en assume la présidence.

Le Directeur Général et le Directeur Général délégué assistent au comité exécutif avec voix consultative.

Le comité exécutif se réunit en tant que de besoin ou à la demande du Directeur Général ou du Directeur Général délégué, sur convocation de son président, et au moins une fois par trimestre.

Il a notamment pour mission :

- D'autoriser préalablement les décisions du Directeur Général relatives à toute opération de crédit dépassant les seuils fixés dans le règlement intérieur du conseil d'administration ;
- De fixer, à la demande du conseil d'administration, les modalités d'utilisation des enveloppes pays ; et
- D'étudier tout sujet ou projet que lui soumet le président du conseil d'administration et d'émettre un avis sur le sujet ou projet qui lui est soumis.

Les décisions du comité exécutif sont prises à la majorité de ses membres présents ou représentés, la majorité devant obligatoirement être composée d'au moins un représentant d'un actionnaire titulaire d'une action de catégorie B. La présence de trois membres sur cinq est nécessaire pour la validité des délibérations.

LE COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Le comité des rémunérations est composé d'un administrateur représentant les actionnaires titulaires d'action de catégorie B et deux administrateurs représentant les actionnaires titulaires d'action de catégorie A dont l'un assume la présidence.

Il se réunit, en tant que de besoin ou à la demande du président du conseil d'administration ou du Directeur Général. Il a pour mission de faire des recommandations au conseil d'administration concernant :

- Les rémunérations ordinaires et exceptionnelles, prévues à l'article 24 des statuts « Rémunération des administrateurs » versées aux membres du conseil d'administration, à son président et à son vice-président ; et
- Les rémunérations, avantages en nature et droits pécuniaires accordés au Directeur Général et au Directeur Général délégué ;
- Les enveloppes globales de rémunérations fixes et variables de l'ensemble des salariés.

3. Rémunération des mandataires sociaux et des dirigeants

L'Union de Banques Arabes Françaises – UBAF applique les dispositions légales et réglementaires ainsi que les recommandations de place concernant la rémunération des mandataires sociaux et des dirigeants.

Le montant des jetons de présence est fixé chaque année par l'assemblée générale des actionnaires. Il est réparti selon les règles arrêtées par le conseil d'administration lors de sa réunion du 17 mars 2011.

Les rémunérations du Directeur Général et du Directeur Général délégué sont fixées par le conseil d'administration sur propositions du comité des rémunérations. Elles comprennent une partie fixe et une partie variable en fonction de critères proposés par le comité des rémunérations, dans le respect des dispositions réglementaires propres aux établissements de crédit. Elles font l'objet d'un avis consultatif de l'assemblée générale des actionnaires.

L'application de ces règles d'encadrement et de plafonnement ainsi que l'avis consultatif de l'assemblée générale des actionnaires sont de nature à donner toute l'assurance nécessaire aux actionnaires sur leur modération à la fois dans le temps et en valeur absolue.

4. Les limitations aux pouvoirs du Directeur Général

Conformément aux stipulations de l'article 23 des Statuts et du premier article du Règlement Intérieur du Conseil d'Administration, les opérations suivantes sont soumises à l'autorisation préalable du Conseil :

- Toute cession d'immeubles par nature pour un montant supérieur à EUR 500 000 ;
- La cession totale ou partielle de participations pour un montant supérieur à EUR 500 000 et la constitution de sûretés à la couverture des engagements propres (hors opérations de marché) de la Société, dès lors que ces sûretés portent sur des actifs de la Société pour un montant supérieur à EUR 500 000 ;
- Toute prise d'intérêt dans des sociétés ou entités comportant une responsabilité indéfinie et/ou solidaire des associés ou membres de ces sociétés ou entités ;
- La prise de participations dans toutes sociétés créées ou à créer, dans la mesure où elle dépasse un montant de EUR 500 000 ;
- L'acquisition de tous immeubles, dans la mesure où elle dépasse un montant de EUR 500 000 ;
- L'acquisition, la cession, l'échange ou l'apport de fonds de commerce ou d'éléments de fonds de commerce susceptible de se traduire par un investissement ou un désinvestissement supérieur à EUR 500 000 ; et
- Passer en cas de litige tous traités et transactions, accepter tous compromis, lorsqu'ils portent sur l'abandon d'un montant en principal supérieur à EUR 1 000 000.

Le Directeur Général saisit le Conseil d'administration et recherche ses indications à l'occasion de toutes opérations significatives concernant les orientations stratégiques de la Société ou susceptibles de l'affecter et de modifier sa structure financière ou son périmètre d'activité.

II. Conventions réglementées

Il s'agit de conventions et engagements régulièrement autorisés ou approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé :

CONVENTION AUTORISÉE PAR LE CONSEIL DE SURVEILLANCE DU 27/03/2002 :

Convention BANK TRADE avec Calyon devenu Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (convention initialement conclue

avec le Crédit Lyonnais) pour le siège, les agences et la filiale de Hong-Kong signée le 03 juillet 1998 – Réf B2 – (*Contrat de maintenance et de support du logiciel BANK TRADE*)

Siège	0 USD
Agences	0 USD
Filiale	0 USD

CONVENTION AUTORISÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES DU 30/05/2013

Convention de maintenance et d'exploitation de Calypso avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank pour le siège, les agences et la filiale de Hong Kong – Réf. I2

Siège	71 767 EUR
Agences	40 369 EUR
Filiale	0 EUR

CONVENTION AUTORISÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES DU 31/05/2012

Convention d'utilisation et de maintenance du logiciel ISIS avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank pour le siège, les agences et la filiale de Hong Kong signée le 11 janvier 2011 – Réf. G9

Siège	231 766 EUR
Agences	130 368 EUR
Filiale	0 EUR

CONVENTION AUTORISÉE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 29/04/2010

Convention de service infrastructure Siège SLA IT Services avec CALYON (ISAP) devenu Crédit Agricole Corporate and Investment Bank pour le siège, les agences et la filiale de Hong Kong signée le 26 octobre 2011 – Réf. I1.

Siège	0 EUR
Agences	0 EUR
Filiale	0 EUR

CONVENTION AUTORISÉE PAR LE CONSEIL DE SURVEILLANCE DU 13/03/2008

Contrat-cadre de service d'exploitation et de maintenance IT systèmes signé avec Calyon (ISAP) devenu Crédit Agricole Corporate and Investment Bank pour le siège, les agences et la filiale de Hong Kong – Réf. G0

Siège	0 SGD
Agences	10 516 SGD
Filiale	0 SGD

dont les conventions suivantes découlent :

CONVENTION AUTORISÉE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 29/04/2010 :

Convention de production et de service de maintenance des systèmes informatiques ISIS avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (ISAP) pour le siège, les agences et la filiale de Hong Kong – Réf. G8 (*Contrat de maintenance et de support du logiciel BANK TRADE*)

Siège	411 816 SGD
Agences	975 864 SGD
Filiale	0 SGD

CONVENTIONS AUTORISÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES DU 29/04/2010 :

Convention de service de production et de maintenance du logiciel TradPro au centre de traitement informatique avec Calyon (ISAP) devenu Crédit Agricole Corporate and Investment Bank pour le siège, les agences et la filiale de Hong Kong – Réf. H2.

Siège	57 171 SGD
Agences	34 884 SGD
Filiale	0 SGD

Convention de service d'exploitation du logiciel BANKTRADE signée avec Calyon (ISAP) devenu Crédit Agricole Corporate and Investment Bank pour le siège, les agences et la filiale de Hong Kong signée le 06/04/2011– Réf. G2 & G3

Siège	108 000 SGD
Agences :	276 864 SGD
Filiale	0 SGD

Convention de service d'exploitation du logiciel TIQ (Trade Intelligent Query) signée avec Calyon (ISAP) devenu Crédit Agricole Corporate and Investment Bank pour le siège, les agences et la filiale de Hong Kong signée le 03 novembre 2011 – Réf. G4

Siège	12 000 SGD
Agences	16 000 SGD
Filiale	0 SGD

Convention de service d'exploitation au centre de traitement informatique avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (ISAP) pour les agences et la filiale de Hong Kong signée le 02 septembre 2015 – Réf. E2

Siège	0 SGD
Agences	58 958 SGD
Filiale	0 SGD

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 30 MAI 2018 :

Convention de service d'exploitation au centre de traitement informatique avec Crédit Agricole S.A. signée le 16 mars 2012 (service de représentation flux de masse hors monétique).

Siège	0 EUR
-------	-------

Convention de service avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole Payment & Services relative au filtrage de message financiers de l'UBAF et de fourniture de liste de sanctions /surveillance signée le 30 juin 2017.

Siège	3 302 EUR
Agences	1 988 EUR

Convention de service de mise à disposition de moyens de paiement avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank signée le 28 novembre 2017 (prestation de service relatif à la gestion des paiements SEPA (OPTIM.NET)).

Siège	0 EUR
-------	-------

Convention de service d'accès à la plateforme de trading Jetstream avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank signée le 5 octobre 2017 (mise à disposition gratuite d'une plateforme de trading).

SERVICE NON PAYANT

Ces conventions et engagements seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires conformément aux dispositions de l'article L.225-42 du Code de commerce.

III. Délégations accordées par l'Assemblée Générale

Il n'existe aucune délégation accordée par l'assemblée générale des actionnaires dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du Code de commerce.

IV. Modalités de participation à l'Assemblée Générale

Conformément aux statuts, il est rappelé ci-après, les conditions de participation des actionnaires à l'assemblée générale.

Article 29 — Composition et nature des assemblées générales

Les assemblées générales sont composées de tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Les assemblées générales, régulièrement constituées, représentent l'universalité des actionnaires.

Les délibérations des assemblées, prises conformément aux lois et règlements en vigueur, obligent tous les actionnaires.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée, s'il en existe, pour statuer sur toutes modifications des droits des actions de cette catégorie. Ces assemblées spéciales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur.

Article 30— Réunion des assemblées

Les assemblées sont convoquées conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les réunions ont lieu, soit au siège social, soit en tout autre lieu précisé dans la convocation.

L'Assemblée Générale est présidée par le Président du conseil d'administration ou, en son absence, par un vice-président du conseil d'administration ou par un administrateur désigné par le président du conseil d'administration à cet effet. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président de séance.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Il n'y est porté que les propositions émanant de l'auteur de la convocation ou des actionnaires.

Chaque membre de l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire a un nombre de voix proportionnel à la fraction du capital social correspondant aux actions qu'il possède ou représente, à la condition que celles-ci ne soient pas privées du droit de vote.

Le conseil d'administration peut décider que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont conformes aux dispositions réglementaires en vigueur.

Ces règles sont reprises en intégralité dans les statuts de l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF La prochaine assemblée générale des actionnaires aura lieu le 17 mai 2019. Le projet des résolutions figure dans les documents transmis aux actionnaires ensemble avec l'ordre du jour de la réunion de l'assemblée générale.

Pour le conseil d'administration,
Farouk EL OKDAH
Président du conseil d'administration

2 RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2019

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine cedex
S.A.S. au capital de € 2 510 460
348 058 165 R.C.S. NANTERRE

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

2.1 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Annuels

À l'Assemblée Générale de la société
Union de Banques Arabes et Françaises,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Union de Banques Arabes et Françaises relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 11 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

[Référentiel d'audit]

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

[Indépendance]

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 8239 et R. 8237 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

[Risque de crédit et estimation des provisions et dépréciations sur encours sains ou en défaut]

RISQUE IDENTIFIÉ	NOTRE RÉPONSE
Dans le cadre de ses activités, votre société est exposée au risque de crédit sur les contreparties en lien avec les pays dans lesquels se trouvent ces contreparties. Dans un contexte économique difficile, il existe un risque de dégradation de la qualité du portefeuille de crédit et d'augmentation des encours sensibles et en défaut. Des dépréciations de prêts et créances sont constituées pour couvrir ces risques, soit sur une base individuelle, soit sur une base collective. Les dépréciations collectives sont déterminées à partir d'une estimation des pertes attendues résultant des probabilités de défaut liées aux notations des contreparties. Les dépréciations individuelles sont constatées par dotation au compte de résultat dès lors qu'un risque avéré de non-recouvrement partiel ou total apparaît sur les créances douteuses. L'évaluation de ce risque et des dépréciations qui en découlent se fait notamment dans le cadre d'un comité des risques sensibles. L'identification des créances faisant l'objet de dépréciations et l'évaluation du niveau de dépréciation constituent une zone d'estimations significative. Dans la mesure où une erreur de jugement ou de calcul pourrait avoir une incidence significative sur les résultats de votre société, nous avons considéré que ce sujet constituait un point clé de l'audit. Les encours pour lesquels une dépréciation individuelle ou une provision collective est comptabilisée au 31 décembre 2019 sont enregistrés en créances sur les établissements de crédit et en opérations sur la clientèle. Les dépréciations sont comptabilisées en moins de l'actif ou en provisions pour risques et charges et les dotations/ reprises sont inscrites en coût du risque. En se référant aux notes Événements significatifs, 1, 2, 11 et 18 de l'annexe aux comptes annuels.	Nous avons examiné les procédures d'identification des prêts et créances sensibles ou qui présentent un risque de défaut avéré, ainsi que le dispositif d'évaluation et d'enregistrement des provisions correspondantes. Nous avons plus précisément : ► pris connaissance du processus d'identification, de suivi des impayés et de déclassement en douteux ; ► examiné les comptes rendus des décisions de la gouvernance sur les processus de provisionnement ; ► examiné par sondages l'adéquation de la documentation des dossiers aux niveaux des dépréciations spécifiques constituées ; ► examiné les contrôles portant sur les données utilisées pour le calcul des dépréciations collectives (assiette de calcul et paramètres statistiques notamment) ; ► effectué un recalcul des provisions collectives pour un échantillon de crédits ; ► comparé le montant de provision collective calculé au montant inscrit en comptabilité.

[Risque sur l'évaluation des provisions pour litiges réglementaires]

RISQUE IDENTIFIÉ	NOTRE RÉPONSE
La société est exposée à un certain nombre de litiges pouvant donner lieu à des sanctions ou à des condamnations. Ces litiges sont en lien avec des procédures judiciaires avec un tiers (établissements de crédits ou clientèle) et enquêtes réglementaires. Comme indiqué dans les principes et méthodes comptables de l'annexe aux comptes annuels, l'estimation des risques en date d'arrêté des comptes résulte de la meilleure appréciation de la direction, compte tenu des éléments en sa possession. La décision de comptabiliser ou non une provision et le montant de celle-ci nécessite par nature l'utilisation du jugement, en raison de la difficulté à estimer le dénouement des litiges en cours. Nous avons considéré que l'évaluation de ces provisions constituait un point clé de l'audit compte tenu de la sensibilité des hypothèses retenues par la direction. Les litiges faisant l'objet d'une provision au 31 décembre 2019 sont présentés dans la section « Événements significatifs » et les provisions correspondantes en note 11 de l'annexe aux comptes annuels.	Le risque d'une sortie significative de ressources porte sur un nombre limité de dossiers dont nous suivons régulièrement l'évolution. Nous avons pris connaissance du processus d'évaluation des provisions relatives à ces dossiers en procédant à des échanges réguliers avec la direction et plus particulièrement les directions juridique, risque et conformité de la banque. Nos travaux ont notamment consisté à : ► apprécier les hypothèses utilisées pour la détermination des provisions à partir des informations disponibles (dossiers du comité de suivi des provisions, dossiers constitués par la direction juridique, la direction risques ou le conseil de votre société) ; ► examiner les analyses ou les conclusions des conseils juridiques de la banque fournies par la banque ou obtenues à la suite de nos procédures de circularisation ; ► analyser les documents présentés aux instances de gouvernance ainsi que les communications avec les autorités.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

[Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires]

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration du 11 mai 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

[Rapport sur le gouvernement d'entreprise]

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225374 du Code de commerce.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

[Désignation des commissaires aux comptes]

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Union de Banques Arabes et Françaises par votre assemblée générale du 30 mai 2007 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 30 mai 2013 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2019, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la treizième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la septième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

[Objectif et démarche d'audit]

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823101 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

[Rapport au comité d'audit]

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 82210 à L. 82214 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 14 mai 2020

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Laurent Tavernier

ERNST & YOUNG et Autres
Matthieu Préchoux

2.2 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés

À l'Assemblée Générale de la société
Union de Banques Arabes et Françaises,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Union de Banques Arabes et Françaises relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 11 Mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin

de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

[Référentiel d'audit]

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

[Indépendance]

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 8239 et R. 8237 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

[Risque de crédit et estimation des provisions et dépréciations sur encours sains ou en défaut]

RISQUE IDENTIFIÉ	NOTRE RÉPONSE
Dans le cadre de ses activités, votre société est exposée au risque de crédit sur les contreparties en lien avec les pays dans lesquels se trouvent ces contreparties. Dans un contexte économique difficile, il existe un risque de dégradation de la qualité du portefeuille de crédit et d'augmentation des encours sensibles et en défaut. Des dépréciations de prêts et créances sont constituées pour couvrir ces risques, soit sur une base individuelle, soit sur une base collective. Les dépréciations collectives sont déterminées à partir d'une estimation des pertes attendues résultant des probabilités de défaut liées aux notations des contreparties. Les dépréciations individuelles sont constatées par dotation au compte de résultat dès lors qu'un risque avéré de non-recouvrement partiel ou total apparaît sur les créances douteuses. L'évaluation de ce risque et des dépréciations qui en découlent se fait notamment dans le cadre d'un comité des risques sensibles. L'identification des créances faisant l'objet de dépréciations et l'évaluation du niveau de dépréciation constituent une zone d'estimations significative. Dans la mesure où une erreur de jugement ou de calcul pourrait avoir une incidence significative sur les résultats de votre société, nous avons considéré que ce sujet constituait un point clé de l'audit. Les encours pour lesquels une dépréciation individuelle ou une provision collective est comptabilisée au 31 décembre 2019 sont enregistrés en créances sur les établissements de crédit et en opérations sur la clientèle. Les dépréciations sont comptabilisées en moins de l'actif ou en provisions pour risques et charges et les dotations/ reprises sont inscrites en coût du risque. En se référant aux notes Evènements significatifs, 1, 2, 10 et 16 de l'annexe aux comptes consolidés.	Nous avons examiné les procédures d'identification des prêts et créances sensibles ou qui présentent un risque de défaut avéré, ainsi que le dispositif d'évaluation et d'enregistrement des provisions correspondantes. Nous avons plus précisément : ► pris connaissance du processus d'identification, de suivi des impayés et de déclassement en douteux ; ► examiné les comptes rendus des décisions de la gouvernance sur les processus de provisionnement ; ► examiné par sondages l'adéquation de la documentation des dossiers aux niveaux des dépréciations spécifiques constituées ; ► examiné les contrôles portant sur les données utilisées pour le calcul des dépréciations collectives (assiette de calcul et paramètres statistiques notamment) ; ► effectué un recalcul des provisions collectives pour un échantillon de crédits ; ► comparé le montant de provision collective calculé au montant inscrit en comptabilité.

[Risque sur l'évaluation des provisions pour litiges réglementaires]

RISQUE IDENTIFIÉ	NOTRE RÉPONSE
La société est exposée à un certain nombre de litiges pouvant donner lieu à des sanctions ou à des condamnations. Ces litiges sont en lien avec des procédures judiciaires avec un tiers (établissement de crédits ou clientèle) et enquêtes réglementaires. Comme indiqué dans les principes et méthodes comptables de l'annexe aux comptes consolidés, l'estimation des risques en date d'arrêt des comptes résulte de la meilleure appréciation de la direction, compte tenu des éléments en sa possession. La décision de comptabiliser ou non une provision et le montant de celle-ci nécessite par nature l'utilisation de jugement, en raison de la difficulté à estimer le dénouement des litiges en cours. Nous avons considéré que l'évaluation de ces provisions constituait un point clé de l'audit compte tenu de la sensibilité des hypothèses retenues par la direction. Les litiges faisant l'objet d'une provision au 31 décembre 2019 sont présentés dans la section « Événements significatifs » et les provisions correspondantes en note 10 de l'annexe aux comptes consolidés.	Le risque d'une sortie significative de ressources porte sur un nombre limité de dossiers dont nous suivons régulièrement l'évolution. Nous avons pris connaissance du processus d'évaluation des provisions relatives à ces dossiers en procédant à des échanges réguliers avec la direction et plus particulièrement les directions juridique, risque et conformité de la banque. Nos travaux ont notamment consisté à : ► apprécier les hypothèses utilisées pour la détermination des provisions à partir des informations disponibles (dossiers du comité de suivi des provisions, dossiers constitués par la direction juridique, la direction risques ou le conseil de la société Union de Banques Arabes et Françaises) ; ► examiner les analyses ou les conclusions des conseils juridiques de la banque fournies par la banque ou obtenues à la suite de nos procédures de circularisation ; ► analyser les documents présentés aux instances de gouvernance ainsi que les communications avec les autorités.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 11 Mai 2020. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

[Désignation des commissaires aux comptes]

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Union de Banques Arabes et Françaises par votre assemblée générale du 30 mai 2007 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 30 mai 2013 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2019, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la treizième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la septième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

[Objectif et démarche d'audit]

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823101 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

[Rapport au comité d'audit]

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 82210 à L. 82214 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 14 mai 2020

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Laurent Tavernier

ERNST & YOUNG et Autres
Matthieu Préchoux

3 RÉSOLUTIONS

adoptées à l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 mai 2020

1^{re} et 2^e résolutions Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019

[Exposé]

Les 1^{re} et 2^e résolutions soumettent à l'approbation de l'Assemblée générale les comptes annuels et consolidés de l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF au 31 décembre 2019.

PREMIÈRE RÉSOLUTION

(Approbation des comptes annuels de l'exercice 2019)

L'Assemblée générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, du rapport de gestion du Conseil d'administration et des rapports des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont présentés.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, ainsi que les actes de gestion accomplis par le Conseil au cours de l'exercice écoulé et donne ainsi quitus aux membres du Conseil de l'exécution de leur mandat.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2019)

L'Assemblée générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, du rapport de gestion du Conseil d'administration et des rapports des Commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont présentés.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

3^e résolution Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019

[Exposé]

La 3^e résolution soumet à l'approbation de l'Assemblée générale l'affectation du résultat de l'exercice 2019.

Le résultat de l'exercice social s'établissant à -12 768 046,78 euros, il n'y a pas de bénéfice distribuable.

Cette 3^e résolution propose de ne pas distribuer de dividende en raison du résultat négatif.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, du rapport de gestion du Conseil d'administration et des rapports des Commissaires aux comptes et après avoir constaté que le résultat de l'exercice 2019 s'élève à -12 768 046,78 euros, décide, sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter ce résultat au report à nouveau qui s'établit ainsi à -12 768 046,78 euros.

L'assemblée générale décide de ne distribuer aucun dividende aux actionnaires.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale reconnaît, en outre, qu'au titre des trois derniers exercices, il a été distribué les dividendes suivants :

Années	Dividende	Nombre d'actions
2018	2 785 858 €	1 638 740
2017	0€	1 638 740
2016	0€	1 638 740

4^e à 6^e résolutions Conventions Réglementées

[Exposé]

Les 4^e à 6^e résolutions ont pour objet de soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale quatorze (14) conventions réglementées, conclues avec Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et *Crédit Agricole Payments & Services* régulièrement autorisées par le Conseil d'administration et l'Assemblée générale au cours des exercices précédents et dont l'exécution a été poursuivie au cours de l'exercice 2019 et qui ont fait l'objet d'un rapport spécial des Commissaires aux comptes.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

(Approbation d'une convention réglementée conclue avec Crédit Agricole S.A.)

L'Assemblée générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et L. 225-40 à L. 225-42 du Code de commerce, approuve la convention conclue avec *Crédit Agricole S.A.*, telle que présentée au rapport spécial des Commissaires aux comptes.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

(Approbation de douze conventions réglementées conclue avec Crédit Agricole CIB)

L'Assemblée générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et L. 225-40 à L. 225-42 du Code de commerce, approuve les conventions conclues avec *Crédit Agricole CIB*.

SIXIÈME RÉSOLUTION

(Approbation d'une convention réglementée conclue avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole Payments & Services)

L'Assemblée générale ordinaire, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et L. 225-40 à L. 225-4242 du Code de commerce, approuve la convention conclue avec *Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole Payments & Services*, telle que présentée au rapport spécial des Commissaires aux comptes.

7^e à 17^e résolutions Gouvernance – composition du Conseil d'administration – mandats d'administrateurs

[Exposé]

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale neuf (9) résolutions relatives à sa composition.

La 7^e résolution a pour objet la ratification de la nomination de Madame Céline ARNAL, nommée par cooptation par le conseil d'administration lors de sa réunion du 11 mai 2020 en remplacement de Monsieur Jean-François BALAY, administrateur démissionnaire

Les 8^e à 15^e résolutions proposent à l'Assemblée générale de renouveler le mandat des administrateurs suivants venant à échéance lors de l'Assemblée générale :

- M. Farouk EL-OKDAH ;
- Banque Centrale d'Egypte ;
- Banque Extérieure d'Algérie ;
- Arab African International Bank ;
- Banque Centrale Populaire ;
- Libyan Foreign Bank ;
- Crédit Agricole CIB ; et
- M. Jean-Yves HOCHER.

La 16^e résolution propose à l'Assemblée générale de nommer Madame Neila TAZI, administrateur de catégorie A, en remplacement de Monsieur Ali MARAFI, administrateur de catégorie A, en raison de sa démission.

La 17^e résolution propose à l'Assemblée générale de nommer Madame Patricia BOGARD, administrateur de catégorie B, en remplacement de Monsieur François KANOUI, administrateur de catégorie B, dont le mandat vient à l'expiration à l'issue de l'Assemblée générale.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

(Ratification de la nomination par cooptation de Madame Céline ARNAL, administrateur de catégorie B)

L'Assemblée générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ratifie la nomination par cooptation, en qualité d'administrateur de catégorie B, de Madame Céline ARNAL, en séance du conseil d'administration du 11 mai 2020, en remplacement de Monsieur Jean-François BALAY, administrateur démissionnaire, et ce, pour la durée restant à courir du mandat de Monsieur Jean-François BALAY, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2023 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

HUITIÈME RÉSOLUTION

(Renouvellement du mandat de Monsieur Farouk EL-OKDAH, administrateur de catégorie A)

L'Assemblée Générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de catégorie A de Monsieur Farouk EL-OKDAH vient à expiration ce jour et renouvelle, en application de l'article 19 des statuts, ledit mandat pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire à tenir en 2024 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

(Renouvellement du mandat de la Banque Centrale d'Égypte, administrateur de catégorie A)

L'Assemblée générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de catégorie A de la Banque Centrale d'Égypte vient à expiration ce jour et renouvelle, en application de l'article 19 des statuts, ledit mandat pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire à tenir en 2024 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

DIXIÈME RÉSOLUTION

(Renouvellement du mandat de la Banque Extérieure d'Algérie, administrateur de catégorie A)

L'Assemblée générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de catégorie A de la Banque Extérieure d'Algérie vient à expiration ce jour et renouvelle, en application de l'article 19 des statuts, ledit mandat pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire à tenir en 2024 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

ONZIÈME RÉSOLUTION

(Renouvellement du mandat de l'Arab African International Bank, administrateur de catégorie A)

L'Assemblée générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de catégorie A de l'Arab African International Bank vient à expiration ce jour et renouvelle, en application de l'article 19 des statuts, ledit mandat pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire à tenir en 2024 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

DOUZIÈME RÉOLUTION

(Renouvellement du mandat de la Banque Centrale Populaire, administrateur de catégorie A)

L'Assemblée générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de catégorie A de la Banque Centrale Populaire vient à expiration ce jour et renouvelle, en application de l'article 19 des statuts, ledit mandat pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire à tenir en 2024 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

TREIZIÈME RÉOLUTION

(Renouvellement du mandat de la Libyan Foreign Bank, administrateur de catégorie A)

L'Assemblée générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de catégorie A de la Libyan Foreign Bank vient à expiration ce jour et renouvelle, en application de l'article 19 des statuts, ledit mandat pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire à tenir en 2024 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

QUATORZIÈME RÉOLUTION

(Renouvellement du mandat de Crédit Agricole CIB, administrateur de catégorie B)

L'Assemblée générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de catégorie B de Crédit Agricole CIB vient à expiration ce jour et renouvelle, en application de l'article 19 des statuts, ledit mandat pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire à tenir en 2024 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

QUINZIÈME RÉOLUTION

(Renouvellement du mandat de Monsieur Jean-Yves HOCHER, administrateur de catégorie B)

L'Assemblée générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de catégorie B de Monsieur Jean-Yves HOCHER vient à expiration ce jour et renouvelle, en application de l'article 19 des statuts, ledit mandat pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire à tenir en 2024 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

SEIZIÈME RÉOLUTION

(Nomination de Madame Neila TAZI, administrateur de catégorie A)

L'Assemblée générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate la démission de M. Ali MARAFI de son mandat d'administrateur de catégorie A, portée à la connaissance de la société le 9 mai 2020 et prenant effet le 12 mai 2020.

En conséquence, l'Assemblée générale nomme Madame Neila TAZI en qualité d'administrateur de catégorie A, en remplacement de Monsieur Ali MARAFI, pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire à tenir en 2024 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

DIX-SEPTIÈME RÉOLUTION

(Nomination de Madame Patricia BOGARD, administrateur de catégorie B)

L'Assemblée générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de catégorie B de Monsieur François KANOUI vient à expiration ce jour et décide de nommer, en application de l'article 19 des statuts, en qualité d'administrateur de catégorie B, Madame Patricia BOGARD, en qualité d'administrateur de catégorie B, en remplacement de Monsieur François KANOUI, pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire à tenir en 2024 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

18^e résolution**Enveloppe des rémunérations versées aux administrateurs au titre de leurs fonctions****[Exposé]**

La 18^e résolution propose à l'Assemblée générale de maintenir le montant de l'enveloppe des rémunérations versées aux administrateurs au titre de leurs fonctions à 228 714 euros, net de taxes et de prélèvements sociaux euros.

DIX-HUITIÈME RÉOLUTION

(Fixation de l'enveloppe des rémunérations versées aux administrateurs au titre de leurs fonctions)

L'Assemblée générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, conformément à l'article L. 225-45 du Code de commerce, décide de fixer à 228.714 euros, net de taxes et de prélèvements sociaux, la somme globale annuelle à verser aux administrateurs comme rémunérations au titre de leurs fonctions pour l'exercice 2019 et les exercices suivants jusqu'à nouvelle délibération de l'Assemblée.

19^e résolution**Consultation sur l'enveloppe globale des rémunérations versées, durant l'exercice écoulé, aux dirigeants effectifs au sens de l'article L. 511-13 du code monétaire et financier et aux catégories de personnels identifiés au sens de l'article L. 511-71 du code monétaire et financier****[Exposé]**

Par le vote de la 19^e résolution, il est demandé à l'Assemblée générale, conformément aux dispositions de l'article L.511-73 du Code monétaire et financier, un avis consultatif sur

l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice écoulé aux dirigeants effectifs au sens de l'article L. 511-13 du Code monétaire et financier et aux catégories de personnels identifiés au sens de l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier, incluant les preneurs de risques, les personnes exerçant une fonction de contrôle, ainsi que tout salarié qui, au vu de ses revenus globaux, se trouve dans la même tranche de rémunération, dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ou du Groupe.

DIX-NEUVIÈME RÉOLUTION

(Conformément aux dispositions de l'article L.511-73 du Code monétaire et financier, avis consultatif de l'Assemblée générale sur l'enveloppe globale des rémunérations versées, durant l'exercice écoulé, aux dirigeants effectifs au sens de l'article L. 511-13 du Code monétaire et financier et aux catégories de personnels identifiés au sens de l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier)

L'Assemblée générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise et conformément à l'article L. 511-73 du Code monétaire et financier, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice écoulé, laquelle s'élève à 3 136 756 euros, aux dirigeants effectifs au sens de l'article L. 511-13 du Code monétaire et financier et aux catégories de personnels identifiés au sens de l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier, incluant les preneurs de risques, les personnes exerçant une fonction de contrôle, ainsi que tout salarié qui, au vu de ses revenus globaux, se trouve dans la même tranche de rémunération, dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ou du Groupe.

20^e résolution

Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités

[Exposé]

La 20^e résolution est une résolution usuelle qui permet d'accomplir toutes les formalités légales de dépôt et de publicité requises par la loi après l'Assemblée générale

VINGTIÈME RÉOLUTION

(Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités)

L'Assemblée générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée générale ordinaire pour l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité relatives ou consécutives aux décisions prises au terme des résolutions qui précèdent et/ou de résolutions complémentaires.

4 EXTRAIT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2019

Compte de bilan consolidé publiable

(en milliers d'euros)

Actif

Notes	12 / 2019	12 / 2018
1 Opérations interbancaires et assimilées	1 043 428	1 242 053
2 Opérations avec la clientèle	688 894	583 793
3 Obligations, actions et autres titres à revenu fixe ou variable	91 782	139 964
4 Participations et parts dans les entreprises liées	474	467
5 Immobilisations corporelles et incorporelles	4 023	4 641
6 Comptes de régularisation et autres actifs	15 684	18 170
TOTAL DE L'ACTIF	1 844 285	1 989 088

Passif

Notes	12 / 2019	12 / 2018
7 Opérations interbancaires et assimilées	1 241 090	1 242 388
8 Opérations avec la clientèle	177 332	310 957
9 Comptes de régularisations et autres passifs	46 138	44 984
10 Provisions pour risques et charges	73 941	69 362
Dettes subordonnées	0	0
10 Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	0	0
Intérêts minoritaires	975	1 017
Réserves	1 029	981
Résultat	-54	36
11 Capitaux propres part du Groupe (hors FRBG)	304 809	320 379
Capital souscrit	250 727	250 727
Réserves consolidées et autres (+/-)	66 914	68 673
Résultat de l'exercice (+/-)	-12 833	979
TOTAL DU PASSIF	1 844 285	1 989 088

Hors bilan

Notes		12 / 2019	12 / 2018
	ENGAGEMENTS DONNÉS		
12	Engagements donnés de l'activité bancaire	2 560 535	2 213 702
	Engagements de financement	569 506	581 421
	Engagements de garantie	1 991 029	1 632 281
	ENGAGEMENTS REÇUS		
13	Engagements reçus de l'activité bancaire	191 123	290 001
	Engagements de financement	0	0
	Engagements de garantie	191 123	290 001
	OPÉRATIONS DE CHANGE		
	Monnaie à recevoir	325 362	330 220
	Monnaie à livrer	325 353	336 614

Compte de résultat consolidé publiable

(en milliers d'euro)

Notes		12 / 2019	12 / 2018
	PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
	Intérêts et produits assimilés	61 323	47 409
	Intérêts et charges assimilés	(42 562)	(31 810)
	Revenus des titres à revenu variable		
	Commissions (produits)	35 950	30 386
	Commissions (charges)	(2 493)	(2 748)
	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	(455)	(397)
	Autres produits nets d'exploitation bancaire	11	13
14	PRODUIT NET BANCAIRE	51 773	42 852
15	Charges générales d'exploitation	(42 457)	(39 555)
	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	(984)	(936)
	RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	8 331	2 361
16	Coût du risque	(20 672)	(736)
	RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(12 341)	1 625
	Gains ou pertes sur actifs immobilisés	(2)	(28)
	RÉSULTAT AVANT IMPÔT	(12 342)	1 597
	Résultat exceptionnel	13	228
17	Impôts sur les bénéfices	(558)	(810)
	Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	0	0
	RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	(12 887)	1 015
	Intérêts minoritaires	(54)	36
	RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE	(12 833)	979
	Résultat par action (en euros)	ns	0,60

5 EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2019

Méthode et périmètre de consolidation

La méthode de consolidation employée est l'intégration globale.

Le périmètre de consolidation est identique à celui de l'exercice précédent. Il n'intègre qu'une entité dont la raison sociale est l'UBAF (Hong Kong) Limited et dont les droits financiers sont détenus par l'UBAF à hauteur de 53,98 % et les droits de vote à hauteur de 54,07 %.

Événements significatifs

[OFAC]

L'Office of Foreign Assets Control (OFAC), le Department of Justice (DOJ), le bureau du District Attorney du Comté de New York (DANY) ainsi que d'autres autorités gouvernementales américaines («autorités américaines») veillent au respect des sanctions économiques et mesures restrictives relatives aux activités bancaires, imposées par les lois et règlements des États-Unis d'Amérique à l'encontre de certains pays étrangers, personnes physiques ou morales ou entités.

L'UBAF a conduit, de sa propre initiative, une revue interne, avec l'assistance de cabinets internationaux spécialisés, pour identifier l'existence potentielle de paiements libellés en dollars américains susceptibles d'impliquer directement ou indirectement ces pays, personnes physiques ou entités sous sanctions pour la période comprise entre mai 2009 et mai 2014 avec l'objectif de coopérer pleinement avec les autorités américaines.

Les conclusions préliminaires de cette revue qui portent sur des montants substantiels ont été partagées en 2014 et 2015 avec les Autorités Américaines et les discussions les concernant sont toujours en cours. Le DOJ a toutefois confirmé qu'il ne prendra aucune mesure à l'encontre de l'UBAF.

Il n'est actuellement pas possible de connaître l'issue de cette revue ni la date à laquelle elle se terminera. Toutefois, si les constatations effectuées à l'occasion de cette investigation l'y conduisent, l'OFAC pourrait imposer, comme il l'a fait pour d'autres institutions financières, une amende susceptible d'avoir un impact financier significatif ainsi que la mise en place d'un programme renforcé de conformité.

La banque a d'ores et déjà constitué, à titre conservatoire, une provision de 20 millions d'euros qui sera ajustée au fur et à mesure des discussions avec les autorités américaines. Elle a également renforcé son dispositif de contrôle interne pour s'assurer du strict respect des sanctions internationales.

[Décision judiciaire favorable]

Fin avril 2020, la cour d'appel de Versailles a rendu un arrêt confirmant le jugement de première instance et rejetant entièrement les demandes de paiement d'un ancien client,

d'un montant de 69,6 millions de USD à la suite de compensation de lettres de crédit par l'UBAF en 2011.

[Fraudes externes]

Un événement post-clôture survenu le 16 janvier 2020 dans une de nos unités en Asie a impacté nos comptes de 2019. Les conséquences de cet événement ont été retracées dans les comptes 2019.

Plus récemment, une suspicion de fraude a également été identifiée chez l'une de nos contreparties située au Moyen-Orient. Les investigations sont toujours en cours pour déterminer le montant réel de l'endettement de la société et les éventuels schémas de fraude. Certaines poursuites criminelles ont d'ores et déjà été engagées et la société est sous administration judiciaire. S'agissant d'un actif très stratégique pour toute la région, il existe une assurance raisonnable sur sa préservation au moyen d'une restructuration structurellement équilibrée.

En conséquence, il est encore trop tôt pour déterminer l'ampleur et les conséquences potentielles pour notre exposition.

[Liban]

Le Liban a annoncé son premier défaut de paiement le 7 mars 2020. Il convient de noter que 7% du PNB commercial 2019 de l'UBAF a été généré au Liban. En conséquence, les contreparties bancaires avec lesquelles l'UBAF est en relation commerciale font l'objet d'un suivi rigoureux et proactif. L'essentiel de ces banques honorent leurs engagements à leur date d'échéance 2020 ou selon les termes de paiement contractuellement convenus.

[Covid-19]

Cette situation inédite contient trois composantes distinctes : une composante sanitaire, une composante technique visant à assurer la continuité des activités et une composante économique et financière qui perdurera après la résolution de ces deux premiers éléments.

Les modalités de gestion de la composante sanitaire résultent pour l'essentiel des dispositions gouvernementales prises le 13 mars imposant la fermeture des établissements d'enseignement et des commerces, la réduction des services de transport, le maintien à domicile des salariés lorsque le télétravail est possible et l'application de principes d'hygiène et de distanciation sociale. L'UBAF s'est insérée sans difficultés dans ce dispositif et avait déjà pris au préalable des mesures allant dans ce sens.

La continuité des activités visant à maintenir un équilibre entre la sécurité des opérations et le maintien d'une activité commerciale a constitué et constitue toujours une étape cruciale dans la gestion de cette crise au siège central. Il est à noter que nos deux principales succursales du réseau (Singapour et Corée) ont adopté un mode de fonctionnement spécifique mettant en œuvre leur plan de secours tout en maintenant un dispositif sur site principal.

La composante économique et financière sera certainement la plus pérenne et la plus intense. Les prévisions économiques globales s'annoncent très pessimistes et les conséquences à craindre sur les flux du négoce international seront à l'avenant.

Une réduction sensible en valeur est à attendre en 2020, avec une reprise progressive à partir de 2021. Des impacts multiples sur la résilience des acheteurs, des vendeurs et des banques intermédiaires est à craindre, sans omettre des décisions étatiques pouvant temporairement limiter les flux de devises. L'UBAF a intégré ces paramètres et a ajusté son plan de travail 2020 en proposant à son Conseil d'Administration de se concentrer sur des activités dites essentielles (énergie, agro-alimentaire, santé, équipements et industrie...) en excluant celles qui relèvent plus de l'accessoire (loisirs, luxe, services, habillement...) et en les déroulant sur une chaîne de valeur bien éprouvée : connaissance du vendeur, de l'acheteur, des intermédiaires financiers, limitation des financements en durée et selon leur finalité. Les pays émergents sur lesquels intervient l'UBAF sont certainement fragiles du point de vue sanitaire et opérationnel mais présentent aussi des besoins fondamentaux à l'import comme à l'export qui ne peuvent être satisfaits en dehors du commerce international. En conséquence, la crise liée à l'épidémie de Covid-19 pourrait donc avoir des conséquences financières importantes pour l'UBAF qu'il est difficile de mesurer à ce jour.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

[Règles et méthodes comptables]

Les comptes sont établis selon les normes comptables françaises applicables aux établissements de crédit conformément aux dispositions de l'Autorité des Normes Comptables (règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire).

L'UBAF applique, depuis le 1^{er} janvier 2000, la réglementation relative aux règles de consolidation des entreprises relevant du Comité de la réglementation bancaire et financière (CRC 99-07).

[Méthodes de conversion]

Le bilan de chaque entité est converti directement de la devise d'origine des opérations en euros au cours de clôture du 31 décembre. De façon générale, les produits et charges de commissions ou intérêts et les frais généraux en devises sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation. Les intérêts comptabilisés en cours font l'objet d'une réévaluation jusqu'à leur date d'échéance.

Les résultats de chaque mois en devises locales des différentes entités sont convertis en euros au cours de fin de mois. La différence entre les contrevaux en euros du cumul des résultats mensuels des entités et la contrevaux du résultat annuel au cours du 31 décembre est imputée sur les fonds propres.

Les différences entre le coût historique des moyens permanents d'exploitation en devises et leur contrevaux au cours de clôture sont enregistrées dans les comptes de régularisation sans incidence sur le résultat.

Au 31 décembre 2019, un montant de 8,8 millions d'euros correspondant à la moins-value latente sur les dotations en capital de nos agences a été comptabilisé dans les réserves.

Les titres de participation libellés en devises sont enregistrés pour la contrevaux historique du coût d'achat ou de souscription. Les devises nécessaires à l'acquisition des titres de participation sont achetées contre euros.

[Différence de première consolidation]

La différence de première consolidation, soit 371 milliers de dollars US, a été entièrement amortie par imputation sur le bénéfice consolidé au 31 décembre 1985.

[Impôts différés]

En application de la réglementation, le groupe UBAF comptabilise les actifs d'impôts différés dès lors que leur imputation ultérieure sur des résultats positifs est probable au regard d'une estimation prudente de la capacité bénéficiaire future des entités fiscales concernées et d'une appréciation conservatrice des aléas liés aux réglementations fiscales en vigueur dans les pays où le Groupe est présent.

Les principaux actifs latents d'imposition différée proviennent des déficits fiscaux reportables du siège. En application des principes décrits ci-dessus, le Groupe a considéré comme prudent de ne pas reconnaître ces actifs.

[Principes de séparation des exercices]

Les opérations sont enregistrées en respectant le principe de séparation des exercices.

Les intérêts sont acquis au jour le jour, ils sont donc comptabilisés *pro rata temporis* au compte de résultat.

Les commissions sur garanties et sur crédits à moyen et long termes sont enregistrées *pro rata temporis*.

Les commissions sur crédits documentaires sont enregistrées au moment de leur encaissement.

[Principes d'enregistrement des créances]

Les créances figurent au bilan pour leur valeur nominale ou leur prix d'acquisition.

Les intérêts sont enregistrés *pro rata temporis* et figurent sous la même rubrique de bilan que le principal.

[Créances douteuses]

Le déclassement en créances douteuses est réalisé sur la base des critères définis par l'article 2221-1 du règlement ANC n° 2014-07 :

- Impayé(s) de plus de 90 jours sauf cas non liés à la situation financière du débiteur ;
- Situation financière du débiteur, indépendamment de tout impayé, constituant un risque avéré (procédures d'alerte) ;
- Contentieux directement engagé entre l'établissement et sa contrepartie.

Sont alors considérées comme créances douteuses toutes sommes dues tant en intérêts qu'en capital.

Les créances douteuses sont comptabilisées au bilan pour leur montant net de garanties dès lors que l'émetteur de la garantie est considéré comme solvable et que les conditions d'éligibilité de la garantie sont satisfaites.

Sont présumées créances douteuses compromises les créances pour lesquelles un retour à la normale n'est pas prévisible dans un avenir proche ou les créances dont l'échéance contractuelle n'est pas honorée depuis plus d'un an. Les intérêts sur créances douteuses compromises ne sont plus comptabilisés.

L'encours douteux compromis, dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé, doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié. Cette décision revient au comité des risques sensibles.

Lorsqu'un risque avéré de non recouvrement partiel ou total apparaît, les créances douteuses font individuellement l'objet de dépréciations constituées par dotation au compte de résultat. L'évaluation des garanties est effectuée lors de l'étude des crédits et révisée lors de la classification en encours douteux. Elle sert de base au calcul des dépréciations à constituer. L'évaluation du risque fait l'objet d'un examen trimestriel dans le cadre d'un comité des risques sensibles qui fixe le montant des dépréciations.

En application de l'article 2221-7 du règlement ANC n° 2014-07, la constatation d'un risque avéré sur une contrepartie entraînerait par contagion le déclassement de l'ensemble des encours et engagements relatifs à ladite contrepartie.

Lorsque la contrepartie appartient à un groupe, le comité des risques sensibles examine les conséquences de cette défaillance au niveau du Groupe et apprécie la nécessité de classer en encours douteux l'ensemble des encours relatifs aux entités juridiques formant ce groupe.

Les règles de contagion ne concernent pas les encours affectés de litiges ponctuels non liés à l'insolvabilité de la contrepartie, ni le risque de crédit dépendant de la solvabilité d'un tiers et non de celle de la contrepartie même (cas de l'escompte commercial).

Conformément à l'article 2221-5 du règlement ANC n° 2014-07, le reclassement des créances douteuses dans les encours sains est effectué après apurement de tous les impayés ou restructuration de la dette.

Les dépréciations pour créances douteuses sont inscrites directement en minoration de l'actif, tandis qu'au compte de résultat le net des dotations sur les reprises est enregistré en coût du risque.

RÈGLES PARTICULIÈRES AUX CRÉDITS RESTRUCTURÉS

Compte tenu des délais de règlement habituellement constatés sur ces crédits, le passage en créance douteuse est repoussé au douzième mois qui suit l'échéance contractuelle. La règle de contagion est appliquée à la totalité des encours non échus de ces crédits au-delà du douzième mois de l'échéance, tant en capital qu'en intérêts, restée impayée.

Conformément à l'article 2231-3 du règlement ANC n° 2014-07, une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration, doit être enregistrée par le débit du compte de résultat. Le taux d'actualisation à retenir est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable.

[Principes de passage en perte des créances douteuses]

Une perte sur créance irrécouvrable est comptabilisée lorsque le comité des risques sensibles estime que la créance ne pourra plus être recouvrée ou lorsque la créance douteuse est cédée. Le montant de la perte correspond au montant enregistré de la créance.

Le passage en perte est enregistré dès lors que les éléments reconnus par les dispositions légales et réglementaires locales sont réunis. Le coût du risque inclut le montant des pertes sur créances irrécouvrables, couvertes et non couvertes, et celui des récupérations sur créances amorties.

[Portefeuille titres]

Conformément au titre 3 du Livre II du règlement ANC n° 2014-07, il est distingué plusieurs catégories de titres : les titres de transaction, les titres de placement, les titres d'investissement, les titres de l'activité de portefeuille, les titres de participation et parts dans les entreprises liées et les autres titres détenus à long terme.

L'UBAF n'a pas de titres classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres d'investissement et titres de l'activité de portefeuille.

TITRES DE PARTICIPATION ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont acquis en vue d'une détention durable. Sont retenues dans cette catégorie les participations supérieures à 10 % ou, éventuellement, inférieures à 10 % lorsqu'elles sont assorties d'éléments tels que la représentation au sein des organes sociaux de l'entité émettrice ou l'existence d'une autre détention indirecte. Les frais d'acquisition sont constatés en charge.

AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME

Les autres titres détenus à long terme sont les investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans sa gestion en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Lorsqu'ils sont classés dans l'une de ces deux dernières catégories, les titres sont :

- Enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition (frais exclus) ou, en cas de transfert, à la valeur estimée en fonction des règles propres à leur catégorie d'origine ;
- Évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu, sans compensation avec les plus-values latentes, à la constitution d'une provision pour dépréciation des immobilisations financières.

TITRES DE PLACEMENT À REVENU FIXE

La totalité des titres à revenu fixe est classée en titres de placement. Les entrées en portefeuille sont enregistrées au prix d'acquisition, au pied de coupon. Les frais d'acquisition et de cession sont portés en charges. Les différences positives ou négatives entre le prix d'achat et la valeur de remboursement (surcote/décote) font l'objet d'un étalement linéaire en compte de résultat sur la durée restant à courir du titre.

Les titres sont évalués à la clôture de l'exercice :

- Au cours de fin décembre pour les valeurs cotées ;
- Au niveau des dernières transactions sur les titres non cotés.

Pour les titres non couverts par un dérivé, les moins-values résultant de la comparaison entre la valeur comptable et la valeur estimative font l'objet de dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas prises en compte.

Pour les titres couverts par un dérivé, une plus ou moins-value nette est calculée, correspondant à la somme de la plus ou moins-value du titre et de la plus ou moins-value du dérivé. La moins-value nette doit faire l'objet d'une dépréciation tandis que la plus-value nette latente ne doit pas être prise en compte.

TITRES DE PLACEMENT À REVENU VARIABLE

Les titres à revenu variable sont enregistrés pour leur prix d'acquisition. Ils sont valorisés au prix de marché pour les valeurs cotées ou au dernier cours de transaction connu pour les titres non cotés. Compte tenu de la nature du portefeuille uniquement constitué de titres d'OPCVM monétaires, la valeur figurant au bilan est celle correspondant au prix de marché.

[Opérations de couverture sur instruments de taux réalisées de gré à gré]

L'UBAF comptabilise les opérations de couverture conformément aux dispositions du titre 5 du règlement ANC n° 2014-07.

SWAPS DE TAUX

Les swaps de taux sont utilisés en micro-couverture pour couvrir, du risque de taux, une opération identifiée dès l'origine. Ces couvertures sont réalisées en même temps que l'opération couverte, dans la même devise, pour la même durée et avec la même référence de taux variable. Les swaps de taux sont également utilisés en macro-couverture pour couvrir le fonds de roulement. Les décalages de trésorerie peuvent également être couverts par des opérations de swaps de taux.

Les différentiels de taux payés ou reçus sont enregistrés au compte de résultat *prorata temporis* sur la durée résiduelle de l'instrument couvert. Le produit ou la charge ainsi constaté vient de manière symétrique compenser le produit ou la charge de l'élément couvert. Si ce dernier est évaluable au prix de marché, seule la différence négative entre le prix de marché du swap et celui de l'instrument couvert est inscrite au débit du compte de résultat.

Les soultes payées ou reçues sur des positions de couverture dénouées par des opérations en sens inverse réalisées avec la même contrepartie, correspondant à la différence de valeur des deux transactions, sont étalées sur la durée résiduelle de l'opération de couverture initiale.

FRA

Les FRA sont principalement utilisés pour couvrir les décalages de trésorerie.

Le différentiel de taux payé ou reçu à la date de valeur de l'opération est étalé sur la durée de l'opération faisant l'objet de la couverture.

[Principes d'enregistrement des dettes et créances rattachées]

Les dettes figurent au bilan pour leur valeur nominale ou leur prix d'émission.

Les intérêts sont enregistrés *prorata temporis* et figurent sous la même rubrique de bilan que le principal.

Les surcotes ou décotes sur les titres émis sont étalées linéairement sur la durée d'émission des titres.

[Principes d'enregistrement des immobilisations et règles d'amortissement]

Les immobilisations figurent à l'actif du bilan pour une valeur nette constituée par leur coût d'acquisition diminué des amortissements. Aucune réévaluation libre ou légale n'a été pratiquée.

Les immobilisations incorporelles concernent des logiciels acquis ou créés. Un amortissement linéaire est pratiqué sur une durée de cinq ou sept ans pour les logiciels du site central et sur trois ans pour les applicatifs de bureautique. Les mêmes règles d'amortissement sont appliquées pour le matériel informatique.

Les autres immobilisations acquises sont amorties linéairement sur leur durée probable d'utilisation.

DURÉE D'AMORTISSEMENT :

Immeubles, agencements, installations	de 10 à 30 ans
Mobilier, matériel	10 ans
Matériel roulant, machines	5 ans
Matériel/ logiciel informatique site central	de 5 à 7 ans
Matériel informatique micros	3 ans

[Principes d'enregistrement des éléments exceptionnels]

Les éléments exceptionnels représentent les charges et produits qui ne se rapportent pas au cycle normal de l'exploitation de l'entreprise. Ces éléments peuvent provenir d'opérations en capital, bénéfice ou perte sur la vente ou mise au rebut d'une immobilisation, cession des titres de participation.

[Principes d'enregistrement des provisions]

PROVISIONS POUR RISQUES PAYS

Les provisions pour risques sont des provisions de précaution permettant de couvrir les risques existant sur les engagements de toute nature de bilan et de hors bilan non douteux sur l'ensemble des pays du monde, ainsi que sur les intérêts courus afférents.

La méthode de calcul des provisions risques pays a fait l'objet d'un changement de méthode sur l'exercice 2015.

Les provisions calculées depuis 2015 prennent pour base les engagements pondérés (EAD) en fonction de leur équivalent risque de crédit. On applique à ces engagements les pondérations suivantes :

- Application d'une probabilité de défaut (PD) en fonction du *rating* UBAF de la contrepartie ;
- Application d'un « *Loss Given Default* » (LGD) : on utilise le LGD standard, soit 45 % de l'engagement ;

- Application d'une pondération de durée compte tenu que les probabilités de défaut sont à 1 an et que les engagements de l'UBAF sont majoritairement à court terme ;
- Application d'une probabilité de défaut stressée ; probabilité x 1,5 pour les pays jugés plus risqués par la direction des risques ou qui représentent une forte concentration dans le portefeuille de l'UBAF ;
- Application d'une pondération supplémentaire pour le risque de modèle de 20 %.

PROVISIONS POUR LITIGES

Les litiges avec les établissements de crédits ou la clientèle qui ne concernent pas le dénouement d'une créance donnent lieu à l'enregistrement d'une provision pour litiges pour le montant du risque évalué par le comité des risques sensibles.

PROVISIONS POUR CHARGES

Les charges probables dues à un événement ou à une décision survenue au cours de l'exercice, si elles peuvent faire l'objet d'une évaluation précise de leur montant, donnent lieu à comptabilisation d'une provision pour charge.

1. Actif

Note 1 : Opérations interbancaires et assimilées

[Détail des opérations interbancaires et assimilées]

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2019	31.12.2018
Comptes courants	52 191	32 966
Prêts interbancaires	288 603	298 686
Prêts de nature commerciale court terme	229 839	284 275
Prêts de nature commerciale moyen et long termes	29	34
Caisse, comptes banques centrales et CCP	468 648	624 333
Créances douteuses brutes	18 314	19 097
Créances rattachées	1 198	1 629
Total créances brutes	1 058 821	1 261 020
Dépréciations	(15 393)	(18 967)
TOTAL	1 043 428	1 242 053

[Détail des créances douteuses]

(en milliers d'euros)

	31.12.2019	31.12.2018
Créances douteuses non compromises publiques	0	0
Créances douteuses non compromises privées	2 921	0
Créances douteuses compromises publiques	10 520	14 299
Créances douteuses compromises privées	4 873	4 667
TOTAL	18 314	18 967

Seuls les éléments suivants des créances sur les établissements de crédit sont ventilés par durée restant à courir et par zone géographique :

Prêts interbancaires	288 603
Prêts de nature commerciale court terme	229 839
Prêts de nature commerciale moyen et long termes	29
TOTAL	518 470

[Détail des créances sur les établissements de crédit par durée restant à courir]

(en milliers d'euros)

< = 3 mois	< = 12 mois	< = 5 ans	> 5 ans	TOTAL
422 028	96 413	29		518 470

[Ventilation géographique des créances sur les établissements de crédit]

(en pourcentage)

La ventilation par zone géographique est faite sur des créances brutes de provisions (provisions non déduites).

ZONES	Part des créances sur total monde	% des créances publiques	% des créances privées
EEE*, Suisse, États-Unis, Canada, Japon	56,30	75,76	24,24
Monde arabe	23,60	9,19	90,81
Europe hors EEE* et Suisse	5,46	0,07	99,93
Asie hors Japon	10,84	3,33	96,67
Amérique latine	0,00	0,00	0,00
Océanie	0,00	0,00	0,00
Afrique	3,80	66,16	33,84
*Espace économique européen	100 %		

Note 2 : Opérations avec la clientèle

[Détail des opérations avec la clientèle]

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2019	31.12.2018
Comptes courants	3 180	8 759
Financement commerce international court terme	490 343	381 213
Financement commerce international moyen et long termes	75 006	122 848
Financement d'équipement moyen et long termes	86 926	62 282
Autres crédits	30 740	7 366
Créances rattachées	2 691	1 319
Créances douteuses brutes	34 740	13 297
Total créances brutes	723 625	597 085
Dépréciations	(34 731)	(13 292)
TOTAL	688 894	583 793

[Détail des créances douteuses]

(en milliers d'euros)

	31.12.2019	31.12.2018
Créances douteuses non compromises publiques	0	0
Créances douteuses non compromises privées	20 394	0
Créances douteuses compromises publiques	54	53
Créances douteuses compromises privées	14 291	13 244
TOTAL	34 740	13 297

Seuls les éléments suivants des opérations avec la clientèle sont ventilés par durée restant à courir et par zone géographique :

Financement du commerce international court terme	490 343
Financement du commerce international moyen et long termes	75 006
Financement d'équipements moyen et long termes	86 926
Autres crédits	30 740
TOTAL	683 015

[Détail des créances sur la clientèle par durée restant à courir]

(en milliers d'euros)

< = 3 mois	< = 12 mois	< = 5 ans	> 5 ans	TOTAL
512 541	158 555	10 284	1 636	683 015

[Ventilation géographique des créances sur la clientèle (hors créances douteuses)]

(en pourcentage)

La ventilation par zone géographique est faite sur des créances brutes de provisions (provisions non déduites).

ZONES	Part des créances sur total monde	% des créances publiques	% des créances privées
EEE*, Suisse, États-Unis, Canada, Japon	31,12	0,00	100,00
Monde arabe	26,86	14,62	85,38
Europe hors EEE* et Suisse	0,74	0,00	100,00
Asie hors Japon	36,97	21,22	78,78
Amérique latine	0,00	0,00	0,00
Océanie	3,65	0,00	100,00
Afrique	0,66	100,00	0,00
<i>*Espace économique européen</i>	100 %		

[Ventilation géographique des créances douteuses et couvertures afférentes]

(en pourcentage)

ZONES	Créances clientèle douteuses	Dépréciations associées
EEE*, Suisse, États-Unis, Canada, Japon	28,12 %	28,12%
Monde arabe	13,17%	13,16%
Europe hors EEE* et Suisse		
Asie hors Japon	58,71%	58,71%
Amérique latine		
Océanie		
Afrique		
<i>*Espace économique européen</i>	100,00 %	100,00%

La quasi-totalité des créances douteuses sont des créances privées.

Note 3 : Obligations, actions et autres titres à revenu fixe ou variable

[Détail des obligations, actions et autres titres à revenu fixe ou variable]

(en milliers d'euros)

Nature	31.12.2019	31.12.2018
TITRES À REVENU FIXE		
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	52 576	39 615
Dépréciation	(2)	(2)
Créances rattachées	0	0
Total titres à revenu fixe	52 574	39 613
TITRES À REVENU VARIABLE		
Actions	40 062	100 748
Dépréciation	(854)	(397)
Total titres à revenu variable	39 208	100 351
TOTAL	91 782	139 964

Les effets publics et valeurs assimilées correspondent à des titres de créances négociables émis par les organismes publics des pays où l'UBAF est implantée et mobilisables auprès de l'institut d'émission.

Les titres à revenus variables sont majoritairement composés de titres d'OPCVM monétaires.

[Comparaison des valeurs comptables et de marché des titres et effets]

(en milliers d'euros)

NATURE	Valeur comptable VC	Valeur de remboursement	Valeur de marché VM	Provision	Différence VM-VC
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilés	52 576	52 631	52 574	2	2

[Répartition par durée restant à courir des obligations et autres titres à revenu fixe, effets publics et valeurs assimilées]

(en milliers d'euros)

< = 3 mois	< = 12 mois	< = 5 ans	> 5 ans	TOTAL
52 574				52 574

Note 4 : Participations, parts dans les entreprises liées

	Capital en devises	Capitaux propres incluant le résultat en euros	Quote-part du capital détenu (en %)	Résultat en euros	Valeur comptable des titres détenus en euros	Montant des prêts et avances accordés en euros
PARTICIPATIONS (DÉTENUES ENTRE 10 ET 50 %)						
- UBAF Group Holding (Panama) – en liquidation	50 000 USD	ns	46,60%	ns	0	
Autres participations					473 503	
TOTAL					473 503	

Note 5 : Immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)

IMMOBILISATIONS BRUTES	31.12.2018	Acquisition	Cession / mise au rebut	Virement poste à poste	Incidence variation de cours	31.12.2019
Immobilisations incorporelles	9 894	212	99	0	63	10 072
- Autres immobilisations incorporelles	9 848	212	99	0	63	10 025
- Droit au bail	46					46
Immobilisations corporelles	5 630	236	29	0	41	5 878
- Terrain, constructions d'exploitation	0	0	0	0	0	0
- Agencements, installations	1 894	7	0	0	14	1 915
- Matériel de transport	112	41	26	0	3	130
- Matériel de bureau et mobilier	3 623	188	2	0	23	3 833
- Immobilisations corporelles en cours						
TOTAL	15 524	448	128	0	104	15 948

AMORTISSEMENT	31.12.2018	Dotation	Diminution	Virement poste à poste	Incidence variation de cours	31.12.2019
Immobilisations incorporelles	7 316	491	0	0	49	7 857
- Autres immobilisations incorporelles	7 316	491	0	0	49	7 857
Immobilisations corporelles	3 567	493	0	0	9	4 068
- Terrain, constructions d'exploitation	0	0	0	0	0	0
- Agencements, installations	843	188	0	0	13	1 044
- Matériel de transport	62	25	0	0	(24)	63
- Matériel de bureau et mobilier	2 662	280	0	0	20	2 962
TOTAL	10 883	984	0	0	58	11 739
NET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 578					2 215
NET IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 064					1 808

Les dotations aux amortissements sont reconnues en Autres charges d'exploitation (Note 15).

Note 6 : Comptes de régularisation et divers

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2019	31.12.2018
Intérêts et produits à recevoir	3 000	3 866
Ajustements devise	4 066	0
Autres actifs	8 618	14 304
TOTAL	15 684	18 170

2. Passif

Note 7 : Opérations interbancaires et assimilées

[Détail des opérations interbancaires et assimilées]

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2019	31.12.2018
Comptes à vue	57 356	61 056
Emprunts interbancaires à terme	845 999	577 977
Dépôts de nature commerciale à terme	333 257	600 278
Effets en pension	0	0
Dettes rattachées	4 478	3 078
TOTAL	1 241 090	1 242 388

Les dépôts de nature commerciale effectués par des banques sont liés aux opérations de crédits documentaires.

[Ventilation des opérations interbancaires et assimilées par durée restant à courir]

(en milliers d'euros)

Seuls les éléments suivants du bilan sont ventilés par durée restant à courir :

Opérations interbancaires				845 999
Dépôts de nature commerciale				333 257
TOTAL				1 179 256
< = 3 mois	< = 12 mois	< = 5 ans	> 5 ans	TOTAL
945 583	233 673	0	0	1 179 256

[Ventilation géographique des opérations avec les établissements de crédit]

(en pourcentage)

ZONES	Part des dettes sur total monde	% des dettes publiques	% des dettes privées
EEE*, Suisse, États-Unis, Canada, Japon	17,49	57,50	42,50
Monde arabe	70,42	33,97	66,03
Europe hors EEE* et Suisse	0,01	0,00	100,00
Asie hors Japon	7,29	73,44	26,56
Amérique latine	0,00	0,00	0,00
Océanie	0,00	0,00	0,00
Afrique	4,80	72,06	27,94

*Espace économique européen

Note 8 : Opérations avec la clientèle

[Détail des opérations avec la clientèle et assimilées]

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2019	31.12.2018
Comptes à vue	23 142	10 423
Comptes à terme	153 999	299 753
Dettes rattachées	190	781
TOTAL	177 332	310 957

[Ventilation des comptes à terme clientèle par durée restant à courir]

(en milliers d'euros)

< = 3 mois	< = 12 mois	< = 5 ans	> 5 ans	TOTAL
97 536	56 440	23	0	153 999

[Ventilation géographique des opérations avec la clientèle]

(en pourcentage)

Zones	Part des dettes sur total monde	% des dettes publiques	% des dettes privées
EEE*, Suisse, États-Unis, Canada, Japon	21,26	0,00	100,00
Monde arabe	34,92	0,00	100,00
Europe hors EEE* et Suisse	0,06	0,00	100,00
Asie hors Japon	17,77	0,00	100,00
Amérique latine	25,99	0,00	100,00
Océanie	0,00	0,00	0,00
Afrique	0,00	0,00	100,00

*Espace économique européen

Note 9 : Comptes de régularisation et autres passifs

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2019	31.12.2018
Intérêts et charges à payer, comptes fournisseurs	5 989	6 990
Comptes en attente d'affectation et de régularisation	17 771	24 035
État - impôts et taxes	613	881
Provisions sur charges sociales et retraites	9 301	8 571
Autres passifs	12 464	4 507
TOTAL	46 138	44 984

Les provisions relatives au personnel sont enregistrées en autres passifs.

Note 10 : Provisions et FRBG

(en milliers d'euros)

TYPE DE PROVISION	31.12.2018	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Virement de poste à poste	Variation de change	31.12.2019
Provisions sur risques pays	36 694	10 687	5 043	0	0	0	42 337
Provisions pour litiges pertes et charges	32 669	0	1 235	0	0	170	31 604
Provisions sur engagements de hors-bilan	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total	69 362	10 687	6 278	0	0	170	73 941
FRBG	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	69 362	10 687	6 278	0	0	170	73 941

[Provisions sur risques de hors bilan]

Les provisions sur risque de hors bilan couvrent les engagements figurant au hors bilan pour lesquels un risque de perte est considéré comme probable en fonction d'événements connus à la clôture de l'exercice. Elles sont nulles au 31 décembre 2019.

[Provisions sur risques pays]

Les provisions risques pays ont été constituées selon les règles exposées dans la note sur les principes comptables.

Le stock de provisions affecté à la couverture de ces engagements est de 42,3 millions d'euros. La couverture totale représente 1,99 % des encours nets de garanties.

Le tableau ci-dessous donne la ventilation par zone géographique des créances ayant servi de base au calcul de la provision pour risques pays.

Les taux de couverture et la répartition géographique en pourcentage indiqués sont calculés par rapport aux encours nets de garanties reçues telles que définies dans les principes comptables.

(en pourcentage)

ZONES	Part des encours net totaux	Couverture par provision risque pays
EEE*, Suisse, États-Unis, Canada, Japon	15,57	0,35
Monde arabe	49,19	2,46
Europe hors EEE* et Suisse	4,11	0,74
Asie hors Japon	21,01	1,44
Amérique latine	0,00	0,00
Océanie	0,00	0,00
Afrique	10,12	3,92
*Espace économique européen	100,00	1,99

[Provisions sur litiges]

Les provisions pour litiges couvrent essentiellement des risques juridiques.

Note 11 : Capitaux propres

[Répartition du capital]

Le capital est divisé en 1 638 740 actions de 153 euros de nominal réparties en deux catégories :

- Les actions A détenues par les actionnaires arabes qui représentent 52,99 % du capital,
- Les actions B détenues en quasi-totalité par CA CIB depuis juillet 2005 qui représentent 47,01 % du capital.

Les actions A et B confèrent des droits strictement identiques en matière de vote et de dividendes.

ACTIONNAIRES	Capital détenu en euros	Capital détenu en %
Actions B		
Crédit Agricole CIB	117 867 069	47,01 %
Actions de garantie groupe B	306	0,00 %
Actions A		
Ubac Nederland B.V. (<i>en cours de restructuration</i>)	57 976 596	23,12 %
Banque Extérieure d'Algérie	23 452 911	9,35 %
Central Bank of Egypt	14 813 460	5,91 %
Libyan Arab Foreign Bank	13 960 332	5,57 %
Banque Centrale Populaire	12 520 143	4,99 %
Arab African International Bank	9 416 997	3,76 %
Riyad Bank	717 417	0,29 %
Actions de garantie groupe A	1 930	
TOTAL	250 727 161	100 %

[Tableau de variation des capitaux propres Groupe]

(en milliers d'euros)

	Capital social	Réserves	Primes	Report à nouveau	Résultat part du Groupe	Total des capitaux propres
Solde au 31.12.2017	250 727	67 476	0	0	(1 313)	316 890
Dividendes versés au cours de l'exercice	0	0	0	0	0	
Variation de capital	0	0	0	0	0	
Variation des primes et réserves	0	(3 785)	0	0	0	
Affectation du résultat de l'exercice antérieur en réserves	0	0	0	0	1 313	
Résultat de l'exercice	0	0	0	0	979	
Autres mouvements (capitaux propres et titres HK, cristallisation de change, écarts de conversion)	0	0	0	0	4 981	
Solde au 31.12.2018	250 727	63 692	0	0	5 960	320 379
Dividendes versés au cours de l'exercice	0	0	0	0	(2 786)	
Variation de capital	0	0	0	0	0	
Variation des primes et réserves	0	3 223	0	0	0	
Affectation du résultat de l'exercice antérieur en réserves	0	0	0	0	(3 174)	
Résultat de l'exercice	0	0	0	0	(12 833)	
Autres mouvements (capitaux propres et titres HK, cristallisation de change, écarts de conversion)	0	0	0	0	0	
Solde au 31.12.2019	250 727	66 914	0	0	(12 833)	304 809

3. Hors bilan

Note 12 : Engagements donnés

(en milliers d'euros)

	31.12.2019	31.12.2018
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	569 506	581 421
dont ouverture de crédits confirmés	171 679	171 375
dont crédits documentaires (import)	349 591	408 996
dont autres engagements	48 237	1 050
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	1 991 029	1 632 281
dont garanties de remboursement de crédits	177 298	124 460
dont cautions de marchés	815 812	677 842
dont crédits documentaires (export)	997 198	823 863
dont autres	721	6 116

Parmi les engagements de garantie, 7,2 millions d'euros d'engagements sont considérés comme douteux, ils ne sont couverts par aucune provision.

Note 13 : Engagements reçus

(en milliers d'euros)

Les engagements reçus recensent les engagements reçus d'établissements de crédit et d'assureurs.

	31.12.2019	31.12.2018
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	191 118	289 996

Autres informations concernant le hors bilan

[Opérations de couverture sur instruments de taux réalisées de gré à gré]

(en milliers d'euros)

INSTRUMENTS FINANCIERS	Nominal	Valeur de marché
Swaps de taux - micro-couverture	0	0
Swaps de taux - macro-couverture	285 000	11 763
FRA	0	0

[Engagements de retraite]

A) RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Ces régimes ne concernent que les entités asiatiques. Les prestations sont calculées de manière statistique en fonction du dernier salaire et de l'ancienneté. Elles sont gérées par des organismes spécialisés appelant les versements. Au 31 décembre 2019, il n'y a donc pas d'engagements hors bilan concernant les régimes de retraite à prestations définies.

B) ENGAGEMENT AU TITRE DES RETRAITES COMPLÉMENTAIRES ANTÉRIEURES À 1993

Suite à l'accord du 13 septembre 1993, les banques FBF se sont engagées à verser des cotisations supplémentaires à leur caisse de retraite, dans la limite de 4 % de leur masse salariale, pour combler le déficit entre le niveau des pensions du nouveau et de l'ancien régime. Au 31 décembre 2019, l'engagement potentiel maximal de la banque est nul.

4. Résultat

Note 14 : Produit net bancaire

(en milliers d'euros)

	31.12.2019	31.12.2018
Intérêts et produits assimilés	61 757	46 765
opérations avec les établissements de crédit	32 646	28 327
opérations avec la clientèle	28 348	17 995
obligations ou autres titres à revenu fixe	763	443
dettes subordonnées	0	0
Intérêts et charges assimilées	(42 996)	(31 200)
opérations avec les établissements de crédit	(39 662)	(27 875)
opérations avec la clientèle	(3 333)	(3 325)
obligations ou autres titres à revenu fixe	0	0
dettes subordonnées	0	0
Commissions (produits)	35 950	30 386
Commissions (charges)	(2 493)	(2 748)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	(455)	(397)
opérations sur titres de placement	(455)	(397)
- <i>plus-values et moins-values</i>	0	0
- <i>dotations et reprises de provisions</i>	(455)	(397)
opérations sur titres de l'activité de portefeuille		
Autres produits nets d'exploitation bancaire	11	47
PRODUIT NET BANCAIRE	51 773	42 852

Note 15 : Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2019	31.12.2018
Frais de personnel	26 803	24 423
Salaires fixes et variables	18 602	17 348
Charges de retraites	1 649	1 428
Autres charges sociales	5 997	5 122
Intéressement et participation		
Impôts, taxes, versements assimilés	556	525
Impôts et taxes	1 288	1 391
Autres charges d'exploitation	15 351	14 678
TOTAL FRAIS GÉNÉRAUX	43 441	40 491

Honoraires des commissaires aux comptes :

(en milliers d'euros)

	31.12.2019
Certification des comptes – Ernst & Young	117
Certification des comptes – PricewaterhouseCoopers	117
Supports fiscaux – Ernst & Young	5
Supports fiscaux – PricewaterhouseCoopers	11
Autres – Ernst & Young	16
Autres – PricewaterhouseCoopers	16

Note 16 : Coût du risque

(en milliers d'euros)

Le coût du risque représente une charge de 20 672 milliers d'euros et se décompose comme suit :

NATURE	31.12.2018	Incidences de change	Dotations (a)	Reprises non utilisées (b)	Reprises utilisées	Transfert	Dotations nettes (a - b)	31.12.2019
Dépréciation des douteux	30 268	481	20 647	4 090	0	0	16 557	47 305
Provisions pour risques et charges	69 362	170	10 687	6 278	0	0	4 409	73 941
Risque pays	36 693		10 687	5 043	0	0	5 644	42 337
Litiges	32 669	170	0	1 235	0	0	(1 235)	31 604
Risque sur le hors bilan	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROVISIONS	99 630	651	31 334	10 368	0	0	20 966	121 246
Charge sur litiges							128	
Récupération sur créances amorties							(422)	
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes							0	
TOTAL COÛT DU RISQUE							20 672	

Note 17 : Impôt sur les bénéfices

Le montant de l'impôt sur les bénéfices comptabilisé au cours de l'exercice 2019 se répartit comme suit :

(en milliers d'euros)

	31.12.2019
Siège	522
Singapour	(5)
Corée	77
Japon	(36)
Hong Kong	0
TOTAL	558

L'UBAF France bénéficie d'une perte fiscale reportable estimée à 28,3 millions d'euros au 31 décembre 2019.

5. Autres informations

Rémunérations allouées aux organes d'administration, de direction et de surveillance

(article R 233-14-11 du Code de commerce)

Les membres des organes de direction et d'administration n'exercent pas de fonctions dans les sociétés consolidées.

Il n'a été accordé au cours de l'exercice 2019 aucun crédit ou avance aux membres des organes de direction.

Effectifs

Les effectifs calculés en équivalent temps plein sont de 290 au 31 décembre 2019.

6. Bilan et compte de résultat synthétiques de la filiale

UBAF (Hong Kong) Limited
Unit 1139, Level 11, Admiralty Centre Tower 2,
18 Harcourt Road, Admiralty,
HONG-KONG

Compte de bilan publiable

(en milliers d'euros)

[ACTIF]

	31.12.2019	31.12.2018
Opérations interbancaires	2 350	2 462
Opérations avec la clientèle	0	0
Opérations sur titres et divers	0	0
Comptes de régularisation et divers	8	7
Valeurs immobilisées	0	0
TOTAL DE L'ACTIF	2 358	2 469

[PASSIF]

	31.12.2019	31.12.2018
Opérations interbancaires	76	0
Opérations avec la clientèle	0	0
Opérations sur titres, provisions et divers	139	245
Capitaux propres et assimilés	2 262	2 144
FRBG		0
Capital	1 979	1 942
Réserves *	283	203
Report à nouveau		0
Résultat	(119)	79
TOTAL DU PASSIF	2 358	2 469

Hors bilan publiable

(en milliers d'euros)

HORS BILAN	31.12.2019	31.12.2018
Engagements de financement donnés	0	0
Engagements de garantie donnés	0	0
Engagements de garantie reçus	0	0

Compte de résultat publiable

(en milliers d'euros)

	31.12.2019	31.12.2018
Intérêts nets et assimilés	56	565
Commissions	0	0
Autres produits nets d'exploitation bancaire	0	0
PRODUIT NET BANCAIRE	56	565
Charges générales d'exploitation	(175)	(486)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	(119)	79
Coût du risque	0	0
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(119)	79
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
Dotations ou reprises sur le FRBG	0	0
Impôt sur les bénéfices	0	0
RÉSULTAT NET	(119)	79



FINANCIAL INFORMATION 2019

1. Board of Directors' Report	66
1.1 Extract of the Management Report	
1.2 Corporate Governance Report	
2. Statutory Auditors' Reports	82
2.1 On the Annual Financial Statements	
2.2 On the Consolidated Financial Statements	
3. Resolutions of the Ordinary General Meeting of Shareholders	89
4. Extract from the Consolidated Financial Statements	93
5. Extract from the notes to the Consolidated Financial Statements	95

1 BOARD OF DIRECTORS' REPORT

of the Annual General Meeting of May 29, 2020
for the financial year ending December 31, 2019

1.1 Extract of the Management Report

On 11 May 2020, after hearing the C.E.O.'s comments on the financial statements for the fiscal year ended 31 December 2019, the Board of Directors approved the corporate balance sheet total of 1,853,776 thousand euros and the loss of 12,768 thousand euros, versus the positive income of 5,917 thousand euros in 2018.

The consolidated financial statements, which fully consolidate the Hong Kong subsidiary, show a balance sheet total of 1,844,285 thousand euros and a loss of 12,887 thousand euros, including a loss of 12,833 thousand euros for the group's share.

The group's share of income for 2019 comes to -12,883 thousand euros versus 979 thousand euros in 2018.

Net income for 2019 was negative following the post-closing creation of a 20.5 million euro provision impacting the cost of risk, which amounts to 20.7 million euros. This accounting result conceals gross operating income before cost of risk and taxes of 8.3 million euros compared with 2.4 million in 2018, achieved in an

unstable international political environment and against sluggish global economic growth.

The highlights of 2019 are:

- Positive operating income driven by good commercial momentum and improved asset rotation,
- Ongoing increased attention paid to our country and geopolitical risks allowing us to react quickly with regard to the short maturity of our transactions.
- Maintenance of a balanced geographical mix,
- And, in line with previous years, the continuous strengthening of our compliance and operational control systems, enabling us to reach a cost of operational risk close to zero, excluding the event for which a 100% provision has been set aside, on a conservative basis, in view of this issue, which may amount to a major external fraud.

Consolidated income

[Net banking income]

2019 net banking income increased by 20.8% to 51,773 thousand euros, compared with 42,852 thousand euros in 2018 thanks to dynamic commercial activity and proportionate risk-taking.

The contribution of our three main business areas to net banking income is as follows:

(in thousands of euros)

ACTIVITIES	2019	2018	Change
Commercial	47,333	37,309	+ 26.9%
Cash	1,385	1,956	(29.2%)
Management centre	3,055	3,586	(14.8)
TOTAL	51,773	42,852	+ 20.8%

COMMERCIAL

Commission received on off-balance-sheet documentary credits, which constitute our core business, increased compared with the previous year with 25,298 thousand euros versus 21,786 thousand euros, reflecting the strong momentum of our commercial activity, a momentum also seen in the issuance of market guarantees, for which commissions amounted to 7,718 thousand euros compared to 5,737 thousand euros in 2018.

At the same time, the interest margins linked to our financing activities increased by 44%; the loans portfolio reached on average 1,087,125 thousand euros in 2019 versus 951,288 thousand euros in 2018, an increase of 14%.

Our customers' deposits also grew in volume and margins in 2019, allowing us to support our activities with suitable and diversified resources.

CASH

Cash is used almost exclusively to support the commercial activities and no trading is done on our own account.

Nearly a third of the stock portfolio is made up of a fund eligible for the LCR (Liquidity Coverage Ratio) buffer, made up of government bonds of countries where we are established and of money market funds for investing our excess liquidity. At the end of 2019, our LCR was 183% on annual average versus a regulatory constraint set at a minimum of 100%.

The LCR portfolio, as indicated above, has a potential capital loss of 354 thousand euros.

The constraints of the LCR, maintaining a high HQLA and an environment of low or even negative interest rates weighed heavily on the cash result.

Given these elements, net banking income from the cash activity fell in 2019 to 1,385 thousand euros, versus 1,956 thousand euros in 2018.

MANAGEMENT CENTRE

The management centre saw a fall of 531 thousand euros compared with 2018.

[General expenses]

Our general expenses increased by 7%, i.e. 2,950 thousand euros, and totalled 43,441 thousand euros in 2019 versus 40,491 thousand euros in 2018.

Excluding the foreign exchange impact, the increase amounts to 2,598 thousand euros, essentially due to:

- increased personnel expenses due to the arrival of expert staff and an average payroll greater than in 2018. This increase remains well below the change in our income, allowing UBAF to improve its cost/income ratio before cost of risk,
- operating expenses under control; excluding the foreign exchange impact, the decrease is 505 thousand euros.

Details of general expenses

(in thousands of euros)

	2019	2018	Change
Personnel expenses	26,803	24,423	+2,380
Taxes and levies	1,288	1,391	(103)
Other operating expenses*	15,350	14,678	+679
TOTAL	43,441	40,491	+2,950

(*) Including allocations to amortisation/depreciation

[Gross operating income]

As a result of the increase in NBI and the controlled increase in general expenses, there was a gross operating income of 8,331 thousand euros, marking a return of business momentum, beginning in 2018, associated with better portfolio rotation, which generates additional income.

[Cost of risk]

COLLECTIVE PROVISIONS

Since 2015, our collective provisions have been determined from an estimate of expected losses resulting from the probabilities of default associated with our counterparties' ratings.

In 2019, our stock increased significantly by 5,644 thousand euros to 42,337 thousand euros versus 36,694 thousand euros in 2018, linked to the volume of operations.

DOUBTFUL DEBT

During 2019, our provisions for doubtful debt fell by 3,859 thousand euros, following the recovery of some debts.

A post-closing event that occurred in one of our units in Asia, due to an error made by a trader, led UBAF to make a provision in its books at the end of December 2019 for an amount of 20,519 thousand euros representing 100% of our commitment on this counterparty.

As at the end of December 2019, integrating the post-balance sheet event, doubtful debt amounts to 50,997 thousand euros versus 32,264 thousand euros at the end of 2018, and impairment to 50,124 thousand euros versus 32,259 thousand euros at the end of 2018.

RISKS FROM LITIGATION

A reversal of 1,235 thousand euros is recorded following a resolution of a dispute in our favour.

EXCEPTIONAL RISK WITH THE US AUTHORITIES

The Office of Foreign Assets Control (OFAC), the Department of Justice (DOJ), the office of the District Attorney of New York County (DANY) and other US government authorities ("US authorities") monitor compliance with economic sanctions and restrictive measures relating to banking activities, imposed by the laws and regulations of the United States of America, against certain foreign countries, individuals, legal persons or entities.

On its own initiative, UBAF conducted an internal review with the help of specialist international firms to identify any potential payments in US dollars likely to involve, directly or indirectly, these countries, individuals or entities under sanctions for the period between May 2009 and May 2014 in order to cooperate fully with the US Authorities.

The preliminary conclusions of this review, which relate to substantial amounts, were shared in 2014 and 2015 with the US Authorities and discussions concerning them are still in progress. However, the DOJ has confirmed that it will not take any measures against UBAF.

Currently, neither the outcome of this review nor the date on which it will end can be known. However, if the findings of this investigation lead it to it, OFAC could, as it has for other financial institutions, impose a fine likely to have a significant financial impact, and a stronger compliance programme.

Over the years and as a precautionary measure, the bank has built up a provision of 20 million euros, which could be adjusted as the discussions with the US Authorities proceed. It has also strengthened its internal control system to ensure strict compliance with international sanctions.

[Net income]

Consolidated net income for the period totals -12,887 thousand euros; the group share of net income totals -12,833 thousand euros.

This result is below the approved budget of 5,055 thousand euros.

Excluding the post-closing event impacting our financial statements, the result would have been largely positive (+7,528 thousand euros), showing a budgetary outperformance of more than 50%.

The operating result posted reflects satisfactory activity in a very difficult context. Notable areas of performance include: positive commercial actions leading to a growth of our NBI of around 20% and well-managed general expenses up slightly by 7%.

Consolidated balance sheet

The corporate balance sheet total is 1,853,776 thousand euros and the consolidated balance sheet 1,844,285 thousand euros. The balance sheet total of our fully consolidated Hong Kong subsidiary amounts to 2,357 thousand euros.

The breakdown of the consolidated balance sheet by activity is as follows:

(in thousands of euros)

ASSETS	2019	2018
Cash and securities	803,831	1,049,982
Commercial	1,015,510	912,874
Management centre	24,944	26,231
TOTAL	1,844,284	1,989,088
LIABILITIES	2019	2018
Cash	846,189	586,117
Commercial resources	567,564	963,370
Provisions and accruals	124,747	118,205
Shareholders' equity	318,671	320,381
Income	-12,887	1,015
TOTAL	1,844,284	1,989,088

As at the end of 2019, our cash assets show a fall and our commercial loans a rise. In terms of average capital, commercial loans increased by 14%. Resources also increased, with the rise in interbank deposits offsetting the fall in commercial deposits.

Commercial resources remain a significant source of funding. As at the end of December 2019, nearly 51% of these deposits come from guarantees received from our counterparties for documentary credits that we confirm; they are therefore relatively stable, regardless of their contractual maturity.

[Balance of trade payables]

In accordance with the provisions of Article L.441-6-1 of the French Commercial Code, we confirm that our company does not apply any payment terms to its suppliers.

Off-balance sheet commitments

Our off-balance sheet commitments are up compared with the end of the previous year:

- Documentary transactions 1,475,347 thousand euros versus 1,381,302 thousand euros.
- Guarantees: 911,898 thousand euros versus 661,025 thousand euros.

Risks

[Liquidity]

Liquidity is monitored by the cash department at head office, which ensures nearly all of the financing requirements of the group's various entities.

In 2019, the regulatory ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio) remained at a high level, 183% as a monthly average.

[Interest rates]

Fixed-rate transactions with maturity beyond one year remain marginal. They are systematically hedged when they reach a significant amount. As at 31 December 2019, the significant positions over a one-year horizon are those generated by the shareholders' equity of head office and the branches:

- In EUR, the consolidated position totals approximately 61.4 million euros at the end of 2019 versus 76 million euros at the end of 2018,
- In USD, the consolidated position totals approximately 6.5 million US dollars at the end of 2019 versus 5.4 million US dollars at the end of 2018.

These positions are the subject of automatic hedging based on a model validated by the ALM committee and the board of directors.

[Credit]

The international solvency ratio is calculated according to the standard method. It stands at 12.62% as at 31 December 2019.

(in thousands of euros)

GROSS OUTSTANDINGS	2019	%	2018	%
Balance sheet	1,889,595	42.3%	2,017,522	47.6%
Off-balance sheet	2,558,923	57.3%	2,214,858	52.2%
Financial instruments	16,837	0.4%	9,430	0.2%
TOTAL	4,465,355		4,241,810	

(in thousands of euros)

BASEL III EXPOSURE CATEGORIES	Gross amount of 2019 exposure (Basel III)	Gross amount of 2018 exposure (Basel III)
Sovereign	606,909	760,892
Institutions	1,601,670	1,558,829
Short term (Institutions)	643,497	477,650
Companies	1,530,178	1,360,578
Retail customers	53	99
Shares	2,145	2,108
Other assets	40,360	40,896
Doubtful	40,543	40,758
TOTAL	4,465,355	4,241,810

[Operational]

Operational risk management is primarily the responsibility of the managers of the operational units and controlled secondly by the Permanent Control Department via the preparation and updating of thematic risk-mapping prepared cross-functionally.

[Regulatory]

Changes in regulations applicable to the UBAF group are monitored by the Compliance Committee.

[Significant events subsequent to the close]

FAVOURABLE COURT DECISION

At the end of April 2020, the Versailles Court of Appeal issued a decision confirming the first instance judgement and entirely rejecting the payment claims of a former client, amounting to 69.6 million US dollars, following the compensation of letters of credit by UBAF in 2011.

EXTERNAL FRAUD

A post-closing event that occurred on 16 January 2020 in one of our units in Asia impacted our 2019 financial statements. The consequences of this event have been identified in the 2019 financial statements.

More recently, a suspicion of fraud was also identified at one of our counterparties in the Middle East. Investigations are still ongoing to determine the actual amount of the company's debt and possible fraud patterns. Certain criminal proceedings have already been initiated and the company is under judicial administration. As it

is a very strategic asset for the entire region, there is reasonable assurance that it will be preserved through a structurally balanced restructuring.

As a result, it is still too early to determine the extent and potential consequences for our exposure.

LEBANON

Lebanon announced its first payment default on 7 March 2020. It should be noted that 7% of UBAF's 2019 commercial net banking income was generated in Lebanon. As a result, the banking counterparties with which UBAF has a commercial relationship are monitored closely and proactively. Most of these banks honour their commitments on their 2020 maturity date or according to the contractually agreed payment terms.

COVID-19

This unprecedented situation contains three distinct components: a health component, a technical component to ensure business continuity and an economic and financial component that will continue after the resolution of the first two elements.

The management procedures for the health component are essentially the result of the government measures taken on 13 March requiring the closure of educational establishments and businesses, the reduction of transport services, keeping employees at home when teleworking is possible, and the application of the basic principles of hygiene and social distancing. UBAF complied with these measures without difficulty and had already taken prior steps in this direction.

Business continuity, aimed at striking a balance between operational security and maintaining business activity, was and still is a crucial step in managing this crisis at head office. It should be noted that our two main branches in the network (Singapore and South Korea) have adopted a specific operating mode implementing their contingency plan while maintaining measures on the main site.

The economic and financial component will certainly be the most lasting and intense. The global economic forecasts look very pessimistic in line with the feared consequences on international trade flows. A significant reduction in value is to be expected in 2020, with a gradual recovery from 2021 onwards. Various impacts on the resilience of buyers, sellers and intermediary banks are feared, not forgetting government decisions that could temporarily limit currency flows. UBAF has taken these parameters into account and adjusted its 2020 work plan by proposing that its Board of Directors focuses on so-called core businesses (energy, agri-food, health, equipment and industry, etc.) excluding those that are more incidental (leisure, luxury, services, clothing, etc.) and by rolling them out along a well-tested value chain: knowledge of the seller, the buyer, the financial intermediaries, limitation of financing in terms of duration and according to their purpose. The emerging countries in which UBAF operates are certainly fragile from a health and operational point of view, but they also have basic import and export needs that cannot be met outside of

international trade. Consequently, the crisis linked to the Covid-19 epidemic could have significant financial consequences for UBAF that are difficult to measure at this time.

[Outlook]

2019 was a year of consolidation with regard to the continued improvement of its operational and control processes, to improved business momentum since the end of 2017, and the selective winning of new markets and new customers.

In 2020, UBAF aims to continue its business development while improving the quality of its operational processes. Winning new customers and assisting strategic customers with their global needs remains selective, in view of the geopolitical context.

UBAF is more or less aiming to repeat its 2019 operational performance and emerge as well as possible from the incident detected last January.

Additional information

[Sums distributed under Article 243 bis of the French General Tax Code]

(in thousands of euros)

	2016	2017	2018	2019
Dividends	0	0	0	0
Other net revenues ⁽¹⁾	171	225	255	237

(1) not eligible for the 40% allowance

[Powers delegated by the General Meeting to the Board of Directors under Art. L.225-100, paragraph 7]

No powers were delegated.

[Research and Development]

Pursuant to Article L.232-1 of the French Commercial Code, we inform you that the company did not carry out any research and development during the past year.

[List of existing branches]

In accordance with Article L. 232-1 II of the French Commercial Code, the branches of the UBAF group are located in Japan, South Korea and Singapore.

[Information on payment terms for suppliers and customers (French Commercial Code articles L. 441-6-1 and D. 441)

Invoices were paid within the payment term set as the 30th day following receipt of goods or performance of the service. This information does not include banking transactions and connected operations.

Invoices (excl. tax) received and issued but not settled at the closing date of the fiscal year whose term has expired (table provided in I of Article D. 441-4)

	Article D.441 I.- 1°: Invoices <u>received</u> but not settled at the closing date of the fiscal year whose term has expired						Article D.441 I.- 2°: Invoices <u>issued</u> but not settled at the closing date of the fiscal year whose term has expired					
	0 days (indicative)	1 to 30 days	31 to 60 days	61 to 90 days	91 days and over	Total (1 day and over)	0 days (indicative)	1 to 30 days	31 to 60 days	61 to 90 days	91 days and over	Total (1 day and over)
(A) LATE PAYMENT TRANCHES												
Number of invoices concerned	0					0	0					0
Total amount of invoices concerned												
Percentage of total amount of purchases for the fiscal year												
Percentage of revenue for the fiscal year												
(B) INVOICES EXCLUDED FROM (A) RELATING TO DISPUTED OR NON-RECOGNISED PAYABLES AND RECEIVABLES												
Number of excluded invoices												
Total amount of excluded invoices												
(C) REFERENCE PAYMENT TERMS USED (CONTRACTUAL OR LEGAL PERIOD - ARTICLE L. 441-6 OR ARTICLE L. 443-1 OF THE FRENCH COMMERCIAL CODE)												
Reference payment terms used for the calculation of late payments	Invoices were paid within the payment term set as the 30 th day following receipt of goods or performance of the service											

[Financial table for the last five fiscal years – Corporate]

	2015	2016	2017	2018	2019
1. CAPITAL AT YEAR END					
Share capital (in €k)	250,727	250,727	250,727	250,727	250,727
Number of shares issued	1,638,740	1,638,740	1,638,740	1,638,740	1,638,740
Number of convertible bonds	0	0	0	0	0
Number of warrant bonds	0	0	0	0	0
2. OPERATIONS AND RESULTS FOR THE YEAR (IN €k)					
Net banking income	44,618	40,281	51,594	42,287	51,717
Profit before tax, amortisation/depreciation and provisions	-4,279	-1,244	11,066	8,399	9,446
Corporate income tax	-879	-208	209	-810	-558
Profit after tax, amortisation/depreciation and provisions	2,698	7,764	3,057	5,917	-12,768
Amount of distributed profits	0	0	0	0	0
3. RESULT OF OPERATIONS REDUCED TO A SINGLE SHARE					
Net earnings per share (in €)	1.65	4.74	1.87	3.61	NS
Dividend paid on each share (in €)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
4. PERSONNEL					
Number of employees	316	287	283	283	290
Payroll	18,529	18,977	18,351	17,394	19,094
Amount paid for welfare benefits (social security, other staff benefits, etc.) (in €k)	7,533	6,070	6,512	6,245	6,780

1.2 Report of the Board of Directors on Corporate Governance

at the General Meeting of Shareholders of May 29, 2020

(Articles L. 225-37 and L. 225-37-4 of the French Commercial Code)

Dear Shareholders,

In addition to the management report prepared by the Board of Directors, we hereby give an account, in this report, of (I) the organization of Corporate Governance, (II) the powers delegated for the purposes of capital increases, (III) related-party agreements, and (IV) conditions for shareholders' participation in general meetings put in place by Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF.

I. Organization of corporate governance

The principles of governance at Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF result inter alia from the articles of the French Monetary and Financial Code, the French Commercial Code and the Articles of Association.

The functions of the non-executive Chairman of the Board of Directors and the Chief Executive Officer are separated.

The Chief Executive Officer's term of office is determined by the Board of Directors. The Chief Executive Officer is invested with full authority and powers to act in any circumstance on behalf of the Company. However, he cannot exercise his powers beyond the limits of the company's object and/or the powers that the law expressly attributes to shareholders and the Directors.

In terms of credit risk, these powers are set out in the Directors' internal regulations as adopted in its meeting of September 16, 2015.

1. Presentation of the Board of Directors

The composition of the Board of Directors, the organization of its work, mutual independence and the level of competence of its members contribute effectively to the quality of the company's corporate governance.

1.1 COMPOSITION OF THE BOARD OF DIRECTORS

Following the decision of the General Meeting of Shareholders on April 29, 2010 and pursuant to the Articles of Association, the Board of Directors comprises 12 directors, whose term of office is four years.

The high degree of technical and behavioural skills, academic and professional qualifications and proven experience of the Board members who are central bankers or executive officers of systemically important or significantly sized financial institutions are likely to ensure their independence and comply with the fit and proper requirements for the supervisory body including the balance of its composition, the competences and the ethics of its members.

List of directors as at December 31, 2019:

Directors' names	Capacity
Farouk EL OKDAH	Chairman
Jean-Yves HOCHER	Vice-Chairman
Crédit Agricole Corporate and Investment Bank	Director (represented by Mr. James WEBB)
UBAC Nederland B.V.	Director (represented by Mr. Abdellatif JOUAHRI, Governor of the Central Bank of Morocco)
Banque Extérieure d'Algérie	Director (represented by Mr. Brahim SEMID)
Libyan Foreign Bank	Director (represented by Mr. Rabie ABUSHAWASHI)
Banque Centrale Populaire	Director (represented by Mr. Karim MOUNIR)
Arab African International Bank	Director (represented by Mr. Sharif ALWY)
Central Bank of Egypt	Director (represented by Ms. Lobna KHALIL)
Ali Ibrahim MARAFI	(Alalhi Bank of Kuwait)
Jean-François BALAY	Director (Crédit Agricole Corporate and Investment Bank)
François KANOUI	Director (Crédit Agricole Corporate and Investment Bank)

Two representatives of the Works Council also attend the meetings of the Board of Directors.

1.2 MOVEMENTS WITHIN THE BOARD

Full name	Function	Date of nomination	End of mandate	OBSERVATIONS
Jean-François BALAY	Director	21/02/2019	29/05/2020	Appointment at the general meeting of February 21, 2019, to replace Mr. Paul de LEUSSE, whose mandate ceased on May 15.
François KANOUI	Director	21/02/2019	06/12/2018	Appointment by cooptation by the Board of Directors on February 21, 2019 to replace Mr. Jean-Claude Gelhaar, appointed as Chief Executive Officer of the Bank on December 7, 2018.

1.3 INDEPENDENCE - ABSENCE OF CONFLICT OF INTEREST

There exists no conflict of interest between Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF and the Board members, both in their professional and private interests.

The Company's Conflict of Interest Risk Prevention and Management Policy (Governance Text 2.1.6 Conflict of Interest Management) incorporates appropriate measures and rules to prevent or manage any potential conflicts of interest, including in the exercise of the functions of the directors, intended to preserve the integrity of the decisions or opinions of the Board in all circumstances.

The directors maintain their independence of analysis, judgement, decision-making and action at all times. They undertake not to seek or accept any advantage likely to compromise their independence.

The directors of UBAF ensure that they comply at all times, and exclusively in the interest of the bank, and shall in addition satisfy the key requirements of both the AFEP-MEDEF code and the Joint ESMA/EBA Guidelines (EBA/GL/2017/12) of March 21, 2018 concerning the ability of the members of the management body, in particular:

- Proven skills to assess risks, strategies and various situations, including the adequacy of resources and human and technical/technological resources based on their solid experience;
- Capacity to anticipate and identify all categories of risk and the main strategic issues; and
- Total integrity combined with strong involvement in the efficiency and effectiveness of the governance.

1.4 INTEGRITY - RESPECTABILITY - ETHICS

None of the directors of Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF has been convicted for fraudulent offence in the past ten years.

No director has been involved in any bankruptcy, receivership or liquidation of any company in the last five years, nor has he or she been incriminated or sanctioned by any administrative or judicial authority.

No director of Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF has been prevented by any court from exercising the functions of member of any administrative, supervisory or executive management body, or even intervening in the executive management and conduct of the affairs of a company in the last ten years.

Lastly, each director is committed to refrain from any act likely to harm, directly or indirectly, the interests of the company or to harm its image or reputation.

1.5 COMPLEMENTARITY AND EXPERIENCE

The members of the Board prove adequate suitability for overseeing the management of a financial institution and satisfying the necessary requirements in terms of academic and professional qualifications, experiences and core technical and behavioural skills including:

- Solid understanding and proven experience in monitoring and managing financial institutions by reason of their status of governor or former governor of a central bank, chief executive officer or senior manager of major banks;
- Respect for the core principles governing the functions of directors and executive officers of financial institutions: integrity, probity and good repute as well as independence of mind;
- Significant technical and professional experience in supervisory or management functions over a sufficiently long period;
- Ability to devote sufficient time to the work of the Board and its special Committees.

The Board therefore constitutes a supervisory body with the necessary tools to efficiently and effectively offer critical analysis of decisions and effectively oversee the execution of the executive function's mandate.

1.6 AVAILABILITY

Directors devote the necessary time to the exercise of their functions within the bank, which is demonstrated by an attendance rate at Board meetings close to 100%.

1.7 FULL LIST OF MANDATES AND FUNCTIONS

In accordance with the provisions of article L. 225-37-4 of the French Commercial Code, the mandates and other functions of the directors of Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF are indicated below:

FAROUK EL-OKDAH

Company Name	Name of Duties
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Chairman of the Board Chairman of the Executive Committee
UBAC CURAÇAO N.V.	Board Member
NATIONAL BANK OF EGYPT (LONDON)	Chairman of the Board
UNION OF ARAB BANKS - UAB	Honorary Member
ARAB BANKING CORPORATION - ABC (BAHRAIN)	Board Member

JEAN-YVES HOCHER

Company Name	Functions
CA INDOSUEZ WEALTH (GROUP) S.A.	Chairman of the Board, Director
INDOSUEZ SWITZERLAND S.A.	Chairman of the Board, Director
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Deputy Chairman of the Board, Director

M. ABDELLATIF JOUAHRI

Company Name	Functions
BANK AL-MAGHRIB	Governor
CAISSE DE DÉPÔT ET DE GESTION - CDG (MOROCCO)	Chairman of the Supervisory Committee
HASSAN II FUNDS FOR ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENT (MOROCCO)	Board Member
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Director
UBAC CURAÇAO N.V.	Chairman of the Board
AL-AKHAWAYNE UNIVERSITY (MOROCCO)	Chancellor
ROYAL INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES (MOROCCO)	Member of the Steering Committee
ECONOMIC, SOCIAL AND ENVIRONMENTAL COUNCIL ESEC (MOROCCO)	Member
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY – CFCA	Chairman of the Board
HIGHER COUNCIL OF EDUCATION, TRAINING AND SCIENTIFIC RESEARCH (MOROCCO)	Board Member
THE MOHAMMED V FOUNDATION FOR SOLIDARITY	Board Member

MOHAMED KARIM MOUNIR**BCP Group Mandates**

Company Name	Functions
BANQUE CENTRALE POPULAIRE - (MOROCCO)	Chief Executive Officer
VIVALIS SALAF (MOROCCO)	Chairman of the Board Chairman of the Nominations and Compensation Committee
MAROC LEASING (MOROCCO)	Chairman of the Board Chairman of the Nominations and Compensation Committee
MAROC ASSISTANCE INTERNATIONALE (MOROCCO)	Chairman of the Board
BANK AL YOUSR	Chairman of the Board Chairman of the Nominations and Compensation Committee
BP SHORE GROUP HOLDING	Chairman of the Board of Directors
MUTUELLE ATTAMINE CHAABI (MOROCCO)	Chairman of the Supervisory Board
BCP INTERNATIONAL (MOROCCO)	Chairman of the Board
OFFICE CHÉRIFIEN DES PHOSPHATES - OCP S.A.	Permanent Representative of BCP Member of Audit Committee
MAMDA RE	Director
ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL (IVORY COAST)	Director Chairman of the Nominations and Compensation Committee
CHAABI BANK (FRANCE)	Chairman of the Board Chairman of the Nominations and Compensation Committee
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Permanent Representative of the BCP Member of the Audit and Risk Committee
ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA (MOROCCO)	Chairman of the Board Chairman of the Nominations and Compensation Committee
UPLINE GROUP (MOROCCO)	Chairman of the Board
CHAABI CAPITAL INVESTMENT (MOROCCO)	Chairman of the Board Member of the Investment Committee
BCP BANK MAURITIUS	Director
ATTAWFIQ MICRO-FINANCE (MOROCCO)	Chairman of the Board Chairman of the Nominations and Compensation Committee
FONDS H PARTNERS (MOROCCO)	Vice-President of the Supervisory Board
H PARTNERS GESTION (MOROCCO)	Director
BP REAL ESTATE MANAGEMENT (MOROCCO)	Chairman of the Board
PAYMENT CENTER FOR AFRICA (MOROCCO)	Chairman of the Board
BANQUE DES MASCAREIGNES (MOROCCO)	Director
INFRA MAROC CAPITAL (MOROCCO)	Director
UNIVERSITE INTERNATIONALE DE RABAT (MOROCCO)	Director Member of the Strategic Committee
BCP TECHNOLOGIES (MOROCCO)	Chairman of the Board

Mandates outside of the BCP Group

Company Name	Functions
CENTRE DES TRES PETITES ENTREPRISES SOLIDAIRES	Director
MCMA (MOROCCO)	Chairman of the Supervisory Board
FONDS MAROCAIN DE PLACEMENT	Director
CENTRE MOHAMED VI DE SOUTIEN A LA MICROFINANCE SOLIDAIRE	Chairman of the Board
CAISSE INTERPROFESSIONNELLE MAROCAINE DE RETRAITE	Director
UNIVERSITE AL AKHAWAYN (MOROCCO)	Director
GROUPEMENT PROFESSIONNEL MAROCAIN DES BANQUES	Director
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY (MOROCCO)	Director, Chairman of the Audit Committee
INSTITUT SUPERIEUR DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES (MOROCCO)	Director
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE DES DEPOTS BANCAIRES	Director
INVOLYS	Director

SHARIF ELWY

Company Name	Functions
ARAB AFRICAN INTERNATIONAL BANK (EGYPT)	Vice-Chairman and Managing Director
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Director
UBAC CURAÇAO N.V.	Director
ARAB AFRICAN INVESTMENT HOLDING COMPANY (EGYPT)	Chairman of the Board
SANDAH FOR MICROFINANCE COMPANY (EGYPT)	Director

JAMES WEBB

Company Name	Functions
CRÉDIT AGRICOLE CIB - CACIB	Head of sovereigns and countries, client portfolio financial institutions
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Director Executive Committee member

FRANÇOIS KANOUI

Company Name	Functions
CRÉDIT AGRICOLE CIB - CACIB	Head of Operational Risk Management / RPC / MRO
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Director Chairman of the Audit Committee

JEAN-FRANÇOIS BALAY

Company Name	Functions
CRÉDIT AGRICOLE CIB - CACIB	Deputy Managing Director
CRÉDIT AGRICOLE CIB - CACIB CHINA	Board Member
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Director Executive Committee member

LOBNA KHALIL

Company Name	Functions
CREDIT GUARANTEE COMPANY (EGYPT)	Non-executive Chairperson
TELECOM EGYPT	Board member
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Permanent Representative of the Central Bank of Egypt
EGYPTIAN MORTGAGE REFINANCE	Non-executive Chairperson
UBAC CURAÇAO N.V.	Director

RABIE ABUSHAWASHI

Company Name	Functions
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Director Member of the Executive Committee Member of the Audit and Risk Committee Member of the Compensation Committee
UBAC CURAÇAO N.V.	Board Member
LIBYAN FOREIGN BANK	President of the Safe Boxes Inventory Commission Chairman of the Commission for the creation of the Customers Services Department

ALI MARAFI

Company Name	Functions
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Board member
UBAC CURAÇAO N.V.	Board member
ALAHLI BANK OF KUWAIT (KUWAIT)	Board member
ALAHLI BANK OF KUWAIT (EGYPT)	Chairman of the Board of Directors
COMMERCIAL FACILITIES COMPANY (KUWAIT)	Chairman of the Board of Directors
AL NOOR HOLDING (KUWAIT)	Signing Authority
IBRAHIM HUSSEIN MARAFI SONS COMPANY (KUWAIT)	General Manager

BRAHIM SEMID

Company Name	Functions
BANQUE EXTÉRIEURE D'ALGÉRIE	Chief Executive Officer
BANQUE INTERNATIONALE ARABE (FRANCE)	Chief Executive Officer
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Director & Member of the Executive Committee
BRITISH ARAB COMMERCIAL BANK - BACB (LONDON)	Board member

2. Role and organization of the Board of Directors

The Board is regularly informed of developments in the bank's activity, interest rate, markets and compliance risks, as well as major credit risks. It also assesses the year-end financial statements before their submission to the general meeting for approval.

More generally, there are no barriers to the implementation of the directors' right to communication. Their access to sincere and sufficiently accurate information on the activities of the bank, the formalism relating to the notification of shareholders and the practical means of exercising their powers as a deliberating, collegial corporate body (within the meaning of banking regulations) are all guarantees of the effective performance of the powers of the Board and of the mechanisms that ensure a balance of power and rigorous oversight of the company's management. The Board met on four occasions in 2017.

In 2017 the Board met on four occasions. The agenda for the sessions is signed-off by the Chairman in conjunction with the Chief Executive Officer, taking into account, on one hand, the subjects to be examined by the Board in virtue of the law and applicable regulations, including instructions or recommendations by the supervisory authorities and, on the other hand, subjects ensuring that the directors are aware of the bank's activity and strategic choices with regard to results, risks and activities of oversight functions.

The directors are informed of the agenda eight to ten days in advance of the Board meeting.

The items are presented by the Chairman, the Chief Executive Officer and the Deputy Chief Executive Officer or the manager in charge (Risk Officer, Audit Officer, Operations Officer, Legal Officer, etc.). Views are then shared, after which the Board decides as necessary.

Draft minutes are drawn up by the secretary of the Board who submits it to the Chairman and the Chief Executive Officer as well as all the relevant parties. These draft minutes are submitted to the Board for approval at the start of each subsequent Board meeting.

During one or more meetings throughout the year 2019, the Directors were informed or resolved on the following matters:

- Monitoring and analysis of the commercial activity of the bank;
- Approval of the annual budget;
- Quarterly and annual financial results;
- Examination and approval of annual and consolidated financial statements;
- Regular monitoring of credit, operational, compliance and legal risks;
- Monitoring of the main counterparty risks;
- Approval of country limits;
- Approval of the risk appetite framework;
- Approval of internal control reports and the monitoring of the internal control system;
- Assessment of the suitability of the AML/CFT and compliance with international sanctions global policies, the monitoring of the respect of these policies and the implementation of recommendations of the supervisory authorities and such of the internal and external auditors;
- Approval of the agenda and draft resolutions for the General Meeting as well as the various mandatory reports of the Board or the Chairman;
- Validation of the compliance and financial security charter, governance texts and procedures relevant to the overall compliance risk monitoring program;
- Authorization of regulated agreements; and
- Any issues of major interest for the bank.

During the year, the Board was informed on several occasions of the bank's financial situation and updated on the key risk areas.

The Statutory Auditors attend the Board meetings where the annual accounts are approved by the Board of Directors, thus enabling the directors to gather their observations and ask pertinent questions.

The Board, in accordance with the principle of collegial decision-making and the involvement of all directors, has specialized committees to meet the legal and regulatory requirements for in-depth monitoring of certain key areas. These committees report key issues to the Board for information or decision. The details of their missions are described below.

THE AUDIT AND RISK COMMITTEE

In accordance with the decree of November 3, 2014 on the internal controls of companies in the banking sector, payment and investment services subject to the control of the French Prudential Supervision and Resolution Authority (*Autorité de contrôle prudentiel et de résolution - ACPR*) and in accordance with article L.823-19 of the French Commercial Code, an audit and risks committee was set up. It is composed of two directors representing the class A shareholders and one director who acts as Chairman and represents the class B shareholders.

The Audit and Risk Committee may be attended by a person from outside of the company and by its direct or indirect shareholders, chosen for their competence. They meet as often as necessary and at least once every six months, either convened by its Chairman or upon the request of the Chairman of the Board.

Under the authority of the Board, the Chairman's task is to:

- Follow-up on questions relative to the preparation and examination of the annual and consolidated financial statements, the effectiveness of the internal control and risk-management systems with regard to financial and accounting information, the work of the statutory auditors on these questions and the guarantees of their total independence;
- Ensure the consistency of the company's overall strategy and its risk appetite framework for both current and future risks; and
- Examine the risk management procedures and systems as well as the internal control system, and assess the quality of the system, particularly regarding the consistency of measuring, monitoring and managing risk and to propose, if necessary, additional or corrective measures.

The Audit and Risk Committee only meets validly if at least two-thirds of its members (including the Chairman) are present. Decisions are taken by a simple majority and, in the event of a tied vote; the Chairman's vote is preponderant.

THE EXECUTIVE COMMITTEE

The Executive Committee is composed of two directors representing the class B shareholders and three directors, one designated as Chairman, representing the class A shareholders. The Chief Executive Officer and Deputy Chief Executive Officer attend the executive committee in an advisory capacity.

The Executive Committee meets as often as is needed, upon the request of the Chief Executive Officer or Deputy Chief Executive Officer, or as convened by its Chair, and at least quarterly.

Its tasks are inter alia to:

- Pre-authorize the Chief Executive Officer's decisions concerning any credit transaction exceeding the thresholds set in the Board's internal regulations;
- Lay down, at the request of the Board, the terms and conditions of the use of the country credit risks limits; and
- Review any subject or item submitted to it by the Chair of the Board and to issue a documented opinion thereon.

The decisions of the Executive Committee are made by a majority of its members present or represented, the majority being necessarily composed of at least one representative of a class B shareholder. The presence of three members out of five is necessary for any valid decision.

THE REMUNERATION COMMITTEE

The Remuneration Committee is composed of a director representing the class B shareholders and two directors, one designated as Chairman, representing the shareholders of class A shareholders.

The committee meets as and when needed or upon the request of the Chairman of the Board or the Chief Executive Officer. Its main task is to make recommendations to the Board concerning:

- Ordinary and exceptional remunerations, prescribed under article 24 of the articles of association "Director Remuneration" paid to members of the Board, to its Chairman and its Vice-Chairman;
- Remuneration, benefits in kind and pecuniary rights awarded to the Chief Executive Officer and Deputy Chief Executive Officer; and
- The overall allocated remuneration, fixed and variable, of all employees.

3. Remuneration of executive officers and directors

Concerning the remuneration of corporate officers and directors, Union de Banques Arabes Françaises applies the legal and regulatory provisions as well as marketplace recommendations.

Board attendance fees are set each year by the General Shareholders' Meeting. They are distributed according to the rules adopted by the Board during its March 17, 2011 meeting.

The remuneration of the Chief Executive Officer and Deputy Chief Executive Officer are set by the Board based on propositions of the Remuneration Committee. These include a fixed and a variable part depending on the criteria proposed by the Remuneration Committee, in accordance with the regulatory provisions relative to credit institutions. Compensation is subject to an advisory opinion of the General Meeting.

The application of these framework and ceiling rules, as well as the advisory opinion of the General Meeting are likely to give the necessary assurance to shareholders as to their moderation, over time and in absolute value.

4. Limitation on the powers of the Chief Executive Officer

In accordance with the provisions of article 23 of the Articles of Association and the first article of the Internal Regulations of the Board, the following transactions are subject to the prior consent of the Board:

- Any disposal of immovable assets for an amount exceeding EUR 500,000;
- Total or partial sale of any equity interest for an amount exceeding EUR 500,000 and the creation of a collateral or guarantee to cover the Company's commitments (excluding stock market operations), provide that these guarantees relate to the assets of the Company for an amount exceeding EUR 500,000;
- Acquisition of equity interests in companies or entities with unlimited or joint and several liability for the partners or members of these companies or entities;
- Acquisition of a participation in any existing company or to be created, insofar as it exceeds an amount of EUR 500,000;
- Acquisition of any building, insofar as it exceeds an amount of EUR 500,000;
- Acquisition, disposal, exchange or contribution of goodwill or elements of goodwill likely to result in an investment or disinvestment greater than EUR 500,000; and
- Make in any litigation any agreement or out-of-court settlement and accept any compromise, when it will result in any loss of a principal amount exceeding EUR 1,000,000.

The Chief Executive Officer shall consult with the Board and seeks its guidance for any significant or strategic transaction or likely to adversely affect and modify the financial structure of the Company or its scope of activity.

II. Third-party related agreements

These agreements and commitments have been regularly authorized or approved during the previous financial years, which execution has continued during the past financial year:

AGREEMENT AUTHORIZED BY THE SUPERVISORY BOARD OF 27/03/2002:

BANK TRADE agreement with Calyon, now Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (agreement initially signed with Crédit Lyonnais) for the head office, branches and Hong Kong subsidiary signed 03 July 1998 – Ref B2 – (BANK TRADE maintenance and software support contract).

Head office	USD 0
Branches	USD 0
Subsidiary	USD 0

AGREEMENT AUTHORIZED BY THE ANNUAL GENERAL MEETING OF 30/05/2013:

Calypto maintenance and operations agreement with Crédit Agricole Corporate and Investment Bank for the head office, branches and Hong Kong subsidiary – Ref. I2

Head office	EUR	71,767.00
Branches	EUR	40,369.00
Subsidiary	EUR	0.00

AGREEMENT AUTHORIZED BY THE ANNUAL GENERAL MEETING OF 31/05/2012:

Agreement for the use and maintenance of ISIS software with Crédit Agricole Corporate and Investment Bank for the head office, branches and Hong Kong subsidiary signed 11 January 2011 – Ref. G9

Head office	EUR	231,766.00
Branches	EUR	130,368.00
Subsidiary	EUR	0.00

AGREEMENT AUTHORIZED BY THE MEETING OF THE BOARD OF DIRECTORS OF 29/04/2010:

Head-office SLA IT Services infrastructure agreement with Calyon (ISAP), now Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, for the head office, branches and Hong Kong subsidiary signed 26 October 2011 – Ref. I1

Head office	EUR	0
Branches	EUR	0
Subsidiary	EUR	0

AGREEMENT AUTHORIZED BY THE SUPERVISORY BOARD OF 13/03/2008:

IT-systems maintenance and operations framework agreement with Calyon (ISAP), now Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, for the head office, branches and Hong Kong subsidiary – Ref. G0

Head office	SGD	0.00
Branches	SGD	10,516.00
Subsidiary	SGD	0.00

resulting in the following sub-agreements:

AGREEMENT AUTHORIZED BY THE MEETING OF THE BOARD OF DIRECTORS OF 29/04/2010:

ISIS IT systems production and maintenance agreement with Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (ISAP) for the head office, branches and Hong Kong subsidiary – Ref. G8 (BANK TRADE software maintenance and support contract)

Head office	SGD	411,816.00
Branches	SGD	975,864.00
Subsidiary	SGD	0.00

AGREEMENTS AUTHORIZED BY THE ANNUAL GENERAL MEETING OF 29/04/2010:

Agreement for the production and maintenance of the software TradPro at the IT processing centre with Calyon (ISAP), now Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, for the head office, branches and Hong Kong subsidiary – Ref. H2

Head office	SGD	57,171.00
Branches	SGD	34,884.00
Subsidiary	SGD	0.00

BANKTRADE software operating service agreement signed with Calyon (ISAP), now Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, for the head office, branches and Hong Kong subsidiary signed 06/04/2011 – Ref. G2 & G3

Head office	SGD	108,000.00
Branches	SGD	276,864.00
Subsidiary	SGD	0.00

TIQ (Trade Intelligent Query) software operating service agreement signed with Calyon (ISAP), now Crédit Agricole Corporate and Investment Bank for the head office, branches and Hong Kong subsidiary signed 03 November 2011 – Ref. G4

Head office	SGD	12,000.00
Branches	SGD	16,000.00
Subsidiary	SGD	0.00

Service agreement for operations at the IT processing centre signed with Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (ISAP) for the branches and Hong Kong subsidiary signed 02 September 2015 – Ref. E2

Head office	SGD	0.00
Branches	SGD	58,958.00
Subsidiary	SGD	0.00

AGREEMENTS AND COMMITMENTS APPROVED BY THE ANNUAL GENERAL MEETING OF MAY 30, 2018:

Operations agreement at the IT processing centre with Crédit Agricole S.A. signed 16 March 2012 (mass flux electronic representation service)

Head office	EUR	0
-------------	-----	---

Service agreement with Crédit Agricole S.A. and Crédit Agricole Payment & Services concerning the filtering of financial messages of UBAF and the supply of sanctions/surveillance lists signed 30 June 2017

Head office	EUR	3,302.00
Branches	EUR	1,988.00

Service agreement for the provision of payment methods with Crédit Agricole Corporate and Investment Bank signed November 28, 2017 (provision of services relative to the management of SEPA payments (OPTIM.NET))

Head office	EUR	0
-------------	-----	---

Service agreement for access to the trading platform Jetstream with Crédit Agricole Corporate and Investment Bank signed 5 October 2017 (free provision of a trading platform)

NON-PAYING SERVICE

These agreements and commitments will be submitted to the approval of the general meeting of shareholders in accordance with the provisions of Article L.225-42 of the French Commercial Code.

III. Delegations granted by the general meeting

There are no delegations granted by the General Meeting of Shareholders for the increase of share capital, by application of articles L. 225-129-1 and L. 225-129-2 of the French Commercial Code.

IV. Terms and conditions for the participation in any general meeting

In accordance with the articles of association, below is a reminder of the conditions for shareholder participation in the General Meeting.

Article 29 — Composition and nature of the General Meetings

General Meetings are composed of all shareholders, regardless of the number of shares they own.

Regularly held, General Meetings represent all shareholders.

The deliberations of the meetings, taken in accordance with the laws and regulations in force, are binding on all shareholders.

Special meetings bring together shareholders of a specified class, if any, to rule on any modifications to the rights of shares in that class. These special meetings are convened and held under the conditions prescribed by the laws and regulations in force.

Article 30— Shareholders' meeting

Meetings are convened in accordance with the legal and regulatory provisions in force.

The meetings take place either at head office or any other location specified in the convocation letter.

The General Meeting is chaired by the Chairman of the Board of Directors and, in his absence, by a Vice-Chair of the Board of Directors, or a director appointed by the Chairman of the Board of Directors for this purpose. Failing this, the meeting elects its own Chairman.

The agenda is adopted by the author of the convocation letter. Only the propositions put forward by the convening party or the shareholders are included in the invitation.

Each member of the ordinary or extraordinary general meeting has a number of votes proportional to the fraction of share capital corresponding to the shares that they hold or represent, on the condition that these are not deprived of voting rights.

The Board of Directors may decide that, for the purpose of calculating the quorum and the majority of shareholders, shareholders participating in the meeting by video conference or by means of telecommunications that allow them to be identified, and whose nature and conditions of application conform to the regulatory provisions in force.

These rules are restated in full in the Articles of Association of Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF. The next Annual General Meeting of Shareholders will take place on May 17, 2019. The draft resolutions are included in the documents sent to shareholders along with the General Meeting's agenda.

For the Board of Directors,
Farouk EL OKDAH
 Chairman of the Board of Directors

2 STATUTORY AUDITORS' REPORTS

Year ended December 2019, 31

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine cedex
Simplified joint stock company
with share capital of €2,510,460
672 006 483 R.C.S. Nanterre

Statutory auditors
Member of the Compagnie régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
Simplified joint stock company with variable capital
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Statutory auditors
Member of the Compagnie régionale de Versailles

2.1 Statutory Auditors' Report on the Annual Financial Statements

To the General Meeting
of Union de Banques Arabes et Françaises,

Our responsibilities pursuant to such standards are set out in the
"Responsibilities of the Statutory Auditors related to auditing the
annual financial statements" section of this report.

Opinion

In the performance of the assignment entrusted to us by your General Meeting, we have audited the annual financial statements of Union de Banques Arabes et Françaises for the period ended 31 December 2019, as appended to this report. These financial statements were approved by the Board of Directors meeting of 11 May 2020 on the basis of the information available at that date in the context of the evolving Covid-19 health crisis.

We certify that, in accordance with French accounting rules and principles, the annual financial statements are consistent and truthful and present a true and fair picture of the operating profits and losses for the past period as well as the financial situation and assets and liabilities, at the end of the period.

The opinion given above is consistent with the content of our report to the Audit Committee.

Basis of our opinion

[Audit terms of reference]

We conducted our audit in accordance with the professional standards applicable in France. We believe that the audit evidence we have obtained provides a sufficient and appropriate basis for our audit opinion.

[Independence]

We have carried out our audit assignment in accordance with the rules of independence applicable to us, over the time from 1 January 2019 to the date of issuance of our report, and we have not provided services prohibited by Article 5 (1) of Regulation (EU) No 537/2014 or the Code of Ethics for statutory auditors.

Justification of our assessments – Key points of the audit

In accordance with the provisions of Articles L.823 9 and R.823 7 of the French Commercial Code on the justification of our assessments, we draw your attention to the key points of the audit concerning the risks of material misstatements that, in our professional judgement, were greatest for the audit of the annual financial statements for the period, together with the responses made by us to such risks.

Such assessments thus form part of the overall approach to the audit of the annual financial statements, approved as mentioned above, and the formulation of our opinion expressed above. We do not express any opinion on the items of these annual financial statements taken in isolation.

[Credit risk and estimation of provisions and impairments on performing or defaulted loans]

RISK IDENTIFIED	OUR RESPONSE
As part of its activities, Union de Banques Arabes et Françaises is exposed to credit risk concerning counterparties in connection with the countries in which such counterparties are situated. In a difficult economic context, there is a risk of deterioration in the quality of the credit portfolio and of an increase in commitments at risk or in default. Impairments on loans and receivables are created to cover such risks, either on an individual or on a collective basis. Collective impairments are determined from an estimate of expected losses resulting from the probabilities of default associated with counterparties' ratings. Individual impairments are recorded by allocation to the income statement once a proven risk of partial or total non-recovery appears on doubtful receivables. Such risk and the impairments are assessed by a significant risks committee. Identification of receivables subject to impairments and assessment of the level of impairment constitute an area of significant estimation. Insofar as an error of judgement or calculation might have a significant impact on the results of Union de Banques Arabes et Françaises, we have taken the view that such matter constituted a key point of the audit. Amounts outstanding for which an individual impairment or a collective provision is recorded at 31 December 2019 are recorded under receivables from credit institutions and customer transactions. Impairments are recorded as a deduction from assets or as provisions for risks and charges, and charges/reversals are recorded under cost of risk. See notes Significant events, 1, 2, 11 and 18 of the notes to the annual financial statements.	We have examined the procedures for identifying loans and receivables at risk, as well as the mechanism for assessing and recording the corresponding provisions. More precisely, we have: ▶ taken note of the process for identifying and monitoring outstanding payments and classifying them as doubtful; ▶ examined the reports of the governance decisions concerning the provisioning processes; ▶ examined by sampling the adequacy of the documentation of files in terms of the specific impairments created; ▶ examined the controls related to the data used to calculate collective impairments (calculation basis and statistical parameters in particular); ▶ recalculated the collective provisions for a sample of credits; ▶ compared the amount of the collective provision calculated to the amount entered in the accounts.

[Risk on the assessment of provisions for regulatory disputes]

RISK IDENTIFIED	OUR RESPONSE
The company is exposed to a certain number of legal disputes that could result in sanctions or convictions. These disputes relate to legal proceedings with a third party (credit institution or customers) and regulatory investigations. As stated in the principles and accounting methods of the notes to the annual financial statements, the estimate of the risks at period end results from management's best assessment, given the items in its possession. The decision whether or not to recognise a provision and its amount requires by its nature the use of judgement, on account of the difficulty in estimating the outcome of the disputes under way. We have taken the view that the estimate of such provisions constituted a key point of the audit given the sensitivity of the assumptions made by management. Disputes subject to a provision at 31 December 2019 are presented in the "Significant events" section and the corresponding provisions in note 11 to the annual financial statements.	The risk of a significant outflow of resources relates to a limited number of files whose development we regularly monitor. We have taken note of the process for assessing the provisions concerning such files by engaging in regular exchanges with management and more particularly the Group's legal, risk and compliance departments. Our work has consisted in: ▶ assessing the assumptions used to determine the provisions from the information available (files of the committee for monitoring provisions, files created by the legal department, the risk department or the Board of Union de Banques Arabes et Françaises); ▶ examining the analysis or conclusions of the bank's legal counsel supplied by the bank or obtained following our circularisation procedures; ▶ analysing the documents submitted to the governance bodies and the communications with the authorities.

Specific checks

We have also carried out the specific checks set out in laws and regulations in accordance with the professional standards applicable in France.

[Information given in the management report and in the other documents sent to the shareholders on the financial situation and the annual financial statements]

We have no comments to make on the fairness of and consistency with the annual financial statements of the information given in the management report of the Board of Directors of 11 May 2020 and in the other documents sent to the shareholders on the financial situation and the annual financial statements, other than the point below. With regard to recent events and the elements known after the closing date of the financial statements relating to the effects of the Covid-19 crisis, management has informed us that they will be the subject of a communication to the general meeting called to approve the financial statements.

The fairness of and consistency with the annual financial statements of the information regarding payment terms referred to in Article D.441-4 of the French Commercial Code call for the following comment: as stated in the management report, this information does not include banking transactions and connected operations as Union de Banques Arabes et Françaises does not consider that they fall within the scope of information to be produced.

[Corporate governance report]

We certify that the information required by Article L. 225-37-4 of the French Commercial Code (Code de commerce) has been included in the Board of Directors' report on corporate governance.

Information resulting from other legal and regulatory obligations

[Appointment of the statutory auditors]

We were appointed statutory auditors of Union de Banques Arabes et Françaises by your General Meetings of 30 May 2007 for PricewaterhouseCoopers Audit and of 30 May 2013 for Ernst & Young et Autres.

At 31 December 2019, PricewaterhouseCoopers Audit was in the thirteenth consecutive year of its assignment, and Ernst & Young et Autres in its seventh year.

Responsibilities of management and of the persons providing corporate governance related to the annual financial statements

Management is responsible for preparing the annual financial statements, giving a true and fair picture in accordance with French accounting rules and principles, and for putting in place the internal control procedures that it deems necessary to enable preparation of annual financial statements free of material misstatement, whether due to fraud or error.

When the annual financial statements are prepared, management must assess the company's ability to continue trading, present in such financial statements, where appropriate, the necessary information on the business as a going concern and apply the going-concern principle, unless there is a plan to liquidate the company or for it to cease trading.

The Audit Committee must monitor the process for preparing the financial information and monitor the effectiveness of the internal control and risk management systems and, where appropriate, the internal audit system, as regards the procedures related to the preparation and processing of accounting and financial information.

The annual financial statements have been approved by the Board of Directors.

Responsibilities of the Statutory Auditors related to auditing the annual financial statements

[Audit objective and approach]

We are required to prepare a report on the annual financial statements. Our objective is to obtain reasonable assurance that the annual financial statements taken as a whole do not contain any material misstatements. Reasonable assurance corresponds to a high level of assurance without, however, guaranteeing that an audit conducted in accordance with professional standards makes it possible to systematically detect all material misstatements. Misstatements may be due to fraud or error and are regarded as material when it can reasonably be expected that they may, taken individual or cumulatively, influence the economic decisions that users of the financial statements make based on them.

As specified in Article L.823-10-1 of the French Commercial Code, our certification of the financial statements does not consist in guaranteeing the viability or quality of the management of your company.

In conducting an audit in accordance with the professional standards applicable in France, the Statutory Auditor exercises his/her professional judgement throughout such audit. Furthermore:

- he/she identifies and assesses the risks that the annual financial statements contain material misstatements, whether due to fraud or error, defines and implements audit procedures in the face of such risks, and obtains items that he/she deems sufficient and appropriate for forming his/her opinion. The risk of non-detection of a material misstatement due to fraud is greater than that of a material misstatement due to error, since fraud may involve collusion, falsification, deliberate omissions, false declarations or bypassing of internal controls;

- ▶ he/she takes note of the internal controls relevant to the audit with a view to defining audit procedures appropriate in the circumstances, and not with the aim of expressing an opinion on the effectiveness of the internal control;
- ▶ he/she assesses the appropriateness of the accounting methods used and the reasonableness of the accounting estimates made by management, as well as the information concerning them provided in the annual financial statements;
- ▶ he/she assesses the appropriateness of the application by management of the going-concern principle and, depending on the items obtained, the existence or otherwise of any significant uncertainty linked to events or circumstances likely to call into question the company's ability to continue trading. Such assessment is based on the items obtained up to the date of his/her report, on the understanding, however, that subsequent circumstances or events might call into question whether it is a going concern. If he/she concludes that a significant uncertainty exists, he/she draws the attention of the readers of his/her report to the information provided in the annual financial statements concerning such uncertainty or, if such information is not provided or is not relevant, he/she formulates a qualified certification or a refusal to certify;
- ▶ he/she assesses the overall presentation of the annual financial statements and assesses whether they reflect the underlying operations and events so as to give a true and fair picture of them.

[Report to the Audit Committee]

We submit a report to the Audit Committee setting out the scope of our audit and the work plan implemented, along with the conclusions arising from our work. We also draw its attention to any significant weaknesses in internal control identified by us in the procedures related to the preparation and processing of accounting and financial information.

Among the items notified in the report to the Audit Committee are the risks of material misstatements that we assess to have been greatest for the audit of the annual financial statements for the period and which accordingly represent the key points of the audit, which we are required to set out in this report.

We also provide the Audit Committee with the declaration specified in Article 6 of Regulation (EU) No 537-2014 confirming our independence, within the meaning of the rules applicable in France as determined by Articles L.822-10 to L.822-14 of the French Commercial Code and in the Code of Ethics for statutory auditors. We will if necessary discuss with the Audit Committee any risks affecting our independence and the safeguarding measures applied.

Neuilly-sur-Seine and Paris-La Défense, 14 May 2020

The Statutory Auditors

PricewaterhouseCoopers Audit
Laurent Tavernier

ERNST & YOUNG et Autres
Matthieu Préchoux

2.2 Statutory Auditors' Report on the Consolidated Financial Statements

To the General Meeting
of Union de Banques Arabes et Françaises,

Opinion

In the performance of the assignment entrusted to us by your General Meeting, we have audited the consolidated financial statements of Union de Banques Arabes et Françaises for the period ended 31 December 2019, as appended to this report. These financial statements were approved by the Board of Directors meeting of 11 May 2020 on the basis of the information available at that date in the context of the evolving Covid-19 health crisis.

We certify that, in accordance with French accounting rules and principles, the consolidated financial statements are consistent and truthful and present a true and fair picture of the operating profits and losses for the past period as well as the financial situation

and assets and liabilities, at the end of the period, of the entities included in the consolidation scope.

The opinion given above is consistent with the content of our report to the Audit Committee.

Basis of our opinion

[Audit terms of reference]

We conducted our audit in accordance with the professional standards applicable in France. We believe that the audit evidence we have obtained provides a sufficient and appropriate basis for our audit opinion.

Our responsibilities pursuant to such standards are set out in the "Responsibilities of Statutory Auditors related to auditing the consolidated financial statements" section of this report.

[Independence]

We have carried out our audit assignment in accordance with the rules of independence applicable to us, over the time from 1 January 2019 to the date of issuance of our report, and we have not provided services prohibited by Article 5 (1) of Regulation (EU) No 537/2014 or the Code of Ethics for statutory auditors.

Justification of our assessments – Key points of the audit

In accordance with the provisions of Articles L.823 9 and R.823 7 of the French Commercial Code on the justification of our assessments, we draw your attention to the key points of the audit concerning the risks of material misstatements that, in our professional judgement, were greatest for the audit of the annual financial statements for the period, together with the responses made by us to such risks.

Such assessments thus form part of the overall approach to the audit of the consolidated financial statements, approved as mentioned above, and the formulation of our opinion expressed above. We do not express any opinion on the items of these consolidated financial statements taken in isolation.

[Credit risk and estimation of provisions and impairments on performing or defaulted loans]

RISK IDENTIFIED	OUR RESPONSE
As part of its activities, Union de Banques Arabes et Françaises is exposed to credit risk concerning counterparties in connection with the countries in which such counterparties are situated. In a difficult economic context, there is a risk of deterioration in the quality of the credit portfolio and of an increase in commitments at risk or in default. Impairments on loans and receivables are created to cover such risks, either on an individual or on a collective basis. Collective impairments are determined from an estimate of expected losses resulting from the probabilities of default associated with counterparties' ratings. Individual impairments are recorded by allocation to the income statement once a proven risk of partial or total non-recovery appears on doubtful receivables. Such risk and the impairments are assessed by a significant risks committee. Identification of receivables subject to impairments and assessment of the level of impairment constitute an area of significant estimation. Insofar as an error of judgement or calculation might have a significant impact on the results of Union de Banques Arabes et Françaises, we have taken the view that such matter constituted a key point of the audit. Amounts outstanding for which an individual impairment or a collective provision is recorded at 31 December 2019 are recorded under receivables from credit institutions and customer transactions. Impairments are recorded as a deduction from assets or as provisions for risks and charges, and charges/reversals are recorded under cost of risk. See notes Significant events, 1, 2, 10 and 16 of the notes to the consolidated financial statements.	We have examined the procedures for identifying loans and receivables at risk, as well as the mechanism for assessing and recording the corresponding provisions. More precisely, we have: ▶ taken note of the process for identifying and monitoring outstanding payments and classifying them as doubtful; ▶ examined the reports of the governance decisions concerning the provisioning processes; ▶ examined by sampling the adequacy of the documentation of files in terms of the specific impairments created; ▶ examined the controls related to the data used to calculate collective impairments (calculation basis and statistical parameters in particular); ▶ recalculated the collective provisions for a sample of credits; ▶ compared the amount of the collective provision calculated to the amount entered in the accounts.

[Risk on the assessment of provisions for regulatory disputes]

RISK IDENTIFIED	OUR RESPONSE
The company is exposed to a certain number of legal disputes that could result in sanctions or convictions. These disputes relate to legal proceedings with a third party (credit institutions or customers) and regulatory investigations. As stated in the principles and accounting methods of the notes to the consolidated financial statements, the estimate of the risks at period end results from management's best assessment, given the items in its possession. The decision whether or not to recognise a provision and its amount requires by its nature the use of judgement, on account of the difficulty in estimating the outcome of the disputes under way. We have taken the view that the estimate of such provisions constituted a key point of the audit given the sensitivity of the assumptions made by management. Disputes subject to a provision at 31 December 2019 are presented in the "Significant events" section and the corresponding provisions in note 10 to the consolidated financial statements.	The risk of a significant outflow of resources relates to a limited number of files whose development we regularly monitor. We have taken note of the process for assessing the provisions concerning such files by engaging in regular exchanges with management and more particularly the Group's legal, risk and compliance departments. Our work has consisted in: ▶ assessing the assumptions used to determine the provisions from the information available (files of the committee for monitoring provisions, files created by the legal department, the risk department or the Board of Union de Banques Arabes et Françaises); ▶ examining the analysis or conclusions of the bank's legal counsel supplied by the bank or obtained following our circularisation procedures; ▶ analysing the documents submitted to the governance bodies and the communications with the authorities.

Specific checks

We have also carried out the specific checks set out in the laws and regulations in accordance with the professional standards applicable in France, of the information about the group, given in the management report of the Board of Directors of 11 May 2020. With regard to recent events and the elements known after the closing date of the financial statements relating to the effects of the Covid-19 crisis, management has informed us that they will be the subject of a communication to the general meeting called to approve the financial statements.

We have no comments to make on its fairness and consistency with the consolidated financial statements.

Information resulting from other legal and regulatory obligations

[Appointment of the Statutory Auditors]

We were appointed Statutory Auditors of Union de Banques Arabes et Françaises by your General Meetings of 30 May 2007 for PricewaterhouseCoopers Audit and of 30 May 2013 for Ernst & Young et Autres.

At 31 December 2019, PricewaterhouseCoopers Audit was in the thirteenth consecutive year of its assignment, and Ernst & Young et Autres in its seventh year.

Responsibilities of management and of the persons providing corporate governance related to the consolidated financial statements

Management is responsible for preparing the consolidated financial statements, giving a true and fair picture in accordance with French accounting rules and principles, and for putting in place the internal control procedures that it deems necessary to enable preparation of consolidated financial statements free of material misstatement, whether due to fraud or error.

When the consolidated financial statements are prepared, management must assess the company's ability to continue trading, present in such financial statements, where appropriate, the necessary information on the business as a going concern and apply the going-concern principle, unless there is a plan to liquidate the company or for it to cease trading.

The Audit Committee must monitor the process for preparing the financial information and monitor the effectiveness of the internal control and risk management systems and, where appropriate, the internal audit system, as regards the procedures related to the preparation and processing of accounting and financial information.

The consolidated financial statements have been approved by the Board of Directors.

Responsibilities of the Statutory Auditors related to auditing the consolidated financial statements

[Audit objective and approach]

We are required to prepare a report on the consolidated financial statements. Our objective is to obtain reasonable assurance that the consolidated financial statements taken as a whole do not contain any material misstatements. Reasonable assurance corresponds to a high level of assurance without, however, guaranteeing that an audit conducted in accordance with professional standards makes it possible to systematically detect all material misstatements. Misstatements may be due to fraud or error and are regarded as material when it can reasonably be expected that they may, taken individual or cumulatively, influence the economic decisions that users of the financial statements make based on them.

As specified in Article L.823-10-1 of the French Commercial Code, our certification of the financial statements does not consist in guaranteeing the viability or quality of the management of your company.

In conducting an audit in accordance with the professional standards applicable in France, the Statutory Auditor exercises his/her professional judgement throughout such audit. Furthermore:

- ▶ he/she identifies and assesses the risks that the consolidated financial statements contain material misstatements, whether due to fraud or error, defines and implements audit procedures in the face of such risks, and obtains items that he/she deems sufficient and appropriate for forming his/her opinion. The risk of non-detection of a material misstatement due to fraud is greater than that of a material misstatement due to error, since fraud may involve collusion, falsification, deliberate omissions, false declarations or bypassing of internal controls;
- ▶ he/she takes note of the internal controls relevant to the audit with a view to defining audit procedures appropriate in the circumstances, and not with the aim of expressing an opinion on the effectiveness of the internal control;
- ▶ he/she assesses the appropriateness of the accounting methods used and the reasonableness of the accounting estimates made by management, as well as the information concerning them provided in the consolidated financial statements;

- ▶ he/she assesses the appropriateness of the application by management of the going-concern principle and, depending on the items obtained, the existence or otherwise of any significant uncertainty linked to events or circumstances likely to call into question the company's ability to continue trading. Such assessment is based on the items obtained up to the date of his/her report, on the understanding, however, that subsequent circumstances or events might call into question whether it is a going concern. If he/she concludes that a significant uncertainty exists, he/she draws the attention of the readers of his/her report to the information provided in the consolidated financial statements concerning such uncertainty or, if such information is not provided or is not relevant, he/she formulates a qualified certification or a refusal to certify;
- ▶ he/she assesses the overall presentation of the consolidated financial statements and assesses whether they reflect the underlying operations and events so as to give a true and fair picture of them;
- ▶ concerning the financial information of the entities included in the consolidation scope, he/she obtains items that he/she regards as sufficient and appropriate to express an opinion on the consolidated financial statements. He/she is responsible for directing, supervising and conducting the audit of the consolidated financial statements and for the opinion expressed in such financial statements.

[Report to the Audit Committee]

We submit a report to the Audit Committee setting out the scope of our audit and the work plan implemented, along with the conclusions arising from our work. We also draw its attention to any significant weaknesses in internal control identified by us in the procedures related to the preparation and processing of accounting and financial information.

Among the items notified in the report to the Audit Committee are the risks of material misstatements that we assess to have been greatest for the audit of the consolidated financial statements for the period and which accordingly represent the key points of the audit, which we are required to set out in this report.

We also provide the Audit Committee with the declaration specified in Article 6 of Regulation (EU) No 537-2014 confirming our independence, within the meaning of the rules applicable in France as determined by Articles L.822-10 to L.822-14 of the French Commercial Code and in the Code of Ethics for statutory auditors. We will if necessary discuss with the Audit Committee any risks affecting our independence and the safeguarding measures applied.

Neuilly-sur-Seine and Paris-La Défense, 14 May 2020

The Statutory Auditors

PricewaterhouseCoopers Audit
Laurent Tavernier

ERNST & YOUNG et Autres
Matthieu Préchoux

3 RESOLUTIONS

adopted by the Ordinary General Meeting of May 29, 2020

1st and 2nd resolutions Approval of the 2019 financial statements

[Statement]

The 1st and 2nd resolutions submit, for the approval of the general meeting, the annual and consolidated financial statements of Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF as at 31 December 2019.

FIRST RESOLUTION

(Approval of the 2019 annual financial statements)

The general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, having considered the corporate governance report of the board of directors, the management report of the board of directors and the statutory auditors' reports, approves the annual financial statements for the year ended 31 December 2019, as they are presented.

It also approves the transactions reflected in these financial statements or summarised in these reports, as well as the management actions carried out by the board during the past financial year and thereby discharges the members of the board for fulfilling their responsibilities.

SECOND RESOLUTION

(Approval of the 2019 consolidated financial statements)

The general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, having considered the corporate governance report of the board of directors, the management report of the board of directors and the statutory auditors' reports, approves the consolidated financial statements for the year ended 31 December 2019, as they are presented.

It also approves the transactions reflected in these financial statements or summarised in these reports.

3rd resolution Appropriation of income for the year ending 31 December 2019

[Statement]

The 3rd resolution submits for the approval of the general meeting the appropriation of income for the 2019 financial year.

Income for the financial year is -12,768,046.78 euros; there is therefore no distributable income.

This 3rd resolution proposes not to distribute a dividend, due to the negative result.

THIRD RESOLUTION

The general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, having considered the corporate governance report of the board of directors, the management report of the board of directors and the statutory auditors' reports, and having noted that the result for the 2019 financial year is -12,768,046.78 euros, has decided, on the proposal of the board of directors, to record this result to the debit of the retained earnings, thus amounting to -12,768,046.78 euros.

The general meeting decides not to distribute a dividend to the shareholders.

In accordance with article 243 bis of the French General Tax Code, the general meeting recognised, in addition, that for the last three financial years, the following dividends were distributed:

Year	Dividend	Number of shares
2018	€2,785,858	1,638,740
2017	€0	1,638,740
2016	€0	1,638,740

4th to 6th resolutions Related-party agreements

[Statement]

The purpose of the 4th to 6th resolutions is to submit for the approval of the general meeting fourteen (14) related-party agreements, signed with Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB and *Crédit Agricole Payments & Services*, duly authorised by the board of directors and the general meeting during previous years and whose performance continued during the financial year 2019 and which were subject to a special statutory auditors' report.

FOURTH RESOLUTION

(Approval of a related-party agreement signed with Crédit Agricole S.A.)

The general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, having considered the corporate governance report of the board of directors and the special statutory auditors' report on the agreements cited in articles L.225-38 and L.225-40 to L.225-42 of the French Commercial Code, approves the agreement signed with *Crédit Agricole S.A.*, as presented in the special statutory auditors' report.

FIFTH RESOLUTION

(Approval of twelve related-party agreements signed with Crédit Agricole CIB)

The general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, having considered the corporate governance report of the board of directors and the special statutory auditors' report on the agreements cited in articles L.225-38 and L.225-40 to L.225-42 of the French Commercial Code, approves the agreements signed with *Crédit Agricole CIB*.

SIXTH RESOLUTION

(Approval of a related-party agreement signed with Crédit Agricole S.A. and Crédit Agricole Payments & Services)

The ordinary general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, having considered the corporate governance report of the board of directors and the special statutory auditors' report on the agreements cited in articles L.225-38 and L.225-40 to L.225-4242 of the French Commercial Code, approves the agreement signed with *Crédit Agricole S.A. and Crédit Agricole Payments & Services* as presented in the special statutory auditors' report.

7th to 17th resolutions Governance - Composition of the Board of Directors - Directors' mandates

[Statement]

The board of directors proposes nine (9) resolutions to the general meeting relative to its composition.

The purpose of the 7th resolution is to ratify the appointment of Ms Céline Arnal, co-opted by the board of directors at its meeting of 11 May 2020 to replace Mr Jean-François Balay, resigning director.

The 8th to 15th resolutions propose that the general meeting renews the term of office of the following directors, expiring at the end of general meeting:

- Mr Farouk El-Okdah;
- Central Bank of Egypt;
- Banque Extérieure d'Algérie;
- Arab African International Bank;
- Banque Centrale Populaire;
- Libyan Foreign Bank;
- Crédit Agricole CIB; and
- Mr Jean-Yves Hoher.

The 16th resolution proposes to the general meeting to appoint Ms Neila Tazi, as class A director, to replace Mr Ali Marafi, class A director, due to his resignation.

The 17th resolution proposes to the general meeting to appoint Ms Patricia Bogard, as class B director, to replace Mr François Kanoui, class B director, whose term of office expires at the end of the general meeting.

SEVENTH RESOLUTION

(Ratification of the appointment by co-optation of Ms Céline Arnal, class B director)

The general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, ratifies the co-opting, as a class B director, of Ms Céline Arnal, at the board of directors' meeting of 11 May 2020, in replacement of Mr Jean-François Balay, resigning director, for the remaining duration of Mr Jean-François Balay's term of office, this being after the ordinary general meeting of 2023, called to approve the financial statements for the year ending 31 December 2022.

EIGHTH RESOLUTION

(Renewal of the term of office of Mr Farouk El-Okdah, class A director)

The general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, notes that the term of office of Mr Farouk El-Okdah as class A director expires today and, pursuant to Article 19 of the Articles of Association, renews said term of office for a period of four years, which will expire at the end of the ordinary general meeting which will be called in 2024 to approve the financial statements for the year ended 31 December 2023.

NINTH RESOLUTION

(Renewal of the term of office of the Central Bank of Egypt, class A director)

The general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, notes that the term of office of the Central Bank of Egypt as class A director expires today and, pursuant to Article 19 of the Articles of Association, renews said term of office for a period of four years, which will expire at the end of the ordinary general meeting which will be called in 2024 to approve the financial statements for the year ended 31 December 2023.

TENTH RESOLUTION

(Renewal of the term of office of the Banque Extérieure d'Algérie, class A director)

The general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, notes that the term of office of the Banque Extérieure d'Algérie as class A director expires today and, pursuant to Article 19 of the Articles of Association, renews said term of office for a period of four years, which will expire at the end of the ordinary general meeting which will be called in 2024 to approve the financial statements for the year ended 31 December 2023.

ELEVENTH RESOLUTION

(Renewal of the term of office of the Arab African International Bank, class A director)

The general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, notes that the term of office of the Arab African International Bank as class A director expires today and, pursuant to Article 19 of the Articles of Association, renews said term of office for a period of four years, which will expire at the end of the ordinary general meeting which will be called in 2024 to approve the financial statements for the year ended 31 December 2023.

TWELFTH RESOLUTION

(Renewal of the term of office of the Banque Centrale Populaire, class A director)

The general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, notes that the term of office of the Banque Centrale Populaire as class A director expires today and, pursuant to Article 19 of the Articles of Association, renews said term of office for a period of four years, which will expire at the end of the ordinary general meeting which will be called in 2024 to approve the financial statements for the year ended 31 December 2023.

THIRTEENTH RESOLUTION

(Renewal of the term of office of the Libyan Foreign Bank, class A director)

The general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, notes that the term of office of the Libyan Foreign Bank as class A director expires today and, pursuant to Article 19 of the Articles of Association, renews said term of office for a period of four years, which will expire at the end of the ordinary general meeting which will be called in 2024 to approve the financial statements for the year ended 31 December 2023.

FOURTEENTH RESOLUTION

(Renewal of the term of office of Crédit Agricole CIB, class A director)

The general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, notes that the term of office of Crédit Agricole CIB as class A director expires today and, pursuant to Article 19 of the Articles of Association, renews said term of office for a period of four years, which will expire at the end of the ordinary general meeting which will be called in 2024 to approve the financial statements for the year ended 31 December 2023.

FIFTEENTH RESOLUTION

(Renewal of the term of office of Mr Jean-Yves Hoher, class B director)

The general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, notes that the term of office of Mr Jean-Yves Hoher as class B director expires today and, pursuant to Article 19 of the Articles of Association, renews said term of office for a period of four years, which will expire at the end of the ordinary general meeting which will be called in 2024 to approve the financial statements for the year ended 31 December 2023.

SIXTEENTH RESOLUTION

(Appointment of Ms Neila Tazi, class A director)

The general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, notes the resignation of Mr Ali Marafi from his position as class A director, notified to the company on 9 May 2020 and effective as of 12 May 2020.

Consequently, the general meeting appoints Ms Neila Tazi as class A director, replacing Mr Ali Marafi, for a term of four years which will expire at the end of the ordinary general meeting which will be called in 2024 to approve the financial statements for the year ending 31 December 2023.

SEVENTEENTH RESOLUTION

(Appointment of Ms Patricia Bogard, class B director)

The general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, notes that the term of office of Mr François Kanoui as class B director expires today and decides to appoint, pursuant to Article 19 of the Articles of Association, as a class B director, Ms Patricia Bogard, replacing Mr François Kanoui, for a period of four years, which will expire at the end of the ordinary general meeting which will be called in 2024 to approve the financial statements for the year ended 31 December 2023.

18th resolution**Remuneration paid to the directors in respect of all duties performed****[Statement]**

The 18th resolution proposes to the general meeting to maintain the remuneration paid to the directors at 228,714 euros, net of taxes and social security contributions.

EIGHTEENTH RESOLUTION

(Determining the remuneration paid to the directors in respect of all duties performed)

The general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, in accordance with article L.225-45 of the French Commercial Code, has decided to set the overall annual amount paid to the directors as remuneration in respect of their duties for the 2019 financial year at 228,714 euros net of taxes and social security contributions.

19th resolution**Consultation on the overall remuneration paid, during the past year, to the effective directors within the meaning of article L.511-13 of the French monetary and financial code, and to categories of staff identified within the meaning of article L.511-71 of the same code****[Statement]**

By voting for the 19th resolution, in accordance with the provisions of Article L.511-73 of the French Monetary and Financial Code, the general meeting's consultative opinion is requested on the overall remuneration of any kind paid during the past financial year to the executive officers within the meaning of article L.511-13 of the French Monetary and Financial Code and to identified categories of staff within the meaning of article L.511-71 of the same code, including risk-takers, persons exercising a control function, as well as any employee who, with respect to their overall income, is in the same remuneration tranche, and whose professional activities have a significant impact on the risk profile of the company or group.

NINETEENTH RESOLUTION

(In accordance with the provisions of article L.511-73 of the French Monetary and Financial Code, consultative opinion of the general meeting on the overall remuneration of any kind paid, during the past financial year, to the effective directors within the meaning of article L.511-13 of the French Monetary and Financial Code, and to categories of staff identified within the meaning of article L.511-71 of the same code)

The general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, having considered the corporate governance report of the board of directors and in accordance with article L.511-73 of the French Monetary and Financial Code, issues a favourable opinion on the overall of remuneration of any kind paid during the past year, totalling 3,136,756 euros, to the executive officers within the meaning of article L.511-13 of the French Monetary and Financial Code and to identified categories of staff within the meaning of article L.511-71 of the same code, including risk-takers, persons exercising a control function, as well as any employee who, with respect to their overall income, is in the same remuneration tranche, and whose professional activities have a significant impact on the risk profile of the company or group.

20th resolution

Powers to carry out legal formalities

[Statement]

The 20th resolution is a standard resolution granting the powers necessary to proceed with the legal filing and publication formalities following the general meeting.

TWENTIETH RESOLUTION

(Powers to carry out legal formalities)

The general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, grants all powers to the bearer of an original version, a copy or an extract of the minutes of this ordinary general meeting to proceed with all legal filing and publication formalities relative or subsequent to the decisions made under the preceding and/or additional resolutions.

4 EXTRACT FROM THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

2019 fiscal year

Consolidated balance sheet for publication

(in thousands of euros)

Assets

Notes	12 / 2019	12 / 2018
1 Interbank and equivalent transactions	1,043,428	1,242,053
2 Transactions with customers	688,894	583,793
3 Bonds, shares and other fixed- or variable-income securities	91,782	139,964
4 Equity securities and shares in related companies	474	467
5 Tangible and intangible assets	4,023	4,641
6 Accruals and other assets	15,684	18,170
TOTAL ASSETS	1,844,285	1,989,088

Liabilities

Notes	12 / 2019	12 / 2018
7 Interbank and equivalent transactions	1,241,090	1,242,388
8 Transactions with customers	177,332	310,957
9 Accruals and other liabilities	46,138	44,984
10 Provisions for risks and charges	73,941	69,362
Subordinated debt	0	0
10 Funds for General Banking Risks (FGBR)	0	0
Minority interests	975	1,017
Reserves	1,029	981
Income	-54	36
11 Shareholders' equity, group share (excluding FGBR)	304,809	320,379
Subscribed capital	250,727	250,727
Consolidated and other reserves (+/-)	66,914	68,673
Income for the year (+/-)	-12,833	979
TOTAL LIABILITIES	1,844,285	1,989,088

Off-balance sheet

Notes		12/2019	12/2018
	COMMITMENTS GIVEN		
12	Banking activity commitments given	2,560,535	2,213,702
	Financing commitments	569,506	581,421
	Guarantees	1,991,029	1,632,281
	COMMITMENTS RECEIVED		
13	Banking activity commitments received	191,123	290,001
	Financing commitments	0	0
	Guarantees	191,123	290,001
	FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS		
	Currency to be received	325,362	330,220
	Currency to be delivered	325,353	336,614

Consolidated income statement for publication

(in thousands of euros)

Notes		12/2019	12/2018
	BANKING OPERATING INCOME AND EXPENDITURE		
	Interest and equivalent income	61,323	47,409
	Interest and equivalent expenses	(42,562)	(31,810)
	Income from variable-income securities		
	Fees (income)	35,950	30,386
	Fees (expenses)	(2,493)	(2,748)
	Gains or losses on investment portfolio and equivalent transactions	(455)	(397)
	Other net banking operating income	11	13
14	NET BANKING INCOME	51,773	42,852
15	General operating expenses	(42,457)	(39,555)
	Amortisation/depreciation and provisions for intangible and tangible assets	(984)	(936)
	GROSS OPERATING INCOME	8,331	2,361
16	Cost of risk	(20,672)	(736)
	OPERATING INCOME	(12,341)	1,625
	Gains or losses on fixed assets	(2)	(28)
	INCOME BEFORE TAXES	(12,342)	1,597
	Exceptional items	13	228
17	Corporate income tax	(558)	(810)
	Allocations/reversals to/from FGBR and regulatory provisions	0	0
	CONSOLIDATED NET INCOME	(12,887)	1,015
	Minority interests	(54)	36
	NET INCOME - GROUP SHARE	(12,833)	979
	Earnings per share (in euros)	NS	0.60

5 EXTRACT FROM THE NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

2019 fiscal year

Method and scope of consolidation

The full consolidation method is used.

The scope of consolidation is the same as that of the previous year. It includes just one entity whose company name is UBAF (Hong Kong) Limited, 53.98% of whose financial rights and 54.07% of whose voting rights are held by UBAF.

Key events

[OFAC]

The Office of Foreign Assets Control (OFAC), the Department of Justice (DOJ), the office of the District Attorney of New York County (DANY) and other US government authorities ("US authorities") monitor compliance with economic sanctions and restrictive measures relating to banking activities, imposed by the laws and regulations of the United States of America, against certain foreign countries, individuals, legal persons or entities.

On its own initiative, UBAF conducted an internal review with the help of specialist international firms to identify any potential payments in US dollars likely to involve directly or indirectly these countries, individuals or entities under sanctions for the period between May 2009 and May 2014 in order to cooperate fully with the US Authorities.

The preliminary conclusions of this review, which relate to substantial amounts, were shared in 2014 and 2015 with the US Authorities and discussions concerning them are still in progress. However, the DOJ has confirmed that it will not take any measures against UBAF.

Currently, neither the outcome of this review nor the date on which it will end can be known. However, if the findings of this investigation lead it to it, OFAC could, as it has for other financial institutions, impose a fine likely to have a significant financial impact, and a stronger compliance programme.

Over the years and as a precautionary measure, the bank has built up a provision of 20 million euros, which will be adjusted as the discussions with the US authorities proceed. It has also strengthened its internal control system to ensure strict compliance with international sanctions.

[Favourable court decision]

At the end of April 2020, the Versailles Court of Appeal issued a decision confirming the first instance judgement and entirely rejecting the payment claims of a former client, amounting to 69.6 million US dollars, following the compensation of letters of credit by UBAF in 2011.

[External Fraud]

A post-closing event that occurred on 16 January 2020 in one of our units in Asia impacted our 2019 financial statements. The consequences of this event have been identified in the 2019 financial statements.

More recently, a suspicion of fraud was also identified at one of our counterparties in the Middle East. Investigations are still ongoing to determine the actual amount of the company's debt and possible fraud patterns. Certain criminal proceedings have already been initiated and the company is under judicial administration. As it is a very strategic asset for the entire region, there is reasonable assurance that it will be preserved through a structurally balanced restructuring.

As a result, it is still too early to determine the extent and potential consequences for our exposure.

[Lebanon]

Lebanon announced its first payment default on 7 March 2020. It should be noted that 7% of UBAF's 2019 commercial net banking income was generated in Lebanon. As a result, the banking counterparties with which UBAF has a commercial relationship are monitored closely and proactively. Most of these banks honour their commitments on their 2020 maturity date or according to the contractually agreed payment terms.

[COVID-19]

This unprecedented situation contains three distinct components: a health component, a technical component to ensure business continuity and an economic and financial component that will continue after the resolution of the first two elements.

The management procedures for the health component are essentially the result of the government measures taken on 13 March requiring the closure of educational establishments and businesses, the reduction of transport services, keeping employees at home when teleworking is possible, and the application of the basic principles of hygiene and social distancing. UBAF complied with these measures without difficulty and had already taken prior steps in this direction.

Business continuity, aimed at striking a balance between operational security and maintaining business activity, was and still is a crucial step in managing this crisis at head office. It should be noted that our two main branches in the network (Singapore and South Korea) have adopted a specific operating mode implementing their contingency plan while maintaining measures on the main site.

The economic and financial component will certainly be the most lasting and intense. The global economic forecasts look very pessimistic in line with the feared consequences on international trade flows. A significant reduction in value is to be expected in 2020, with a gradual recovery from 2021 onwards. Various impacts on the resilience of buyers, sellers and intermediary banks are feared, not forgetting government decisions that could temporarily

limit currency flows. UBAF has taken these parameters into account and adjusted its 2020 work plan by proposing that its Board of Directors focuses on so-called core businesses (energy, agri-food, health, equipment and industry, etc.) excluding those that are more incidental (leisure, luxury, services, clothing, etc.) and by rolling them out along a well-tested value chain: knowledge of the seller, the buyer, the financial intermediaries, limitation of financing in terms of duration and according to their purpose. The emerging countries in which UBAF operates are certainly fragile from a health and operational point of view, but they also have basic import and export needs that cannot be met outside of international trade. Consequently, the crisis linked to the Covid-19 epidemic could therefore have significant financial consequences for UBAF that are difficult to measure at this time.

Accounting principles and valuation methods

[Accounting rules and methods]

The financial statements are prepared in accordance with French accounting standards applicable to credit institutions pursuant to the provisions of the Autorité des Normes Comptables (French Accounting Standards Authority) (ANC regulation no. 2014-07 of 26 November 2014 on the accounts of banking sector companies).

Since 1 January 2000, UBAF has applied the regulations on consolidation rules for companies falling under the jurisdiction of the Comité de la Réglementation Bancaire et Financière (French Banking and Financial Regulation Committee) (CRC 99-07).

[Conversion methods]

The balance sheet of each entity is converted directly from the original currency of the transactions into euros at the closing rate on 31 December.

Generally, fee and interest income and expenses and general expenses in foreign currencies are converted at the rate on the day they are recognised. Accrued interest recognised is revalued until its maturity date.

The monthly results in local currencies of the various entities are converted into euros at the month-end rate. The difference between the euro exchange values of the cumulative monthly income of the entities and the exchange value of the annual income at the rate on 31 December is attributed to shareholders' equity.

Differences between the historic cost of permanent operating means in foreign currencies and their exchange value at the closing rate are recorded in accruals without any effect on income.

As at 31 December 2019, an amount of 8.8 million euros corresponding to the unrealised capital loss on donated capital of our branches was recognised in reserves.

Equity securities denominated in foreign currencies are recognised at the historical exchange value of the purchase or subscription cost. The foreign currencies needed to acquire the equity securities are purchased against euros.

[Goodwill arising from first consolidation]

Goodwill arising from first consolidation, amounting to 371 thousand US dollars, has been completely amortised by attributing it to the consolidated profit as at 31 December 1985.

[Deferred taxes]

In accordance with the regulations, the UBAF group recognises deferred tax assets when they are likely to be attributed to profits at a later date in the light of a prudent estimate of the future level of profitability of the tax entities concerned and of a conservative assessment of unknown factors related to tax regulations in force in the countries where the group operates.

The main unrealised deferred tax assets come from head office's deferrable tax losses. In accordance with the above principles, the group considers it prudent not to recognise these assets.

[Principles of separation of accounting periods]

Transactions are recognised in accordance with the principle of separation of accounting periods.

Interest is accrued on a daily basis and therefore recognised on the income statement on a *pro rata temporis* basis.

Fees on guarantees and on medium-term and long-term loans are recognised on a *pro rata temporis* basis.

Fees on documentary credits are recognised at the time of their receipt.

[Principles for recognising receivables]

Receivables are shown in the balance sheet at their nominal value or their acquisition price.

Interest is recognised on a *pro rata temporis* basis and is shown in the balance sheet with the principal.

[Doubtful debt]

Reclassification as doubtful debt is done on the basis of the criteria defined in article 2221-1 of ANC regulation no. 2014-07:

- more than 90 days past due, except in cases not related to the debtor's financial position;
- debtor's financial position, regardless of any past-due payments, constituting a proven risk (alert procedures);
- litigation directly initiated between the institution and its counterparty.

All sums due including both interest and capital are considered doubtful debt.

Doubtful debt is recognised on the balance sheet net of guarantees when the issuer of the guarantee is considered solvent and the eligibility conditions for the guarantee are met.

Bad debt is debt for which a return to normal is not foreseeable in the near future or debt whose contractual due date has not been honoured for more than a year. Interest on bad debt is no longer recognised.

Bad debt outstandings, with extremely low prospects for recovery and which are expected to be written off, must be the subject of an impairment for an appropriate amount. This is a decision for the sensitive risks committee.

When there is a proven risk of partial or total non-recovery, doubtful debts are individually subject to impairments funded by allocations on the income statement. The valuation of guarantees is carried out when the loans are examined and is revised when they are classified as doubtful outstandings. It serves as the basis for calculating the impairment provisions. Risk assessment undergoes a quarterly review in a meeting of the sensitive risks committee, which sets the amount of the impairments.

Pursuant to article 2221-7 of ANC regulation no. 2014-07, when a proven risk is determined in relation to a counterparty, by contagion, all outstandings and commitments relating to that counterparty will be downgraded.

If the counterparty belongs to a group, the sensitive risks committee examines the consequences of this default at the group level and assesses whether all outstandings relating to this group's legal entities need to be classified as doubtful.

The rules of contagion do not concern outstandings affected by isolated disputes not related to the counterparty's insolvency, or credit risk depending on the solvency of a third party and not the solvency of the counterparty itself (case of commercial discount).

In accordance with article 2221-5 of ANC regulation no. 2014-07, doubtful debt is reclassified as performing outstandings after all unpaid debts are cleared or the debt is restructured.

Impairments for doubtful debt are recognised directly as a reduction of assets, whereas on the income statement, the net amount between allocations and reversals is recorded in cost of risk.

SPECIFIC RULES FOR RESTRUCTURED LOANS

Considering the usual payment periods for these loans, reclassification as doubtful debt is delayed to the twelfth month following the contractual due date. The rule on contagion is applied to all unpaid outstanding amounts not yet due of these loans beyond the twelfth month following the due date, both capital and interest.

In accordance with article 2231-3 of ANC regulation no. 2014-07, a discount, equal to the difference between the discounting of contractual flows initially expected and the discounting of future flows of capital and interest expected as a result of the restructuring, must be recognised as a debit in the income

statement. The discounting rate to use is the original effective interest rate for fixed-rate loans or the last effective rate before the restructuring date determined in accordance with the contractual terms for variable-rate loans.

[Principles for writing off bad debt]

A loss on irrecoverable debt is recognised when the sensitive risks committee believes that the debt can no longer be recovered or when the doubtful debt is sold. The amount of the loss corresponds to the recorded amount of the debt.

The write-off is recorded when the elements recognised by local laws and regulations are met. The cost of risk includes the amount of losses on unrecoverable debts, hedged and non-hedged, and the amount of recoveries on impaired debts.

[Securities portfolio]

In accordance with Book II title 3 of ANC regulation no. 2014-07, several categories of securities are distinguished: trading securities, marketable securities, investment securities, portfolio activity securities, equity securities and shares in related companies, and other long-term securities holdings.

UBAF does not have any securities in the following categories: trading securities, investment securities, and portfolio activity securities.

EQUITY SECURITIES AND SHARES IN RELATED COMPANIES

Equity securities and shares in related companies are acquired for long-term holding. This category includes equity interests of more than 10% or, possibly, less than 10% when they are accompanied by elements such as representation on the issuing entity's corporate bodies or the existence of another indirect holding. The costs of acquisition are recognised in expenses.

OTHER LONG-TERM SECURITIES HOLDINGS

Other long-term securities holdings are investments made in the form of securities with the intention of promoting the development of long-term professional relationships by creating a special link with the issuing company but without influence in its management because of the low percentage of voting rights that they represent.

When they are in one of these last two categories, securities are:

- Recognised at their acquisition date and at their acquisition price (excluding costs) or, in the event of transfer, at the value estimated according to the rules specific to their original category;
- Valued at their historical cost or their value-in-use, whichever is lower.

Unrealised gains are not recognised, and unrealised losses, without offsetting unrealised gains, result in the establishment of a provision for impairment of long-term investments.

FIXED-INCOME MARKETABLE SECURITIES

All fixed-income securities are classified as marketable securities. New securities in the portfolio are recognised at the acquisition price, the clean price. The costs of acquisition and disposal are entered in expenses. The positive or negative differences between the purchase price and the redemption value (premium/discount) are spread on a straight-line basis in the income statement over the remaining maturity of the security.

Securities are valued at the end of the year :

- At the price at the end of December for listed securities;
- At the price of the latest transactions for non-listed securities.

For securities not backed by derivatives, capital losses arising from comparing the carrying value and the estimated value will be depreciated. Unrealised capital gains are not taken into account.

For derivative-backed securities, a net capital gain or loss is calculated, corresponding to the capital gain or loss of the security and the capital gain or loss of the derivative. A net capital loss must be impaired, while an unrealised net capital gain must not be taken into account.

VARIABLE-INCOME MARKETABLE SECURITIES

Variable-income securities are recorded at their acquisition price. They are valued at the market price for listed securities, or at the last known transaction price for non listed securities. Taking into account the nature of the portfolio, which is comprised entirely of money market UCITS securities, the balance sheet value corresponds to the market price.

[Over-the-counter hedging transactions on fixed-income instruments]

UBAF recognises hedging transactions in accordance with the provisions of title 5 of ANC regulation no. 2014-07.

INTEREST-RATE SWAPS

Interest-rate swaps are used for micro-hedging, to hedge an identified transaction from interest-rate risk from the start. These hedges are carried out at the same time as the transaction being hedged, in the same currency, for the same maturity and with the same variable rate. Interest rate swaps are also used for macro-hedging to hedge working capital. Cash-flow imbalances can also be hedged by interest-rate swaps.

Rate differentials paid or received are registered in the income statement on a *pro rata temporis* basis over the residual maturity of the hedged instrument. The income or expense thus recorded symmetrically offsets the income or expense of the item hedged. If the latter can be valued at market price, only the negative difference between the market price of the swap and that of the hedged instrument is entered as a debit in the income statement.

Balancing payments paid or received on hedging positions unwound by transactions in the opposite direction with the same counterparty, corresponding to the difference in value of the two transactions, are spread over the residual maturity of the initial hedging transaction.

FRA

FRAs are mainly used to hedge cash-flow imbalances.

Rate differentials paid or received on the transaction value date are spread over the maturity of the transaction being hedged.

[Principles for recognising receivables]

Payables are shown in the balance sheet at their nominal value or their issue price.

Interest is recognised on a *pro rata temporis* basis and is shown in the balance sheet with the principal.

Premiums or discounts on issued securities are spread on a straight-line basis over the securities' term of issue.

[Principles for recognising fixed assets and amortisation and depreciation rules]

Fixed assets are shown in the balance sheet assets at a net value formed by their acquisition cost minus amortisation/ depreciation. No revaluation by management decision or by law has been made.

Intangible assets concern software purchased or developed. Straight-line amortisation is carried out over five or seven years for software at the central site and over three years for office applications. The same rules are applied for the depreciation of computer hardware.

Other fixed assets acquired are amortised/depreciated on a straight-line basis over their probable period of use.

AMORTISATION/DEPRECIATION PERIOD:

Buildings, fixtures and fittings	10 to 30 years
Furniture, equipment	10 years
Rolling stock, machines	5 years
Computer hardware/software central site	5 to 7 years
Personal computer hardware	3 years

[Principles for recognising extraordinary items]

Extraordinary items represent costs and income that do not fall within the company's normal cycle of operations. These items can come from capital transactions, profit or loss on the sale or disposal of a fixed asset, or the sale of securities.

[Principles for recognising provisions]

PROVISIONS FOR COUNTRY RISKS

Provisions for risks are precautionary provisions to cover the risks of non-doubtful commitments of all kinds on and off the balance sheet in any country and the related accrued interest.

The method for calculating provisions for country risks was changed in 2015.

Since 2015 the provisions have been calculated on the basis of weighted commitments (EAD) according to their equivalent credit risk. The following weightings are applied to these commitments:

- Application of a probability of default (PD) based on UBAF's rating of the counterparty;
- Application of a loss given default (LGD): the standard LGD is used, namely 45% of the commitment;
- Application of a duration weighting taking into account that probabilities of default are over 1 year and that most of UBAF's commitments are short term;
- Application of a stressed probability of default; probability x 1.5 for countries considered higher risk by the risk department or with a high concentration in UBAF's portfolio ;
- Application of an additional weighting for the 20% model risk.

PROVISIONS FOR LITIGATION

Litigation with credit institutions or with clients, which do not concern the sale of debt, give rise to the allocation of a provision for litigation for the amount of risk assessed by the sensitive risks committee.

PROVISIONS FOR CHARGES

Probable charges due to an event or a decision during the year, if the amount can be valued precisely, give rise to the recognition of a provision for charges.

1. Assets

Note 1: Interbank and equivalent transactions

[Details of interbank and equivalent transactions]

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2019	31.12.2018
Current accounts	52,191	32,966
Interbank loans	288,603	298,686
Short-term commercial loans	229,839	284,275
Medium- and long-term commercial loans	29	34
Cash balances, central banks and post office banks	468,648	624,333
Gross doubtful debt	18,314	19,097
Receivables concerning associated companies	1,198	1,629
Total gross receivables	1,058,821	1,261,020
Impairments	(15,393)	(18,967)
TOTAL	1,043,428	1,242,053

[Details of doubtful debt]

(in thousands of euros)

	31.12.2019	31.12.2018
Public doubtful debt	0	0
Private doubtful debt	2,921	0
Public bad debt	10,520	14,299
Private bad debt	4,873	4,667
TOTAL	18,314	18,967

Only the following receivables from credit institutions are broken down by residual maturity and by geographical area:

Interbank loans	288,603
Short-term commercial loans	229,839
Medium- and long-term commercial loans	29
TOTAL	518,470

[Details of receivables from credit institutions by residual maturity]

(in thousands of euros)

< = 3 months	< = 12 months	< = 5 years	> 5 years	TOTAL
422,028	96,413	29		518,470

[Geographical breakdown of receivables from credit institutions]

(as a percentage)

The breakdown by geographical area is done for receivables including provisions (provisions not deducted).

AREAS	Proportion of receivables of world total	% of public receivables	% of private receivables
EEA*, Switzerland, USA, Canada, Japan	56.30	75.76	24.24
Arab world	23.60	9.19	90.81
Europe excluding EEA* and Switzerland	5.46	0.07	99.93
Asia excluding Japan	10.84	3.33	96.67
Latin America	0.00	0.00	0.00
Oceania	0.00	0.00	0.00
Africa	3.80	66.16	33.84
*European Economic Area	100%		

Note 2: Transactions with customers

[Details of transactions with customers]

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2019	31.12.2018
Current accounts	3,180	8,759
Short-term international trade financing	490,343	381,213
Medium- and long-term international trade financing	75,006	122,848
Medium- and long-term equipment financing	86,926	62,282
Other loans	30,740	7,366
Receivables concerning associated companies	2,691	1,319
Gross doubtful debt	34,740	13,297
Total gross receivables	723,625	597,085
Impairments	(34,731)	(13,292)
TOTAL	688,894	583,793

[Details of doubtful debt]

(in thousands of euros)

	31.12.2019	31.12.2018
Public doubtful debt	0	0
Private doubtful debt	20,394	0
Public bad debt	54	53
Private bad debt	14,291	13,244
TOTAL	34,740	13,297

Only the following transactions with customers are broken down by residual maturity and geographical area:

Short-term international trade financing	490,343
Medium- and long-term international trade financing	75,006
Medium- and long-term equipment financing	86,926
Other loans	30,740
TOTAL	683,015

[Details of receivables from customers by residual maturity]

(in thousands of euros)

< = 3 months	< = 12 months	< = 5 years	> 5 years	TOTAL
512,541	158,555	10,284	1,636	683,015

[Geographical breakdown of receivables from customers (excluding doubtful debt)]

(as a percentage)

The breakdown by geographical area is done for receivables including provisions (provisions not deducted).

AREAS	Proportion of receivables of world total	% of public receivables	% of private receivables
EEA*, Switzerland, USA, Canada, Japan	31.12	0.00	100.00
Arab world	26.86	14.62	85.38
Europe excluding EEA* and Switzerland	0.74	0.00	100.00
Asia excluding Japan	36.97	21.22	78.78
Latin America	0.00	0.00	0.00
Oceania	3.65	0.00	100.00
Africa	0.66	100.00	0.00
<i>*European Economic Area</i>	100%		

[Geographical breakdown of doubtful debt and related hedges]

(as a percentage)

AREAS	Customer doubtful debt	Associated impairments
EEA*, Switzerland, USA, Canada, Japan	28.12%	28.12%
Arab world	13.17%	13.16%
Europe excluding EEA* and Switzerland		
Asia excluding Japan	58.71%	58.71%
Latin America		
Oceania		
Africa		
<i>*European Economic Area</i>	100.00%	100.00%

Almost all doubtful debt is private debt.

Note 3: Bonds, shares and other fixed- or variable-income securities

[Details of bonds, shares and other fixed- or variable-income securities]

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2019	31.12.2018
FIXED-INCOME SECURITIES		
Bonds and other fixed-income securities	0	0
Treasury bills and equivalent securities	52,576	39,615
Impairment	(2)	(2)
Receivables concerning associated companies	0	0
Total fixed-income securities	52,574	39,613
VARIABLE-INCOME SECURITIES		
Shares	10,062	100,748
Impairment	(854)	(397)
Total variable-income securities	39,208	100,351
TOTAL	91,782	139,964

Treasury bills and equivalent securities correspond to tradable debt securities issued by public bodies of the countries where UBAF is established and redeemable with the issuing institution.

Most variable-income securities are money market UCITS securities.

[Comparison of carrying and market values of securities and treasury bills]

(in thousands of euros)

TYPE	Carrying value CV	Redemption value	Market value MV	Provision	Difference MV-CV
Bonds and other fixed-income securities	0	0	0	0	0
Treasury bills and equivalent securities	52,576	52,631	52,574	2	2

[Distribution by residual maturity of bonds and other fixed-income securities, treasury bills and equivalent securities]

(in thousands of euros)

< = 3 months	< = 12 months	< = 5 years	> 5 years	TOTAL
52,574				52,574

Note 4: Equity securities and shares in related companies

	Capital in foreign currencies	Shareholders' equity including income in euros	Proportion of capital held (%)	Income in euros	Carrying value of securities held in euros	Amount of loans and advances granted in euros
EQUITY INTERESTS (HOLDINGS BETWEEN 10% AND 50%)						
- UBAF Group Holding (Panama) – in liquidation	USD 50,000	NS	46.60%	NS	0	
Other equity interests					473,503	
TOTAL					473,503	

Note 5: Tangible and intangible assets

(in thousands of euros)

GROSS FIXED ASSETS	31.12.2018	Acquisition	Disposal/ scrapping	Transfer between items	Price fluctuation impact	31.12.2019
Intangible assets	9,894	212	99	0	63	10,072
- Other intangible assets	9,848	212	99	0	63	10,025
- Lease right	46					46
Tangible assets	5,630	236	29	0	41	5,878
- Land and operational buildings	0	0	0	0	0	0
- Fixtures and fittings	1,894	7	0	0	14	1,915
- Transport equipment	112	41	26	0	3	130
- Office equipment and furniture	3,623	188	2	0	23	3,833
- Tangible assets under construction						
TOTAL	15,524	448	128	0	104	15,948

AMORTISATION/DEPRECIATION	31.12.2018	Allowance	Decrease	Transfer between items	Price fluctuation impact	31.12.2019
Intangible assets	7,316	491	0	0	49	7,857
- Other intangible assets	7,316	491	0	0	49	7,857
Tangible assets	3,567	493	0	0	9	4,068
- Land and operational buildings	0	0	0	0	0	0
- Fixtures and fittings	843	188	0	0	13	1,044
- Transport equipment	62	25	0	0	(24)	63
- Office equipment and furniture	2,662	280	0	0	20	2,962
TOTAL	10,883	984	0	0	58	11,739
NET INTANGIBLE ASSETS	2,578					2,215
NET TANGIBLE ASSETS	2,064					1,808

Amortisation and depreciation is recognised in Other operating expenses (Note 15).

Note 6: Accruals and miscellaneous accounts

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2019	31.12.2018
Interest and income receivable	3,000	3,866
Currency adjustments	4,066	0
Other assets	8,618	14,304
TOTAL	15,684	18,170

2. Liabilities

Note 7: Interbank and equivalent transactions

[Details of interbank and equivalent transactions]

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2019	31.12.2018
Current accounts	57,356	61,056
Fixed-term interbank loans	845,999	577,977
Fixed-term commercial deposits	333,257	600,278
Bills on deposits	0	0
Payables to associated companies	4,478	3,078
TOTAL	1,241,090	1,242,388

Commercial deposits made by banks are related to documentary credit transactions.

[Breakdown of interbank and equivalent transactions by residual maturity]

(in thousands of euros)

Only the following balance sheet items are broken down by residual maturity:

Interbank transactions	845,999
Commercial deposits	333,257
TOTAL	1,179,256

< = 3 months	< = 12 months	< = 5 years	> 5 years	TOTAL
945,583	233,673	0	0	1,179,256

[Geographical breakdown of transactions with credit institutions]

(as a percentage)

AREAS	Proportion of payables of world total	% of public debts	% of private debts
EEA*, Switzerland, USA, Canada, Japan	17.49	57.50	42.50
Arab world	70.42	33.97	66.03
Europe excluding EEA* and Switzerland	0.01	0.00	100.00
Asia excluding Japan	7.29	73.44	26.56
Latin America	0.00	0.00	0.00
Oceania	0.00	0.00	0.00
Africa	4.80	72.06	27.94

*European Economic Area

Note 8: Transactions with customers

[Details of transactions with customers and equivalent]

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2019	31.12.2018
Current accounts	23,142	10,423
Fixed-term deposit accounts	153,999	299,753
Payables to associated companies	190	781
TOTAL	177,332	310,957

[Breakdown of customer fixed-term deposit accounts by residual maturity]

(in thousands of euros)

< = 3 months	< = 12 months	< = 5 years	> 5 years	TOTAL
97,536	56,440	23	0	153,999

[Geographical breakdown of transactions with customers]

(as a percentage)

AREAS	Proportion of payables of world total	% of public debts	% of private debts
EEA*, Switzerland, USA, Canada, Japan	21.26	0.00	100.00
Arab world	34.92	0.00	100.00
Europe excluding EEA* and Switzerland	0.06	0.00	100.00
Asia excluding Japan	17.77	0.00	100.00
Latin America	25.99	0.00	100.00
Oceania	0.00	0.00	0.00
Africa	0.00	0.00	100.00

*European Economic Area

Note 9: Accruals and other liabilities

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2019	31.12.2018
Accrued interest and expenses, trade payables	5,989	6,990
Accounts pending allocation and adjustment	17,771	24,035
Government - taxes and duties	613	881
Provisions for social security and pension expenses	9,301	8,571
Other liabilities	12,464	4,507
TOTAL	46,138	44,984

Provisions relating to personnel are recorded in other liabilities.

Note 10: Provisions and FGBR

(in thousands of euros)

TYPE OF PROVISION	31.12.2018	Allocations	Reversals not used	Reversals used	Transfer between items	Exchange rate change	31.12.2019
Provisions for country risks	36,694	10,687	5,043	0	0	0	42,337
Provisions for litigation losses and charges	32,669	0	1,235	0	0	170	31,604
Provisions for off-balance sheet commitments	0	0	0	0	0	0	0
Sub-total	69,362	10,687	6,278	0	0	170	73,941
FGBR	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	69,362	10,687	6,278	0	0	170	73,941

[Provisions for off-balance sheet risks]

Provisions for off-balance sheet risks cover off-balance sheet commitments for which a risk of loss is considered likely on the basis of events known at the year-end. They have a zero balance at 31 December 2019.

[Provisions for country risks]

Provisions for country risks have been set up in accordance with the rules set out in the note on accounting principles.

The amount of provisions covering these commitments is 42.3 million euros. The total coverage amounts to 1.99% of outstandings net of guarantees.

The table below gives the breakdown by geographical area of the receivables used to calculate the provision for country risks.

The coverage rate and geographical distribution in percentages are calculated in relation to outstandings net of guarantees received as defined in the accounting principles.

(as a percentage)

AREAS	Proportion of total net outstandings	Coverage per country risk provision
EEA*, Switzerland, USA, Canada, Japan	15.57	0.35
Arab world	49.19	2.46
Europe excluding EEA* and Switzerland	4.11	0.74
Asia excluding Japan	21.01	1.44
Latin America	0.00	0.00
Oceania	0.00	0.00
Africa	10.12	3.92
*European Economic Area	100.00	1.99

[Provisions for litigation]

The provisions for litigation primarily cover legal risks.

Note 11: Shareholders' equity

[Breakdown of capital]

The capital is divided into 1,638,740 shares, each with a nominal value of 153 euros, divided into two classes:

- Class A shares held by Arab shareholders, representing 52.99% of the capital.
- Class B shares nearly all held by CA CIB since July 2005, representing 47.01% of the capital.

Class A and B shares grant strictly identical rights in terms of voting and dividends.

SHAREHOLDERS	Capital held in euros	Capital held as %
Class B shares		
Crédit Agricole CIB	117,867,069	47.01%
Class B group guarantee shares	306	0.00%
Class A shares		
Ubac Nederland B.V. (being restructured)	57,976,596	23.12%
Banque Extérieure d'Algérie	23,452,911	9.35%
Central Bank of Egypt	14,813,460	5.91%
Libyan Arab Foreign Bank	13,960,332	5.57%
Banque Centrale Populaire	12,520,143	4.99%
Arab African International Bank	9,416,997	3.76%
Riyad Bank	717,417	0.29%
Class A group guarantee shares	1,930	
TOTAL	250,727,161	100%

[Table of changes to group shareholders' equity]

(in thousands of euros)

	Share capital	Reserves	Premiums	Carried forward	Income group share	Total shareholders' equity
Balance at 31.12.2017	250,727	67,476	0	0	(1,313)	316,890
Dividends paid during year	0	0	0	0	0	
Change in capital	0	0	0	0	0	
Change in premiums and reserves	0	(3,785)	0	0	0	
Appropriation of previous year's income to reserves	0	0	0	0	1,313	
Income for the year	0	0	0	0	979	
Other movements (HK shareholders' equity and securities, foreign exchange crystallisation, translation differences)	0	0	0	0	4,981	
Balance at 31.12.2018	250,727	63,692	0	0	5,960	320,379
Dividends paid during year	0	0	0	0	(2,786)	
Change in capital	0	0	0	0	0	
Change in premiums and reserves	0	3,223	0	0	0	
Appropriation of previous year's income to reserves	0	0	0	0	(3,174)	
Income for the year	0	0	0	0	(12,833)	
Other movements (HK shareholders' equity and securities, foreign exchange <i>crystallisation</i> , <i>translation differences</i>)	0	0	0	0	0	
Balance at 31.12.2019	250,727	66,914	0	0	(12,833)	304,809

3. Off-balance sheet

Note 12: Commitments given

(in thousands of euros)

	31.12.2019	31.12.2018
FINANCING COMMITMENTS	569,506	581,421
of which opening of confirmed credits	171,679	171,375
of which documentary credits (import)	349,591	408,996
of which other commitments	48,237	1,050
GUARANTEES	1,991,029	1,632,281
of which credit repayment guarantees	177,298	124,460
of which contract bonds	815,812	677,842
of which documentary credits (export)	997,198	823,863
of which others	721	6,116

7.2 million euros of guarantees are considered doubtful and are not covered by any provision.

Note 13: Commitments received

(in thousands of euros)

Commitments received are commitments received from credit institutions and insurers.

	31.12.2019	31.12.2018
Financing commitments	0	0
Guarantees	191,118	289,996

Other off-balance sheet information

[Over-the-counter hedging transactions on fixed-income instruments]

(in thousands of euros)

FINANCIAL INSTRUMENTS	Nominal	Market value
Interest-rate swaps - micro-hedging	0	0
Interest-rate swaps - macro-hedging	285,000	11,763
FRA	0	0

[Pension commitments]

A) DEFINED-BENEFIT SCHEMES

These schemes concern Asian entities only. The benefits are calculated statistically based on final salary and length of service. They are managed by specialist bodies calling for the payments. As at 31 December 2019, there are therefore no off-balance sheet commitments relating to defined benefit pension schemes.

B) COMMITMENTS REGARDING SUPPLEMENTARY PENSIONS PRIOR TO 1993

Following the agreement of 13 September 1993, banks belonging to the Fédération Bancaire Française (FBF) undertook to pay additional contributions to their pension fund, up to 4% of their payroll, to make up the deficit between the pension levels of the old and the new systems. As at 31 December 2019, the bank's maximum potential commitment is zero.

4. Income

Note 14: Net banking income

(in thousands of euros)

	31.12.2019	31.12.2018
Interest and equivalent income	61,757	46,765
Transactions with credit institutions	32,646	28,327
Transactions with customers	28,348	17,995
Bonds or other fixed-income securities	763	443
Subordinated debt	0	0
Interest and equivalent expenses	(42,996)	(31,200)
Transactions with credit institutions	(39,662)	(27,875)
Transactions with customers	(3,333)	(3,325)
Bonds or other fixed-income securities	0	0
Subordinated debt	0	0
Fees (income)	35,950	30,386
Fees (expenses)	(2,493)	(2,748)
Gains or losses on investment portfolio and equivalent transactions	(455)	(397)
Transactions on marketable securities	(455)	(397)
- capital gains and losses	0	0
- allocations and reversals of provisions	(455)	(397)
Transactions on portfolio activity securities		
Other net banking operating income	11	47
NET BANKING INCOME	51,773	42,852

Note 15: General operating expenses

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2019	31.12.2018
Personnel expenses	26,803	24,423
Fixed and variable salaries	18,602	17,348
Pension expenses	1,649	1,428
Other social security expenses	5,997	5,122
Mandatory and optional profit-sharing		
Taxes, duties and equivalent payments	556	525
Taxes and duties	1,288	1,391
Other operating expenses	15,351	14,678
TOTAL GENERAL EXPENSES	43,441	40,491

Statutory auditors' fees:

(in thousands of euros)

	31.12.2019
Certification of accounts – Ernst & Young	117
Certification of accounts - PricewaterhouseCoopers	117
Tax reports– Ernst & Young	5
Tax reports– PricewaterhouseCoopers	11
Other – Ernst & Young	16
Other – PricewaterhouseCoopers	16

Note 16: Cost of risk

(in thousands of euros)

The cost of risk is an expense of 20,672 thousand euros and breaks down as follows:

TYPE	31.12.2018	Foreign exchange effect	Allocations (a)	Reversals not used (b)	Reversals used	Transfers	Net allocations (a - b)	31.12.2019
Impairment of doubtful debt	30,268	481	20,647	4,090	0	0	16,557	47,305
Provisions for risks and charges	69,362	170	10,687	6,278	0	0	4,409	73,941
Country risk	36,693		10,687	5,043	0	0	5,644	42,337
Litigation	32,669	170	0	1,235	0	0	(1,235)	31,604
Off-balance sheet risk	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROVISIONS	99,630	651	31,334	10,368	0	0	20,966	121,246
Charge on litigation							128	
Recovery of impaired debt							(422)	
Losses on non-hedged irrecoverable debt							0	
COST OF RISK							20,672	

Note 17: Corporate income tax

The amount of corporate income tax recognised during 2019 is distributed as follows:

(in thousands of euros)

	31.12.2019
Head office	522
Singapore	(5)
South Korea	77
Japan	(36)
Hong Kong	0
TOTAL	558

UBAF France has an estimated deferrable tax loss of 28.3 million euros as at 31 December 2019.

5. Other information

Remuneration allocated to the administrative, management and supervisory bodies

(Article R. 233-14-11 of the French Commercial Code)

The members of the management and administrative bodies do not exercise functions in the consolidated companies.

No loans or advances were made during 2019 to members of the management bodies.

Payroll

As at 31 December 2019 there were 290 full-time equivalents on the payroll.

6. Summary of balance sheet and income statement of the subsidiary

UBAF (Hong Kong) Limited
 Unit 1139, Level 11, Admiralty Centre Tower 2,
 18 Harcourt Road, Admiralty,
 HONG-KONG

Balance sheet for publication

(in thousands of euros)

[ASSETS]

	31.12.2019	31.12.2018
Interbank transactions	2,350	2,462
Transactions with customers	0	0
Transactions on securities and miscellaneous transactions	0	0
Accruals and miscellaneous accounts	8	7
Fixed assets	0	0
TOTAL ASSETS	2,358	2,469

[LIABILITIES]

	31.12.2019	31.12.2018
Interbank transactions	76	0
Transactions with customers	0	0
Transactions on securities, provisions and miscellaneous transactions	139	245
Shareholders' equity and equivalent	2,262	2,144
<i>FGBR</i>		0
<i>Capital</i>	1,979	1,942
<i>Reserves*</i>	283	203
<i>Carried forward</i>		0
Income	(119)	79
TOTAL LIABILITIES	2,358	2,469

Off-balance sheet for publication

(in thousands of euros)

OFF-BALANCE SHEET	31.12.2019	31.12.2018
Financing commitments given	0	0
Guarantees given	0	0
Guarantees received	0	0

Income statement for publication

(in thousands of euros)

	31.12.2019	31.12.2018
Net interest and equivalent	56	565
Fees	0	0
Other net banking operating income	0	0
NET BANKING INCOME	56	565
General operating expenses	(175)	(486)
GROSS OPERATING INCOME	(119)	79
Cost of risk	0	0
OPERATING INCOME	(119)	79
Gains or losses on fixed assets	0	0
Allocations or reversals to/from FGFR	0	0
Corporate income tax	0	0
NET INCOME	(119)	79

UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES

